

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA

QUESTION MINIÈRE A MADAGASCAR

DEPUIS LA CONQUÊTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le lundi 9 décembre 1912, à 3 heures

PAR

JOSEPH TRÉSORET

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales

Président : M. LESEUR, *professeur.*
Suffragants { MM. DESCHAMPS, *professeur.*
PERREAU, *professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA

QUESTION MINIÈRE A MADAGASCAR

DEPUIS LA CONQUÊTE

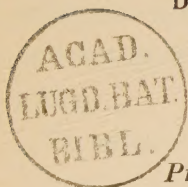
THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le lundi 9 décembre 1912, à 3 heures

PAR

JOSEPH TRÉSORET

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales



Président : M. LESEUR, *professeur.*
Suffragants { MM. DESCHAMPS, *professeur.*
PERREAU, *professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Seize années déjà viennent de s'écouler depuis la conquête définitive française à Madagascar, et pour beaucoup se pose toujours la question de son utilité. On approuve les efforts vigoureux qui ont été faits pour assurer l'évolution économique de ce pays neuf, et, tout en les approuvant, on regrette les sommes énormes dépensées pour le résultat peu encourageant obtenu, dans l'ensemble, jusqu'à nos jours.

Le calme était à peine rétabli dans l'île, après les révoltes si nombreuses qui ont marqué la fin de notre protectorat, que les mesures les plus diverses étaient prises pour faire prospérer rapidement cette nouvelle colonie. Malheureusement on avait à lutter contre des causes multiples d'insuccès : climat peu salubre, main-d'œuvre faible et inexpérimentée, absence presque totale de moyens de transports. Aussi, à l'heure actuelle, malgré tout ce qui a été fait, nous trouvons-nous toujours en face des mêmes difficultés. Elles ne peuvent être vaincues qu'au

moyen de capitaux très abondants, après de longues années apportant à la situation d'aujourd'hui de constantes améliorations.

Un coup d'œil jeté sur le commerce général de l'île de 1896 à nos jours nous permet de nous rendre compte des réels progrès obtenus, mais les chiffres sont encore bien faibles pour un pays dont la superficie dépasse celle de la France (1). Une seule branche de ce commerce pourrait surprendre par son prodigieux développement, l'exportation de l'or. Rien n'est plus significatif, en effet, que la progression constante dans la production et l'exploitation de ce métal. On en connaissait l'existence bien avant la

(1)

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAL DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS
1896	13.987.931	3.605.951	17.593.882
1897	18.358.918	4.342.432	22.701.350
1898	21.627.817	4.974.548	26.602.365
1899	27.916.616	8.048.400	35.963.022
1900	40.470.213	10.623.869	51.094.692
1901	46.032.759	8.975.473	55.008.232
1902	42.289.036	13.144.440	55.433.476
1903	33.107.171	16.471.128	49.578.299
1904	26.419.384	19.357.464	45.776.848
1905	31.198.410	22.553.994	53.752.404
1906	24.404.382	28.189.000	52.593.382
1907	37.446.000	27.270.000	64.716.000
1908	30.167.000	23.091.000	53.258.000
1909	34.140.000	33.378.000	67.518.000
1910	33.437.000	45.438.000	78.875.000
1911	44.764.000	47.535.000	92.299.000

conquête (1). On savait vaguement de quelle manière se remplissait brusquement le trésor épuisé de la cour. N'entendait-on pas dire qu'aux moments difficiles le premier ministre ordonnait à son peuple la recherche de l'or dont il était seul maître sur toute l'étendue du territoire, et qu'il faisait extraire par des masses d'esclaves ?

Ces bruits suffisaient pour éveiller la convoitise des peuples colonisateurs et expliquent la conquête. Personne, cependant, ne mettait en doute les difficultés qu'offrirait à la colonisation un pays aussi peu favorisé ; mais quelles ressources inépuisables n'était pas susceptible de procurer à la métropole cette terre que l'on savait aurifère et qu'on supposait riche en métaux de toutes sortes.

Aussi, l'exploitation minière fut la première organisée. Nous n'avons qu'à nous louer de cette prompte mise en état du magnifique champ minier que nous avait procuré l'annexion de la grande île. Rien ne sert, en effet, de conquérir le plus magnifique domaine colonial, si tous les efforts de la métropole ne tendent pas à le mettre en valeur dans le plus bref délai. C'est à tel point que M. Giraud écrivait : « Il ne s'agit plus aujourd'hui d'agrandir nos colonies, mais

1. La production de l'époque d'exploitation hova échappe à toute statistique ; elle se signalait seulement par une très grande irrégularité. Le seul stimulant de l'activité de cette exploitation était l'état des finances royales.

de les utiliser. On ne saurait trop le répéter : la question coloniale est devenue une question de travaux publics (1). » Madagascar nous offrait une richesse qui pouvait engendrer toutes les autres par le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Nous en avons un exemple dans la révolution économique de la Californie et de l'Australie causée par les ressources abondantes de leur sous-sol. Le même phénomène s'est accompli récemment pour les États du sud de l'Afrique, qui jusqu'ici, plus ou moins ignorés, sont devenus, tout à coup, le centre d'une vie économique intense.

La métropole ne pouvait que suivre avec le plus grand intérêt les prospecteurs et leurs découvertes, car l'avenir de sa colonie dépendait en grande partie de cette exploitation minière et surtout aurifère, dont elle espérait tirer un important mouvement d'affaires. Elle passait du reste par des alternatives d'espoir et de découragement, reflétant de la sorte les résultats heureux ou malheureux des petites sociétés ou des particuliers venus dans l'île rechercher la fortune. Elle se fait d'abord leur protectrice en leur donnant une réglementation avantageuse après les premiers résultats ; puis, au fur et à mesure des progrès de l'industrie naissante, elle devient plus sévère. Quand elle croit à l'existence filonienne

1. *Principes de Législation coloniale.*

dé l'or, elle agit même de telle sorte qu'on l'accuse de vouloir se substituer à l'industrie privée ; elle établit des droits et taxes si élevés que les petites entreprises ne peuvent les supporter et doivent s'unir le plus souvent pour réduire par une exploitation commune les frais généraux trop lourds pour chacune d'elles. Enfin elle se rend compte que le métal précieux, tout en existant abondamment dans la colonie, ne s'y trouve, peut-être, nulle part en assez grandes masses, pour justifier une législation analogue à celle qui réglemente les premiers champs d'or du monde, et peu à peu, elle revient au point de départ, qui est, en somme, la protection du petit prospecteur.

Les lois minières suivent ainsi naturellement les différentes périodes de l'exploitation. Si elles ont si souvent changé à Madagascar, c'est précisément parce que l'extraction a passé par les phases les plus diverses et qu'un décret bon durant des années, devenait du jour au lendemain suranné par suite de nouvelles découvertes. Dans ces conditions, une vigilance sévère s'imposait au gouvernement. On l'a beaucoup attaqué, lui reprochant tantôt sa faiblesse, tantôt un excès de sévérité à l'égard des prospecteurs ; mais ces tâtonnements s'expliquent. L'État se trouve toujours entre deux partis : celui des colons concessionnaires des terrains qu'ils cultivent et qui ne pardonnent pas à quelques prospecteurs hardis et

audacieux, la rapide fortune qu'ils amassent après avoir rencontré un bon terrain alluvionnaire, à plus forte raison un filon. Ils ne considèrent pas le nombre des explorateurs moins heureux, qui gagnent péniblement leur vie, exposés à des dangers multiples. Ils ne voient que la richesse de quelques-uns, et émettent le vœu qu'une bonne partie du budget soit supportée par ces chercheurs d'or et de métaux précieux. Ils voudraient qu'on restreigne les chances de trop grand succès pour un seul, en limitant les périmètres d'exploitation et en les frappant d'une taxe de surface et d'autres droits vexatoires.

Le parti des prospecteurs, au contraire, syndiqué pour la défense de ses intérêts, demande à l'État de le protéger tant que l'industrie de l'or et des métaux se trouve encore à ses débuts. Une dure réglementation se comprendrait dans un pays où de grands résultats ont été obtenus. A Madagascar, elle aurait pour conséquence de décourager l'esprit d'aventure et d'engager les prospecteurs à diriger ailleurs leurs efforts. Ils méritent, du reste, d'être protégés, car s'ils travaillent pour eux, ils travaillent en même temps pour la colonie, qui tirera le meilleur profit de leurs découvertes et pour la France, qui bénéficiera largement de la richesse de sa colonie. On veut les imposer, soit, mais les prospecteurs sont pauvres en général quand ils commencent leurs recherches ; le petit fonds d'avance qu'ils ont épargné pour leurs

audacieuses entreprises ne doit pas disparaître pour l'obtention des permis ; il doit servir aux premiers travaux qui, le plus souvent, ne leur rapportent pas. Qu'on impose l'or et les pierres qu'ils auront extraits, qu'on aille même jusqu'à limiter leur gain en fixant un pourcentage que prélèvera l'Administration de la colonie au-dessus d'un certain bénéfice, mais qu'on se garde de toucher à l'instrument de leur travail si l'on ne veut pas détruire à tout jamais leurs chances de succès.

Les arguments de part et d'autre sont donc bons et la situation du législateur apparaît fort difficile. Il hésite, il s'essaie en quelque sorte par la promulgation de décrets qui seront rapportés peu après et remplacés souvent par ceux qui existaient avant eux. Une bonne législation minière, surtout quand elle vise spécialement les mines d'or, ne peut être établie définitivement qu'après de longues années. Elle suppose une connaissance à peu près exacte de l'état économique du pays. Trop d'intérêts divers se rattachent à cette question pour qu'elle soit traitée à la légère, dans l'espace de quelques jours, par des personnes non compétentes. Il faudrait avant de rien entreprendre demander l'avis de tous ceux qui sont le mieux placés pour juger, fût-ce même partialement, des conséquences de la réglementation projetée ; on irait lentement, il est vrai, mais on ne risquerait pas d'entraver le progrès

d'une branche de commerce qui, comme nous l'avons fait remarquer, a toujours été la plus grande source de richesse du pays (1).

Chaque colonie offre en effet généralement à la conquête la possibilité d'une industrie mieux préparée que les autres par la nature du terrain, l'habitude d'un même travail, que les populations ont acquise durant des siècles. A Madagascar, c'était au sous-sol que nous devions nous adresser. Nous verrons dans cette étude ce qui a été fait, tant du côté des colons prospecteurs pour l'exploitation, que du côté de l'État pour la législation. Certes, nous n'espérons

1. Le tableau suivant, où sont réunies les principales marchandises d'exportation de la colonie avec les montants de sortie pour les quatre dernières années, témoigne spécialement du chiffre élevé des exportations d'or :

	1911	1910	1909	1908
	(En milliers de francs)			
Or	8.706	9.018	10.937	9.447
Peaux brutes	8.668	9.507	5.604	3.203
Caoutchouc	4.566	9.367	4.614	1.261
Légumes secs	4.167	1.161	909	874
Ecorces à tan	3.646	2.735	1.704	239
Raphia	3.439	2.859	2.136	1.819
Vanille	2.025	1.271	1.191	1.044
Manioc	1.518	707	17	Néant
Chapeaux de paille ...	1.413	937	922	660
Cire animale	1.330	1.492	1.467	1.249
Bovidés	1.131	743	551	757
Riz	1.047	1.152	567	817
Saindoux	»	1.161	186	»
Viandes salées et conservées	»	895	188	»
Café	448	176	164	147
Graphite	447	289	74	36

pas apporter quelque chose de nouveau. Nous avons cherché seulement à grouper autour de cette question si intéressante les faits que nous a permis d'établir une documentation des plus sérieuses. Comme les livres sont rares sur ce sujet, nous avons dû faire appel à la bienveillance des personnes compétentes, (1) et nous tenons à les remercier ici d'avoir bien voulu nous donner les renseignements qu'un long séjour dans l'île leur avait fait acquérir.

Nous avons cherché dans les revues coloniales et bulletins économiques les informations utiles. Les statuts et comptes rendus des principales sociétés fondées pour l'exploitation des mines, et que nous étions appelés à étudier tout particulièrement, nous ont fourni également une juste vue d'ensemble sur le mode d'opérer et la marche générale des affaires de l'île. Le travail de la Chambre des mines de Tananarive, que nous avons suivi depuis sa création, nous a dévoilé le bien immense qu'un tel groupement peut faire, quand il est dirigé par une main sûre. Bref, nous nous sommes efforcés de traiter la question d'une façon très générale dans trois parties : La première comprend l'étude de la main-d'œuvre avec sa réglementation, et l'exploitation ; la seconde examine les divers décrets promulgués à Madagascar sur les mines, et la troisième, l'arrêté du 23 juin 1905.

1. En particulier M. Alfred Durand, administrateur honoraire des Colonies et M. Charles Martin, ancien Directeur des Agences de Madagascar du Comptoir National d'Escompte de Paris.

LA
QUESTION MINIÈRE A MADAGASCAR
DEPUIS LA CONQUÊTE

PREMIÈRE PARTIE
DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

CHAPITRE PREMIER
LA MAIN-D'ŒUVRE

PREMIÈRE SECTION

*Exposé de la situation du prospecteur pour le
recrutement de la main-d'œuvre.*

Le problème de la main-d'œuvre est l'un des plus délicats qui se posent pour l'exploitant dans ses tentatives d'extraction d'or et de métaux précieux. Aussi l'Administration s'est-elle appliquée depuis longtemps à le résoudre. Elle en a cherché la solution dans une réglementation minutieuse du travail,

sans paraître avoir réussi jusqu'ici à donner entière satisfaction aux légitimes desiderata des colons. C'est que Madagascar a toujours souffert de la faible densité de sa population et beaucoup plus encore depuis l'annexion française. Il faut à toute colonisation nouvelle des bras pour les nombreux travaux qu'il y a lieu d'entreprendre avant tout établissement d'exploitation régulière, et ces bras faisaient défaut dans une île qui, plus grande que la France, était à peine peuplée de 3 à 4 millions d'habitants.

La main-d'œuvre trop peu abondante se présentait ainsi au lendemain de l'annexion comme un obstacle à la réussite de toute entreprise. La situation était grave et le fut bien davantage quand le 27 septembre 1896 fut proclamée la suppression de l'esclavage, enlevant toute stabilité aux exploitations existantes. Les conséquences de cette mesure législative furent pourtant moins désastreuses qu'on aurait pu le supposer grâce à la louable intervention du gouvernement, qui par une surveillance constante dans la réglementation du travail, ne cessa d'améliorer les conditions défavorables faites au colon par cette abolition.

Les ouvriers déjà peu nombreux dans les centres civilisés deviennent très rares dès qu'on pénètre dans la brousse. Dans les endroits même où l'on s'attendrait à les rencontrer de préférence, ils se dérobent à l'approche de l'Européen. L'indolence

extrême qui caractérise les Malgaches les incite à repousser les offres qui leur sont faites. Ils consentaient, encore, à travailler de temps en temps, si l'on n'exigeait d'eux aucune régularité dans l'accomplissement de leur tâche. Ce n'est que pressés par le besoin qu'ils deviennent d'excellents ouvriers et donnent entière satisfaction à l'employeur ; mais à peine se trouvent-ils en possession de leur salaire, à l'abri par conséquent de la faim, qui seule le plus souvent les avait poussés à contracter un engagement, qu'ils abandonnent aussitôt leur travail pour reprendre leur ancienne vie de paresse et d'insouciance.

Ce fait est remarquable dans la population des Antaimoros qui constituent la race la plus laborieuse de l'île. Tout en demeurant très attachés à leur province, les Antaimoros n'hésitent pas après leurs récoltes à quitter leur pays pour ramasser par un travail très soutenu le petit pécule qu'ils conserveront soigneusement et qu'ils feront ensuite fructifier chez eux. Ils rayonnent ainsi pendant toute une époque de l'année ; beaucoup même font périodiquement le voyage de Diégo-Suarez, travaillant à l'aller, travaillant au retour, et demeurant à Diégo juste le temps nécessaire pour gagner la somme d'argent qu'ils s'étaient promis d'épargner. Le colon n'a donc rien à attendre pour les travaux de longue haleine d'une main-d'œuvre aussi fuyante,

qui représente cependant l'une des meilleures de l'île.

Loin de leur ressembler, les Hovas (1), qui sont de tous les autochtones ceux dont l'intelligence est la plus développée, sont avant tout sédentaires. Il faut un appât bien sûr pour vaincre la répulsion qu'ils éprouvent à quitter les plateaux de l'Emyrne et, du reste, leur faible constitution les éloigne des gros travaux et le climat de la côte leur est presque aussi préjudiciable qu'aux Européens. Quand un prospecteur a réussi à se les attacher, ce qui est très difficile par suite de leur peu de franchise et de leur méfiance instinctive, il peut espérer les garder plusieurs années à son service. Rien au contraire ne retiendra les Antaimoros, qui changeront de maître du jour au lendemain ; il suffira parfois qu'un de leurs amis travaille dans une concession voisine pour qu'eux-mêmes s'y rendent. S'ils ont décidé de

1. Le rapport du ministère des Colonies sur Madagascar pour l'exercice 1910, paru à *l'Officiel* en octobre 1912, est très favorable à cette tribu :

« L'état social des indigènes des hauts plateaux et particulièrement des Hovas est bien supérieur. Nous nous trouvons en effet en présence d'une race assimilable, douée de beaucoup de qualités, d'intelligence, travailleuse, soumise à l'esprit mercantile, désireuse de s'instruire, un peu trop initiatrice, n'ayant pas d'originalité ; parce qu'elle n'a peut-être pas d'origines bien anciennes, mais parce qu'aussi elle a subi, de bonne heure, l'empreinte des civilisations européennes. Quoi qu'il en soit, les Merina sont un peuple apte à nous comprendre et par suite susceptible de progrès. »

rentrer dans leurs provinces, on pourra leur offrir les salaires les plus tentants ; il est bien rare qu'on réussisse à les retenir.

Nous venons de voir les principaux traits des caractères Hovas et Antaimosos ; sans nous attarder à définir ceux des différentes races de Madagascar, nous devons ajouter que les prospecteurs trouveront encore un certain appui chez le Betsiléô, qui est plus travailleur que le Hova, mais beaucoup plus attaché à ses terres. Quant aux Betsimisarakâ et aux Tanosy, qui pourraient rendre de grands services, ils manquent d'intelligence et ne veulent pas travailler ; l'alcoolisme auquel ils s'adonnent en général leur enlève toute énergie et ils vivent dans la plus grande apathie. Le Sakalave (1) ne se sent pas de besoins et dédaignant l'argent, juge inutile de s'engager par un contrat ; il reste toujours le guerrier d'autrefois. Cette race réduite à l'impuissance et n'ayant plus devant elle les Hovas à combattre, tend à s'amoindrir et pourrait un jour ou l'autre disparaître. A part quelques nègres appelés « Makoas » qui, venus d'Afrique comme esclaves, ont été affranchis, les travailleurs font surtout défaut dans toute

1. Race essentiellement paresseuse et voluptueuse, pour laquelle tout est prétexte à fêtes, amoureuse de chants, de luttes et de danses, les Sakalava en sont à leur première étape vers la civilisation. Ce sont de grands enfants, qui ont constamment besoin d'être guidés, protégés et défendus souvent contre eux-mêmes (*Journal officiel* du 8 octobre 1910, Annexes).

la région ouest et c'est d'autant plus fâcheux que le nord-ouest est très riche en gisements miniers.

Quoiqu'il en soit, le colon doit à tout prix vaincre les difficultés qu'il rencontre dans le recrutement de la main-d'œuvre. Il ne peut en effet se livrer personnellement au travail. Le climat, même sur les hauts plateaux, ne lui permet pas d'être autre chose qu'un surveillant ou un directeur d'exploitation. D'autre part, le métier *d'orpailleur*, très pénible puisqu'il exige parfois des journées entières passées dans les terrains marécageux, ne lui est pas connu et demande une longue pratique pour être exercé avec profit. Dans ces conditions, tout prospecteur doit grouper autour de lui un nombre suffisant d'indigènes et chercher à les gagner à lui autant qu'il est possible.

Ce groupement ne peut pas toujours se faire. Nous reconnaissons que la faute en revient en partie aux exploitants qui, méconnaissant le caractère malgache, sont souvent cruels et injustes ; mais ils sont plutôt victimes du déplorable état de choses créé par le gouvernement hova. Bien avant la conquête, des corvées étaient imposées dans l'Imérina et le Betsiléo pour l'extraction de l'or ; chaque travailleur devait fournir un poids fixé de métal précieux, tout ce qu'il récoltait en plus lui appartenait et le payait des travaux effectués pour l'État. Il faut croire que le minimum à livrer était assez considé-

nable et que le gain était bien faible, car ces corvées obligatoires étaient fort mal vues. Elles existaient encore d'après le contrat que M. Suberbie passa avec le gouvernement pour ses immenses concessions de la Betsiboka et de l'Ikopa. Il y était en effet nettement stipulé que la main-d'œuvre serait fournie par l'État. Nous retrouvons cette même condition dans le contrat de la concession Talbot; elle disparaît toutefois à son renouvellement en 1891. Cette nécessité pour les concessionnaires de demander au gouvernement une main-d'œuvre qu'ils ne pouvaient recruter par leurs seuls moyens, nous prouve combien celle-ci était peu abondante et nous estimons que sa rareté était due en grande partie à l'obligation faite aux indigènes d'exécuter les corvées d'or à certaines époques de l'année. En tous cas, une grande aversion se manifesta chez eux dès le début de nos exploitations minières pour la recherche de l'or et des métaux précieux, et cette aversion naturelle pour un travail jadis imposé n'a pas disparu à l'heure actuelle.

Aujourd'hui, l'obligation de travailler n'existe plus comme autrefois et chacun est entièrement libre de louer son travail à qui il veut (1). Le prospecteur doit donc gagner la confiance du Malgache et vaincre

1. L'arrêté du 1^{er} janvier 1905 en supprimant le visa administratif des engagements des travailleurs a rendu libre le travail à Madagascar.

sa timidité ; celle-ci vient en partie de la méfiance que nous ont toujours témoignée les indigènes ; ils sentent leur infériorité, se figurent qu'ils seront trompés et s'abstiennent de signer un contrat pour éviter tout contact avec les colons. Dès qu'on a pu surmonter cette méfiance instinctive, il faut combattre leur paresse par l'offre d'un gain satisfaisant. Les Hovas et les Antaimoros aiment l'argent et se laissent assez facilement tenter ; mais, comme nous l'avons vu, leurs besoins sont très limités et ils ne tardent pas à suspendre leur travail pour vivre modestement sur les salaires qu'ils ont recueillis ; aussi ne saurait-on trop désirer que la civilisation leur apporte le goût du confortable et de l'aisance dans la vie ; elle leur ferait sentir la nécessité d'un travail soutenu et régulier pour la satisfaction immédiate de leurs besoins nouveaux.

Le recrutement de la main-d'œuvre est une tâche relativement facile, comparée aux efforts continuels que doit faire tout exploitant pour la conserver à son service. Généralement, il s'entoure dès le début de commandeurs ou chefs de groupe plus intelligents que le reste des travailleurs et qui lui apportent avec leur concours personnel celui de toute leur troupe (1). Ils servent d'intermédiaires entre le prospecteur et

1. Le Hova est plus spécialement désigné pour le commandement ; il sait mieux que le colon européen tirer parti des ouvriers qui lui sont confiés.

les indigènes, leur transmettent les ordres, font pour son compte les avances nécessaires, achètent l'or et payent, opérations qui demandent de la part du chef une connaissance approfondie du caractère et des mœurs malgaches, et qui sont susceptibles de donner lieu aux plus graves mécomptes. Malheur aux prospecteurs qui se fient trop à eux-mêmes et qui agissent sans cesse sur leur propre initiative ; sans qu'ils s'en rendent compte, ils nuisent parfois beaucoup à l'avenir de leur exploitation.

Un fait reconnu, c'est que souvent les prospecteurs commettent des violences même involontairement. Le climat les énerve, la fatigue les irrite, et devant le peu de travail qu'ils constatent, ils s'emportent contre leurs ouvriers, dont le rendement est très faible. Le vide se fait peu à peu autour d'eux ; ils passent pour injustes et cruels ; cette réputation leur est acquise et les suit partout où ils sollicitent une nouvelle main-d'œuvre. S'ils agissent mal avec un commandeur, ils perdent à la fois le chef et tous les travailleurs du groupe dont les bras sont aussitôt loués par un concessionnaire voisin.

La difficulté est bien plus grande qu'on ne l'imagine, elle exige de l'exploitant un très grand savoir faire ; en aucun cas, il ne doit se départir d'une fermeté tenace qui impose au Malgache une prompte obéissance et assure son autorité ; pourtant, il doit se garder d'une sévérité excessive et chercher par

d'autres moyens que les voies de rigueur à maintenir l'égalité de travail dans sa concession.

Quant au mode de règlement du salaire, il varie peu ; le prospecteur pourrait donner aux indigènes un salaire fixe et conserver toute leur production ; il ne le fait pas, car ce serait favoriser leur paresse et s'exposer au vol déjà trop fréquent chez eux ; ou bien suivre le procédé du gouvernement hova : imposer un minimum de production et leur laisser le reste comme bénéfice. Ce serait très difficile à Madagascar où la valeur des exploitations n'est nulle part la même. N'a-t-on pas vu un Antaimoro rapporter à lui seul près de 1.500 grammes d'or après trois journées de travail ! Dès lors, quel minimum fixer ? Le mieux est certainement d'acheter l'or à un prix convenu inférieur au taux ordinaire. De cette façon, l'exploitant se trouve seul propriétaire de tout le métal recueilli. Du reste, cette question de salaire n'a jamais été très discutée ; au contraire, celle du recrutement et du maintien de la main-d'œuvre a été si agitée dans la colonie que le législateur a dû intervenir à plusieurs reprises sans y apporter d'amélioration sensible.

SECTION II

Réglementation du Travail.

Imitant d'abord les anciennes coutumes du pays, le gouvernement crut bon de rendre le travail obligatoire et exigea de tout Malgache, par un arrêté du 27 décembre 1896, qu'il fut muni d'une patente ou pourvu d'un livret individuel sous peine d'être emprisonné comme un vagabond. Il est assez curieux de voir attenter aussi gravement dans une colonie à un principe que respecte la métropole depuis plus d'un siècle et mépriser ainsi chez nos sujets d'outremer la liberté individuelle à laquelle nous sommes si attachés. On a voulu sacrifier le principe à un intérêt soi-disant général ; en réalité, nous avons eu là un abus d'autorité regrettable, qui n'a même pas eu pour excuse d'avoir été utile. Cette protection forcée, qui constitue la première phase de la réglementation du travail dans l'île, fut bientôt abandonnée et remplacée par un contrôle direct sur les engagements.

L'arrêté du 16 janvier 1900 détermine les conditions particulières aux entreprises publiques et

privées. Un minimum de salaires fut fixé ; il s'élevait à 0,40 par jour dans les campagnes et 0,60 dans les principaux centres de l'île ; on accordait des avantages aux indigènes qui s'engageaient au service des Européens, et ceux-ci, astreints à l'observation d'une législation locale concernant le recrutement de leur main-d'œuvre, pouvaient passer avec les indigènes des contrats dans le but de s'assurer leur travail pendant un temps déterminé ; ces contrats écrits, véritables engagements, comportaient des droits et des obligations pour chaque partie. L'employeur visait tous les mois le livret du travailleur, le payait dans les six premiers jours du mois, prévenait l'Administration en cas de rupture du contrat et la tenait au courant des salaires versés ainsi que du travail effectué par chacun. L'employé était puni d'un emprisonnement de 1 à 5 jours et d'une amende de 1 à 15 francs, s'il contrevenait aux clauses du contrat, sauf en cas de force majeure.

Le contrat d'engagement était enregistré et visé à la diligence des exploitants et en présence des engagés par le chef de la circonscription administrative ou son délégué qui s'assurait que les clauses en étaient bien comprises et acceptées par les parties. Il portait les indications suivantes :

- 1° La nature du travail à exécuter par l'engagé ;
- 2° Le nombre de journées de travail à fournir par trimestre et qui ne pouvait être inférieur à 50 ;

3° Le taux ou les conditions du salaire et les allocations en nature, s'il y avait lieu (1) ;

4° La durée de l'engagement qui ne pouvait excéder deux années ;

5° La date à partir de laquelle l'engagement courait, cette date ne pouvant être postérieure de plus d'un mois à la signature du contrat ;

6° L'acceptation par les parties des conditions de l'arrêté du 16 janvier 1900.

Cet arrêté consacrait la liberté d'engagement tout en maintenant les avantages accordés par le général Galliéni aux indigènes qui louaient leurs services au point de vue des prestations.

On entendait par prestations l'obligation pour tout habitant valide de seize à soixante ans de fournir cinquante jours au maximum de travail à l'Administration. Elles avaient été autorisées par un décret du 11 décembre 1895, lorsque l'exécution des grands travaux projetés commandait cette mesure rigoureuse, et réglementées par arrêté du 21 octobre 1896.

Il était alloué comme indemnité 0, 20 par jour à chaque travailleur.

1. L'exploitant utilise généralement la main-d'œuvre dans des terrains éloignés de tout village, et ravitaille lui-même ses ouvriers ; tantôt, il déduit du salaire payé la valeur du riz qu'il leur fournit ; tantôt, il perçoit directement d'eux le prix de sa marchandise.

En étaient dispensés les militaires, les douaniers et les miliciens.

Pouvaient se racheter à raison de 0,50 par jour :

1° Les fonctionnaires à traitement fixe ;

2° Les officiers au delà de six honneurs avec leurs ascendants et descendants directs ;

3° Les personnes âgées de quarante ans et plus.

4° Ceux qui possédaient un certificat de connaissance de la langue française.

Cette manière de recruter de force la main-d'œuvre indigène disparut peu à peu par l'augmentation du nombre des personnes qui pouvaient se racheter. On admit, en effet, au rachat les employés, les ouvriers patentés à certaines conditions, et, fait intéressant pour nous, on exempta même totalement, par un arrêté du 31 août 1897, les indigènes qui souscrivaient un contrat d'engagement d'une année au moins, visé par le chef de la circonscription. On alla même plus loin, sans s'apercevoir qu'on favorisait ainsi les contrats fictifs entre prospecteurs et travailleurs peu scrupuleux, et l'arrêté du 29 octobre 1898 les dispensait de tout service militaire.

Ces privilèges que le législateur laissait subsister dans sa réglementation de 1900 furent détruits en partie le 31 décembre de cette même année par la suppression des prestations. Le principal avantage de l'arrêté du 16 janvier n'existait plus pour l'indigène. Il fallait s'attendre à une brusque rupture des

contrats en cours et à une diminution considérable des engagements nouveaux. Cette prévision ne se réalisa que peu, précisément à cause du nombre considérable de contrats fictifs, qui ne répondaient à aucun travail sérieux.

Néanmoins, l'administration prit des mesures pour prévenir les conséquences possibles de cette suppression, et chercha de nouveau à concilier les intérêts de l'employeur d'une part, du travailleur de l'autre. L'arrêté du 7 mars 1901 édicte sensiblement les mêmes dispositions que celui de 1900, et deux circulaires du 22 avril et 13 décembre 1901 complètent sa réglementation. Dorénavant le visa administratif sera refusé à tout contrat stipulant moins de quinze jours de travail par mois ou moins de cinq heures par jour ; les indigènes qui loueront leurs services au profit des Européens et dont le contrat sera visé, se verront exemptés des corvées de village ou travaux de fokon'olona (1).

Comme par le passé, le contrat entraîne, pour

1. Les prestations de fokon'olona ont été réglementées par un arrêté du 6 mars 1907 qui s'applique actuellement à la plupart des circonscriptions de la colonie. Leur durée ne dépasse plus huit jours, chaque indigène ne pouvant être convoqué pour plus de quatre jours consécutifs. Le rachat en a été réglementé par arrêté en date du 21 octobre 1909, mais le taux fixé à 40 centimes ayant été reconnu insuffisant à la suite de l'augmentation du prix de la main-d'œuvre, il est variable depuis le 11 janvier 1911, et les fonds provenant du rachat des prestations, sont actuellement utilisés suivant un plan rigoureusement coordonné.

l'engagé, l'obligation de travailler jusqu'à la résiliation ou la fin du contrat. Toutefois, l'absence de son travail est excusable dans les cas suivants :

1° Quand elle se produit avec l'autorisation de l'employeur ;

2° Pour cause de maladie ;

3° Pour obéir aux ordres de l'autorité ;

4° En cas de force majeure.

Dans ces différents cas, chaque journée d'absence entraîne en principe la perte du salaire correspondant et de toute autre allocation en nature.

Les résiliations de contrats sont déclarées à l'autorité administrative dans le délai d'un mois et des mesures disciplinaires sont prises contre celle des parties qui a violé ses engagements.

Le décret de 1900 marque donc une deuxième phase de la réglementation du travail à Madagascar et un acheminement vers la liberté du contrat que rendra possible la franchise des rapports entre indigènes et colons.

Dans ce but, le gouvernement a créé dans chaque chef-lieu un Office du travail, facilitant de la sorte le rapprochement et l'entente des employeurs et salariés par régions, et en établissant au-dessus d'eux l'Office central, dont l'influence se fit rapidement sentir.

SECTION III

Immigration

L'administration cherchait, également, par l'immigration à améliorer les conditions du travail. Les efforts constants qui furent faits par le général Galliéni personnellement témoignent assez de l'importance qu'on attribuait à cette question de main-d'œuvre pour le développement futur de la colonie. Nous extrayons de sa circulaire du 7 mai 1901 le passage suivant relatif à l'introduction sur la terre malgache de travailleurs asiatiques appelés d'Extrême-Orient pour suppléer au manque de bras :

« Cette première tentative est d'une importance capitale et a surtout pour but de provoquer la création entre les pays d'Extrême-Orient et Madagascar, d'un courant régulier d'immigration dont la continuité permettra d'obvier aux inconvénients de la pénurie de la main-d'œuvre locale. »

Quoi qu'en dise ce texte, cet essai n'était pas le premier ; on avait recouru bien avant cette époque à l'emploi de main-d'œuvre étrangère. En 1897, des coolies chinois avaient été recrutés pour la route de

Tamatave, afin d'accélérer la marche des travaux et pour laisser les indigènes à la disposition des colons. Ce fut un échec complet répété en 1901 avec l'introduction de coolies hindous. On fut moins heureux encore avec les Siciliens qui se révoltèrent et furent rapatriés ; le meilleur résultat fut obtenu par l'immigration des travailleurs de Mozambique, des Comores et de la côte des Somalis. D'ordinaire, la mortalité était effrayante chez les nouveaux arrivants malgré les mesures sanitaires prises pour enrayer le mal. Ceux qui résistaient contractaient rarement un deuxième engagement, bien qu'ils fussent l'objet de faveurs spéciales, comme l'exemption de taxe de séjour et d'impôts, et de soins tout particuliers pour la nourriture et le logement. Beaucoup se fixaient dans l'île, principalement parmi les Chinois, et fondaient un petit négoce, jusqu'à ce que fussent restreintes pour eux les facilités d'établissement comme commerçants.

D'autre part, la main-d'œuvre exotique semblait aux prospecteurs d'un prix élevé : un Chinois, tous frais compris, revenait de 2 francs à 2 fr. 50 par jour, un Hindou à 2 francs ; les Japonais exigeaient un salaire plus élevé. C'était une augmentation de dépenses de près d'un tiers sur la main-d'œuvre indigène, dont le coût ne dépassait pas 1 fr. 50. Pourtant l'activité déployée par les Asiatiques et leur régularité dans le travail devaient compenser

largement cette différence de salaires ! En fait, cette immigration n'a pas réussi et nous sommes encore loin du courant régulier qu'on pouvait espérer créer vers Madagascar. Nous ne devons peut-être pas nous en plaindre, si nous examinons ses conséquences fâcheuses dans le Sud-Africain, où le grand mouvement d'introduction de main-d'œuvre asiastique n'a pas été couronné de plus de succès. En dépit de ces échecs répétés, l'immigration possède encore ses partisans et les avis sont très partagés sur cette question.

Ceux qui la soutiennent fondent leur opinion sur ce fait que l'Administration, n'intervenant pas d'une façon efficace pour la réglementation du travail, doit tenter d'employer le seul moyen restant pratiquement possible : créer la concurrence par l'importation de main-d'œuvre étrangère. Pour eux, l'échec enregistré il y a quelques années devrait servir de leçon, mais ne pas être un obstacle à toute tentative nouvelle. Si l'on s'est trompé, on pourrait faire un nouvel essai en évitant avec soin les erreurs d'autrefois. Nous croyons bon de donner ci-dessous l'extrait d'un article paru dans *la Tribune de Madagascar* aux derniers jours de l'année 1908 et manifestant ce désir des colons. Il nous montre, en outre, un embarras nouveau pour l'exploitant qui se trouve placé dans une alternative fâcheuse lorsque ses ouvriers n'ont pas acquitté l'impôt : le payer à

l'administration avec le risque de perdre peu à peu sa main-d'œuvre et l'argent avancé, ou voir ses travailleurs emmenés au district par les miliciens :

« Lorsque par hasard les colons peuvent se procurer quelques bourjanes, il n'est point rare et nous ne craignons pas sur ce point d'être démentis, de voir arriver, quelque belle matinée, des miliciens venant s'assurer que ces travailleurs sont en règle avec l'impôt; s'il en est dont les impôts sont incomplètement payés, on les emmène au district. Quant aux contribuables récalcitrants, ils fuient ! Et voilà le colon une fois encore dans l'embarras s'il n'a pas les moyens de faire l'avance de la carte due par ses hommes; il ne doit d'ailleurs pas le faire, étant donné que très souvent une partie de ces avances sont irrémédiablement perdues par suite du départ des ouvriers.

» L'Administration n'intervient pas pour inviter les gens à travailler, mais elle sait intervenir pour faire rentrer les impôts et inviter l'employeur à faire l'avance desdits impôts.

» A notre avis, puisqu'il est manifeste qu'en aucune façon, l'Administration ne veut intervenir, qu'elle tente d'employer le seul moyen restant pratiquement possible : créer une concurrence par l'importation de la main-d'œuvre étrangère.

» L'Administration ne fut d'ailleurs nullement hostile à cette idée dans ses débuts. Elle semble

l'avoir abandonnée puisqu'il n'en fut plus jamais question.

» L'échec enregistré, il y a quelques années, doit servir de leçon, mais ne pas être un obstacle à toute tentative nouvelle. On s'est trompé, on peut faire une nouvelle tentative, en évitant avec soin les erreurs d'autrefois.

» La concurrence faite à l'indigène par un élément plus actif aura la très heureuse conséquence d'exciter son émulation, de l'inciter à travailler et à produire davantage; dans les centres européens, l'inégalité qui a pu se manifester entre la demande et l'offre de main-d'œuvre ne tardera pas, il faut l'espérer, à disparaître.

» Ce facteur naturel, si le recrutement des immigrants est fait avec soin, sera certainement plus efficace que des mesures de contrainte. »

Peut-être assisterons-nous à un nouvel essai d'immigration, mais nous doutons que ce moyen de rendre la main-d'œuvre plus abondante dans notre colonie, arrive jamais à donner des résultats bien appréciables. Toujours est-il qu'après les anciens déboires et le rapatriement des travailleurs étrangers amenés à grand frais dans les mines sud-africaines, la Chambre des mines de Johannesburg étudie actuellement et soumettra vraisemblablement au Gouvernement un projet destiné à faire un nouvel essai d'introduction de main-d'œuvre étrangère au

Transvaal, et il n'y a pas de raisons que la crise de main-d'œuvre indigène n'amène pas également un jour le gouvernement de Madagascar à faire un nouvel effort dans ce sens.

CHAPITRE II

EXPLOITATION

PREMIÈRE SECTION

Considérations générales.

La difficulté éprouvée par les prospecteurs pour le recrutement de leur main-d'œuvre restera probablement la même tant que durera la période des recherches intensives. Le travail, au lieu d'être concentré en quelques points seulement, se trouve dispersé sur d'immenses espaces de terrains par suite du nombre des petites exploitations, et de tous côtés sont employés des bras qui ne produisent pas ou produisent peu. Madagascar possède des gisements miniers et particulièrement aurifères (1) un

1. Les gisements miniers de Madagascar se présentent sous trois formes différentes :

- 1° Alluvions proprement dites anciennes ou modernes ;
- 2° Terres de montagnes, gneiss, schistes ou micaschistes ;
- 3° Filons, veines, et amas de quartz.

peu partout, rarement en quantités suffisantes pour permettre une extraction régulière. Le manque de routes, de voies fluviales faciles et de moyens de transport, l'absence presque totale de capitaux nuisent à l'exploitation des métaux communs, qui, nous le verrons, existent sous les formes les plus variées dans la grande île.

Ces conditions défavorables n'ont pas la même influence pour l'or, qu'on peut extraire sur place sans beaucoup de frais avec un fonds de roulement de minime importance et qui, sous un faible poids, représente une richesse considérable. Avant d'entrer dans quelques détails sur son exploitation par les compagnies concessionnaires et les particuliers, nous examinerons les centres où se sont produites les principales découvertes, et nous profiterons de l'énumération forcée que nous devons faire ici pour étudier rapidement les nombreux gisements de métaux et pierres précieuses qui ont été signalés jusqu'à nos jours et dont on fait souvent peu de cas pour s'inquiéter seulement de l'or, le plus riche d'entre eux.

SECTION II

Étude des Gisements

1° GISEMENTS AURIFÈRES (1)

Les terrains aurifères de Madagascar sont généralement représentés par trois bandes de largeur variable avec les régions, dont la forme semble affecter celle d'un triangle isocèle.

La première longerait la côte est, et formerait un des côtés du triangle en reliant Vohémar à Fort-Dauphin.

L'autre côté serait obtenu par une droite tracée de Fort-Dauphin à Ankavandra.

Enfin, la base du triangle joindrait Mandritsara et Ankavandra.

Cette manière de grouper les principaux gisements connus peut être fort utile pour suivre la marche des découvertes successives faites par les prospecteurs depuis douze à quinze ans.

En longeant la première bande du nord au sud, nous relevons des prospections actuelles dans les

1. Voir le rapport de 1910 sur Madagascar paru en annexes au *Journal officiel* du 11 octobre 1912, p. 1491-1492.

vallées d'Antanambana au nord-ouest de Maroan-setra, de Soanierana et de Manantsatrana en face de l'île Sainte-Marie, d'Onibe, d'Ivoloina, d'Ivondrona, Sahanavo, Rougaronga, Rianila. La région de Beforona a donné lieu déjà à une production très satisfaisante.

L'extraction de l'or se maintient depuis plusieurs années dans les bassins du Mangoro, de la Masora, et de la Lohariana, également dans les riches vallées de la Sakaléona, de Fanimbona, d'Andramary, de la Fanantara, de la Maha, de la Saka, de l'Ampasary.

Les bords de la Namorona, du Faraony, de la Matitanana, ainsi que les territoires de Mazoarivo, Vondroza et Isonjo donnent aux prospecteurs de belles espérances.

La deuxième bande, moins connue jusqu'à ces dernières années, s'est très rapidement développée. On y rencontre l'or le long des affluents du Mangoky, dans l'Imaina, au sud d'Ankavandra, dans le Betsiriry et les vallées du Dabolava, du Kiranomena, d'Ambatahazo, d'Ambatomainty et d'Ampandrana.

La troisième comprend la région d'Ankavandra, exploitée par la Compagnie Occidentale, de la Mahajamba avec ses gisements de Tsaratanana, de Betanatanana, de Mahabé, les vallées de la Mahetsamena, de l'Ambalantany, les alluvions d'Antsevakely et de Marovato.

Au milieu de ce triangle se trouvent les exploitations de Tsinjoarivo, d'Ambositra, du Valalafotsy, au nord-ouest de Tananarive, de Sahomby-Kitsamby et de Vahinambo.

Une province intéressante et qu'il est bon de ne pas perdre de vue est celle de Vohémar, qui contient de grandes étendues de roches aurifères. L'or qu'on en extrait se présente parfois en pépites de 20 à 25 grammes. On délaisse cette région depuis plusieurs années pour faire des recherches plus au nord, et la main-d'œuvre se porte en grande partie vers les périmètres d'Antakoto jugés beaucoup plus riches, mais aujourd'hui épuisés en grande partie.

A l'heure actuelle, la géographie aurifère de l'île paraît dressée et les principaux centres d'exploitation sont depuis longtemps jalonnés de nombreux poteaux-signaux, qui établissent sur le terrain même les droits des prospecteurs. L'accroissement du nombre de permis sollicités auprès de l'Administration pour obtenir le droit de rechercher le métal précieux, se manifeste clairement d'après les statistiques. Celles de 1903 et 1904 font ressortir une différence particulièrement intéressante. Sur 1.131 demandes de permis de recherches, 550 étaient prises en considération dans le courant de l'année 1903. Le chiffre de permis demandés était porté à 2.220 en 1904 et 1.003 étaient délivrés aux pros-

pecteurs. Aujourd'hui nous atteignons plus de 2.500 permis.

2° SOCIÉTÉS MINIÈRES ET ENTREPRISES PRIVÉES
CRÉÉES POUR L'EXTRACTION DE L'OR

Compagnie occidentale de Madagascar — Les premiers colons se firent céder par le gouvernement d'immenses concessions de terrains pour l'exploitation des alluvions aurifères soupçonnées dans la plupart des vallées que nous venons de détailler. La Compagnie Occidentale de Madagascar n'est que la continuation de l'ancienne « Compagnie Coloniale et des Mines d'or de Suberbieville ». L'histoire de cette grande Société, dont l'origine est antérieure à la conquête, a été mouvementée (1). Elle embrassait un immense ensemble d'affaires : exploitations agricoles, élevage, usines de toutes espèces, transports fluviaux et terrestres, recherches minières dont la direction très difficile en pays nouveau ne pouvait

1. Voir : 1° Le décret du 28 mars 1899 portant concession de terres et de mines à la Compagnie Coloniale et des mines d'or de Suberbieville et de la côte ouest de Madagascar ;

2° Le cahier des charges de cette concession ;

3° Le rapport du 22 mai 1904 présenté par le ministre des Colonies au Président de la République ;

4° Le décret du 22 mai 1904 portant concession de terres en toute propriété à la Compagnie Occidentale ;

5° La cahier des charges de cette concession.

être convenablement assurée. Des dissensions intérieures rendirent impossible l'accord qui eût été nécessaire pour aboutir à des résultats pratiques et l'exploitation des gisements aurifères fut notamment négligée. Après bien des incidents, elle est entrée dans une voie où elle paraît devoir trouver une meilleure utilisation de ses forces ; son objectif sera moins vaste, mais plus proportionné à ses moyens et se résumera surtout dans l'extraction de l'or, que renfermeraient abondamment les milliers d'hectares de sa concession.

En 1904, la Compagnie obtenait du gouvernement une modification de son contrat : elle acquérait la propriété pleine et entière de 100.000 hectares de terres délimitées depuis, et la prolongation jusqu'au 1^{er} janvier 1915 du privilège d'exploitation des mines alluvionnaires dans toute l'étendue de son ancienne concession qui représentait une superficie de 1.500.000 hectares. Elle était exonérée en outre jusqu'à cette date, de toute taxe minière à la surface et de l'impôt *ad valorem* sur la production des mines jusqu'au 1^{er} janvier 1910.

En dehors de la valeur même de la concession dont 400.000 hectares seraient aurifères, ces avantages donnaient à la Compagnie Occidentale une valeur remarquable dont elle aurait dû savoir profiter.

De l'avis de tous, cette concession à peine effleurée paraît très riche, autant par ses alluvions que par

ses quartz et conglomérats aurifères qui seraient supérieurs aux meilleurs terrains similaires du Rand sud-africain.

Déjà, la Compagnie a porté son effort sur l'exploitation des alluvions; elle occupe plus de 3.000 travailleurs effectifs sur les divers centres d'extraction. Chaque travailleur effectif — l'homme accompagné de sa femme et souvent d'un enfant — produit en moyenne 1 gramme d'or par jour et les prospecteurs, malgré le peu de moyens dont ils disposent, ont découvert l'étendue de plusieurs filons dont le plus riche aurait une teneur de 60 grammes à la tonne.

La production mensuelle d'or qui était en 1905 de 19.865 grammes, a passé à 23.375 en 1906 et 26.083 en 1907. Elle a atteint 30.000 grammes dans les premiers mois de l'année 1908 et se maintient depuis à peu près à ce chiffre. Le progrès constaté ne devrait pas s'arrêter là, si le gouvernement réprimait avec sévérité le vol, qui aurait enlevé plus de la moitié de la production au dire de M. Peffau-Garavini, ingénieur autorisé envoyé par la Compagnie pour l'étude approfondie des gisements découverts dans la concession. D'autre part, la réouverture de la route de l'ouest, qui traverse les terrains de la Compagnie et à laquelle d'importants crédits ont été affectés, devrait aider à la reprise de la société; enfin, le détournement projeté de l'Ikopa, autorisé par un arrêté du 1^{er} juin 1908 et qui coûterait, dit-on, 3 mil-

lions de francs, mettrait à nu un magnifique champ aurifère susceptible à lui seul de relever pour longtemps le crédit de cette ancienne entreprise. Malheureusement les concours financiers font défaut pour réaliser un programme de cette importance, et la Compagnie, malgré la dernière réorganisation de son capital, se voit arrêtée dans son développement par le manque de disponibilités.

MM. Mortages et Grignon. — En 1906, ces colons prospectaient avec 5 Antaimoros et 20 Hovas ; leur production s'élevait en août à 401 grammes d'or, septembre 2.593 grammes et octobre 3.458. Cette progression constante dans la récolte des premiers mois laissait entrevoir le succès ; toutes les prévisions restèrent en dessous de la réalité. La production atteignait 823 kilogs au 17 février 1908. Rare au début, la main-d'œuvre devint abondante dès août 1907. Des bandes de 2 à 300 Antaimoros arrivaient constamment du sud et grossissaient le nombre des 2 à 3.000 indigènes réunis autour des piquets pour se faire embaucher. Dans toute la province de Diégo, les orpailleurs se rendaient à Antakoto, et des domestiques malgaches depuis cinq et dix ans au service des mêmes personnes, les quittaient pour aller extraire l'or des placers Grignon. Les travailleurs embauchés sont répartis par groupes de 3 ou 4 : l'un attaque le sol à l'aide de pioches et de barres à mine. Un second accroupi par derrière

tire les cailloux, qu'il porte à sa bouche pour les nettoyer et qu'il recueille dans son vêtement s'il aperçoit un point d'or ; les autres transportent les pierres près de l'eau ; là, elles sont broyées à l'aide de marteaux et soigneusement lavées. Une infime partie du terrain est livrée à l'exploitation. L'or recueilli, autrefois porté à dos de bourjanas par des sentiers de brousse sous la surveillance de 1 ou 2 Européens ou de 2 ou 3 Sénégalais armés, est dirigé aujourd'hui sur Diégo par une route construite aux frais de MM. Mortages et Grignon ; le coulage causé par les vols répétés des Asiatiques, qui s'en débarrassaient très facilement en le vendant dans la colonie même, a de ce fait considérablement diminué. L'installation des procédés industriels pour l'extraction du minerai laissait entrevoir des résultats plus intéressants encore dans cette riche contrée, mais depuis la cession par MM. Mortages et Grignon de leurs droits à un groupe d'actionnaires, la société nouvelle paraît moins heureuse que les premiers prospecteurs et la production aurifère a baissé dans des proportions inquiétantes.

Syndicat lyonnais de Madagascar. — Ce syndicat sur lequel les incidents de 1905 ont attiré l'attention par la hausse exceptionnelle de ses actions nominales de 100 francs, — elles ont valu en effet 12.000 et plus, — fut constitué comme société d'études par des personnalités notables de Lyon. Celles-ci

obtinent des concessions alluvionnaires dont l'exploitation assez fructueuse a permis la répartition de dividendes, qui ont atteint 40, 50 et 75 francs.

Société d'Anasaha. — Le Syndicat lyonnais a créé une filiale, la société des Gisements aurifères d'Anasaha, à qui il céda d'abord une concession de 2.000 hectares, puis d'autres propriétés moyennant l'attribution au syndicat de 50 o/o des bénéfices à réaliser. On y découvrit un filon (1), que l'on croit prouvé sur plus de 5 kilomètres, avec une épaisseur de 10 à 14 mètres. S'il n'était possible de l'exploiter qu'en surface, on estimerait déjà sa valeur à 25 ou 30 millions.

Syndicat Franco-Hova. — Sa formation remonte au 16 mai 1905. Il fut créé pour la recherche des

1. Les premiers indices de l'existence, dans la région de Beforona, d'un filon aurifère, furent constatés par M. Mœurs, du groupe Mœurs, Boussand et Gindre.

La société d'Anasaha se trouvait au 27 août 1905 possesseur dans la région de Beforona, à droite et à gauche de la route, de 87 piquets d'une superficie de 12 kilomètres $\frac{1}{2}$ chaque. La concession va jusqu'à la voie du chemin de fer le long de la Vohitra.

Les recherches entreprises pour déterminer la situation du filon ayant abouti grâce au concours de M. Panier, les premières analyses furent commencées. Malheureusement, on perdait de temps en temps trace du filon pour le retrouver parallèlement, mais à des intervalles souvent très longs. On creusa des galeries dont quelques unes atteignent 42 mètres de profondeur.

Le filon est de quartz pyriteux interrompu de temps à autre par du gneiss faiblement aurifère. L'exploitation est grandement facilitée par la proximité de la côte et de la route, également par le climat, qui est relativement salubre dans cette région.

minerais aurifères, diamantifères, des pierres précieuses et autres pierres, l'obtention de concessions, leur exploitation directe ou en participation. Grâce à la parfaite connaissance du pays, que possédaient ses prospecteurs, il a pu se réserver plusieurs concessions, en acquérir d'autres, dont certaines furent mises aussitôt en exploitation.

Par un contrat passé avec la Compagnie Occidentale, le Syndicat Franco-Hova a un droit de prospection sur tous les terrains de cette Compagnie, et obtient 25 o/o des bénéfices sur toutes les découvertes alluvionnaires faites par son personnel dans la concession de celle-ci. Dans le cas où il exploite un filon, il lui verse le $\frac{1}{4}$ de ses bénéfices ou 50 o/o si elle participe de moitié aux frais d'études et de mise à jour. Par contre, si le filon était reconnu par elle, il a droit à 25 o/o des bénéfices.

C'est une véritable association pour la découverte de l'or sur les 1.500.000 hectares concédés à la Compagnie Occidentale de Madagascar.

Ce contrat est avantageux aux deux parties, car il donne au syndicat un immense champ d'exploration et d'exploitation sans qu'il ait à redouter la concurrence, et active pour la Compagnie Occidentale la mise en valeur de ses terrains aurifères. Elle n'a pas besoin par suite d'engager de nouveaux capitaux pour la prospection de ses terrains.

Compagnie Coloniale. — Société des Mines d'or de

Soavinarivo. — La Compagnie Coloniale semble porter de plus en plus son activité vers l'exploitation aurifère, comme l'indique la création d'une filiale « La Société des Mines d'or de Soavinarivo », qui a pour objet la reconnaissance (1) en profondeur d'un gisement découvert sur ses périmètres ainsi que la détermination précise de sa valeur et des conditions de sa mise en exploitation.

Les résultats obtenus par ces Syndicats et les Compagnies financières qui, dès 1896, envoyèrent des ingénieurs et des prospecteurs pour étudier sur place les terrains réputés alluvionnaires, étaient de nature à encourager l'esprit d'aventure chez les colons. Parmi les régions les plus explorées, nous pouvons citer celles de l'Imamo, Mandridrano, entre Arivonimamo et Miarinarivo, de Sahaomby, du Fandravazana, au sud-ouest de Tananarive, de la Haute Sisaony, de Tsinjoarivo, de Mandona-Sahanivotry,

1. La reconnaissance en profondeur doit être réalisée par le fonçage de 2 puits, l'un à grande section pouvant servir ultérieurement de puits d'extraction, l'autre de section moindre destiné surtout à l'aérage, tous deux pouvant être poussés jusqu'à 65 mètres et reliés de 20 mètres en 20 mètres par une galerie en direction dans le gisement.

Pour l'exécution de ce programme, il a fallu recruter le personnel technique et faire l'achat du matériel nécessaire, puis aux installations de surface ajouter le chantier d'abatage en forêts pour l'approvisionnement des bois nécessaires aux travaux.

Au 31 décembre 1906, la société possédait déjà 31 périmètres enregistrés et 28 signaux en cours d'études. Sa production dépassait légèrement ses frais d'extraction.

de la Haute-Mania, et au sud-ouest d'Ambositra, d'Ivodirandrana-Tsinjavina. Mais les efforts se sont portés surtout vers la découverte de filons dont l'exploitation méthodique et sûre déterminerait dans l'île un mouvement intéressant d'affaires nouvelles.

Il nous est malheureusement impossible de passer en revue les progrès effectués chaque jour, grâce à l'initiative privée. Nous mentionnerons cependant les gisements pleins d'avenir de :

MM. Hanning (Tsaramiadana) ;
Gueit (Andranofito) ;
Sescau (Mahabé et Bélanantanana) ;
Lecomte (Fianarantsoa) ;
Talbot et Bourgoïn (Vahinambo-Antanifotsy) ;
Ralph (Beando) ;
Lautier (Sahafa) ;
Pochard, Bell et Villedieu (Antsofimbato) ;
Heil (Ambaravarambato) ;
De la Roche (Manandriana).

Cette énumération limitative nous est nécessaire, car dans l'étude que nous ferons ultérieurement du *boom* malgache de 1905, nous retrouverons certains de ces prospecteurs et particulièrement M. Lecomte, qui ont cherché à constituer de vastes sociétés par l'apport de leurs piquets aurifères à de riches syndicats attirés dans l'île par la spéculation.

Il est donc indéniable aujourd'hui que l'or existe à

Madagascar soit en masses alluvionnaires, soit en masses filoniennes. L'exportation de ce métal a subi une augmentation très appréciable : de 79 kilos en 1897, elle passait en 1904 à 2.084 kilos produits par 88 exploitations diverses, dont la plus favorisée a déclaré 353 kilos. Nous nous arrêtons à dessein sur cette statistique de 1904, car l'arrêté du 23 juin 1905 et le décret de novembre de cette même année, ont bouleversé la production et ne permettent pas d'attacher une très grande importance aux statistiques établies jusqu'en 1907. A partir de cette date, la production s'est sensiblement accrue, ainsi qu'en font foi les chiffres d'exportation, qui ont été de 3.150 kilos en 1908, 3.645 en 1909, 3.006 en 1910, 2.902 en 1911.

3° GISEMENTS DE PIERRES ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Indépendamment de l'or, Madagascar renferme d'assez nombreux gisements de pierres et métaux précieux, susceptibles de constituer dans l'avenir une nouvelle source de profits (1).

Les pierres ont été reconnues dans trois gisements, qui sont en voie d'exploitation :

1° La région de Morarano, au sud de Tsinjoarivo, fournit quelques rubis, peu exportés en Europe ;

1. La production des corindons seuls a atteint en 1910 4.104 kgr. 262 contre 2.314 kgr. 807 en 1909.

2° La rive gauche de la Manandona, au sud de la région d'Ibity, est riche en rubellites (tourmalines rouges) qu'on retire d'un filon de pegmatite.

3° La région de Sahatrendrika, bassin de la Mania, au nord d'Ambositra, où se rencontre l'émeraude.

Certaines rivières charrient dans leurs sables des corindons, grenats, zircons, topazes et des améthystes. A plusieurs reprises, les colons ont cherché à écouler ces pierres en Europe ; il n'y a eu jusqu'ici que peu d'envois de beaux échantillons et nous ne connaissons pas de courants sérieux d'exportation dans cette branche. On s'est borné à rechercher les gisements riches, que semble avoir découverts M. Villerme dans les régions d'Antsirabé, d'Ambositra et Fianarantsoa (1).

Le cristal de roche est fréquent et donne lieu à un petit mouvement d'affaires. On le trouve à Ambohibazimba, sur les bords du Kitsamby, à Maroantsetra dans le Betsiriry, à Antokata, sur le mont Alatsara (Tsinjoarivo), dans la vallée de la Mahasora au sud de Vohemar.

L'argent et le platine ne sont guère exploités. On rencontre l'un dans l'île de Nossi-Bé, l'autre dans

1. Voir *l'Étude sur les pierres précieuses de Madagascar*, par Dabren, Ingénieur civil des Mines (*Bulletin économique*, 1906, 4^e trimestre).

Lire dans *le Signal* du 22 novembre 1908 : *Chronique Minière : Étude des différentes espèces de pierres précieuses à Madagascar*.

l'Isonjo, province de Farafangana. L'extraction de l'argent a donné en 1910 une production de 26 kilos. Celle du platine 283 gr. 352.

4° GISEMENTS DE COMBUSTIBLES ET DE MÉTAUX COMMUNS

En ce qui concerne les combustibles et les métaux communs, la législation qui en réglemente l'extraction n'a pas eu jusqu'ici un champ d'application bien vaste. Pourtant, au sujet de l'existence de la houille à Madagascar, nous lisons dans un rapport du capitaine Colcanap, commandant le cercle des Mahafaly, le passage suivant, qui laisserait entrevoir dans l'avenir la possibilité d'une exploitation pour ce produit : « Madagascar faisait partie du continent austral à l'époque où il s'y formait des dépôts de charbons et se trouvait dans des conditions identiques de climat et de flore. Il est donc possible que des dépôts de combustibles minéraux s'y soient accumulés en des lieux privilégiés, tels que les grands lacs, qui occupaient la place des dépôts triasiques actuels (1) ». Poursuivant les recherches inaugurées en 1906 par le capitaine Colcanap, le service des Mines de Madagascar a reconnu dans le sud de l'île, à 125 kilomètres du port de Tuléar, dans la vallée de l'Onilahy, une couche importante de charbon. Ce dernier est analogue à celui qui est produit au Transvaal et au Natal. Le gouvernement de la colonie

1. *Bulletin économique* des 1^{er} et 2^e semestres 1908.

aurait décidé de mettre en adjudication le gisement le plus important de la région. Les transports pourraient se faire par voie fluviale, en utilisant l'Onilahy pendant les grandes eaux et les eaux moyennes. Les principales couches carbonifères se trouvent actuellement reconnues dans les ravins d'Ambohibaty, de Befamoty et de Moraharivo.

Le fer est extrait par réduction du minerai au charbon de bois, les indigènes l'utilisent pour des objets de quincaillerie.

Le plomb et le zinc ont été découverts dans l'île de Nossi-Bé, le premier également à Ambatofangehana, le second à Andraina. Ambositra et Vohémar produisent un peu de cuivre.

Les autres métaux, tels que l'antimoine, le manganèse, le nickel, et d'autre part, le bitume et le calcaire, dont on connaît l'existence, sont inexploités. Pourtant, des permis de recherche ont été demandés pour leur extraction après étude, et nous donnons ci-dessous leur statistique pour l'année 1905 (1).

I.	9 déclarations pour recherches de cuivre,			
7	—	—	—	bitume,
6	—	—	—	fer,
5	—	—	—	mercure,
4	—	—	—	galène,
4	—	—	—	étain,
3	—	—	—	lignite,
3	—	—	—	nickel,
2	—	—	—	mica,
1	—	—	—	sel,
14	—	—	—	divers.

Un gisement d'amiante aurait été découvert à l'ouest de Faliarivo, près d'Ambositra.

Enfin, des travaux effectués par une société anglaise, la Madagascar Oil Development Company, ont démontré l'existence de couches de naphle dans le pays sakalave.

SECTION III

Procédés d'extraction

Jusqu'ici, pierres précieuses et métaux communs ne donnent donc que des espérances et ne sont guère extraits qu'à titre d'essais. L'or seul fait l'objet d'une exploitation suivie, qui diffère selon qu'on se trouve en présence d'une alluvion ou d'un filon. Les alluvions comprennent elles-mêmes deux catégories bien distinctes : celles qui sont formées sur place et celles qui le sont par transport.

Les premières sont les plus rares et les moins étendues. Elles résultent de la désagrégation sur place des roches primitives sous l'influence de l'air et de la pluie. On les rencontre sur le versant des montagnes, des hauts plateaux ; elles sont indépendantes des eaux courantes. A ce genre d'alluvions, se rapportent les gisements de Tsimivolovolo, de la

Compagnie Occidentale, dans le cercle de Maevatanana, de Fianarantsoa.

Les secondes au contraire sont très abondantes et couvrent de vastes superficies dans les vallées, le lit des ruisseaux et des rivières ; l'or y est contenu dans des cailloutis, graviers, sables, argile ou limon.

Au point de vue géologique, la formation de l'alluvion de vallée est intéressante. Son étude prouve que les régions des hauts plateaux n'ont pas été remaniées depuis qu'elles se sont formées (1). Ceci est très important, car les dénivellations qu'on observe aujourd'hui ont été produites par les eaux superficielles et non par des mouvements sismiques. De nos jours encore, les alluvions continuent à se produire. « Quant on a exploité l'or dans un endroit, dit un proverbe malgache, on peut y revenir vingt ans après, l'or y a repoussé. »

1. Ces alluvions de vallées sont constituées par deux couches distinctes : la couche inférieure appelée « faratany » est la plus riche ; la couche supérieure comprend des terres rouges ou blanches qui ont été longtemps considérées comme stériles et qui ont cependant une grande importance.

M. Marquet, dans une conférence qu'il faisait, en 1908, au siège de la Société de géographie commerciale de Nantes, disait à ce point de vue : « J'ai fait faire des recherches sur ces terres ; on commença par me dire qu'il n'y avait pas d'or et on me présenta le produit d'une recherche faite à peu près. Il n'y avait pas d'or, mais de l'oxyde de fer, dont la présence rendait très probable celle de l'or. J'appelai un commandeur et je lui fit laver très soigneusement les terres ; il trouva de l'or en grains très fins ; plus tard, l'analyse chimique confirma le fait. »

1° *Batée*. — Depuis les débuts de l'extraction alluvionnaire, le Malgache s'est servi d'un instrument des plus primitifs, appelé « la batée » pour séparer les parcelles d'or des corps étrangers l'accompagnant. C'est un sorte de plat en bois de 60 à 80 centimètres de diamètre, de forme semblable à celle du *gold disch* en fer blanc, utilisé en Australie. L'indigène se place au bord d'un ruisseau, quelquefois même il s'agenouille dans l'eau et remue, par une série de mouvements bien combinés, la sébille ou batée qu'il y plonge. Le but de son opération est de séparer mécaniquement l'or des matières qui l'entourent (mica, quartz, etc.) et de ramasser le métal précieux au fond de son instrument de travail.

En pratique, on entend par « batée » soit l'outillage de chaque groupe de travailleurs qui se compose d'un plat, de deux pics et d'une angade, soit l'ensemble des travailleurs de ce groupe qui sont au nombre de trois : le piocheur, le transporteur et le laveur.

Ce dernier agite la sébille dans l'eau jusqu'à ce qu'apparaissent les couleurs, c'est-à-dire une fine poussière d'or ; il doit régler très attentivement le mouvement de l'eau qui entraîne l'or si elle arrive trop rapidement, ou ne le sépare pas du sable et des graviers si son cours est trop lent. Quand il s'aperçoit qu'aucun corps étranger ne se désagrège plus de la matière à préparer, il met de côté le contenu

de sa sébille, renouvelle le travail et rassemble à la fin de sa journée le produit des différentes batées pour le traiter de la même manière afin de chasser les dernières impuretés ; il le porte ensuite au surveillant qui lui en paiera le prix.

L'avantage de ce procédé d'extraction est de permettre au prospecteur de lancer sans capitaux une petite entreprise. Il lui suffit d'amener sur ses piquets quelques orpailleurs qu'il paiera à raison de 2 francs le gramme d'or recueilli. La production n'est pas telle qu'il ne puisse faire face dans les débuts aux offres de vente que lui font ses travailleurs. Si ces offres sont supérieures à ses disponibilités, il peut en refuser l'achat, bien que ce refus soit généralement mal vu de l'indigène, ou se faire consentir une avance *in trust* (1) pour avoir aussitôt sous la main les fonds qui lui sont nécessaires.

Les inconvénients de ce système sont par contre nombreux. Un tel mode d'exploitation nécessite une surveillance constante qu'on ne peut facilement exercer. L'indigène en profite pour conserver une partie de l'or extrait, qu'il viendra dans la suite à meilleur prix aux indiens et commerçants d'or non patentés, qui le soustrairont à tous droits. Le manque de main-d'œuvre nuit beaucoup à ce procédé, car les bons laveurs ne sont pas nombreux.

1. L'avance *in trust* est consentie aux prospecteurs sur de l'or en route.

Quoiqu'il en soit, la batée est utilisée presque partout à Madagascar. Dans la concession d'Anasaha, par exemple, située dans des vallées supérieures, qui par suite sont relativement riches, l'or se présente sous forme d'alluvions que doit assécher la Société pour en laver les sables à la batée. Ces alluvions tiennent 3 à 4 grammes au mètre cube, ce qui est une très bonne moyenne, car en général on ne peut guère compter sur plus d'un gramme. Les communications se font par un chemin muletier de 80 kilomètres, du centre d'extraction à Fianarantsoa, qui est à 5 jours de marche de Mananjary. Au bout de deux mois d'existence, la société avait extrait 5 kilog. 345 d'or et la production est allée sans cesse en croissant.

La plupart des Sociétés établies à Madagascar pour la recherche et l'exploitation de l'or recourent comme l'Anasaha à cet antique procédé de la batée, qui exige l'abondance et la continuité de la main-d'œuvre, la fidélité des laveurs à rapporter tout l'or recueilli, enfin la bonne foi des commandeurs malgaches. Plusieurs ont essayé d'introduire le sluice sur leurs concessions, mais outre que ce mode de travail ne plaît pas aux indigènes habitués à leurs vieilles méthodes, il ne s'approprie que très rarement au genre d'exploitations de Madagascar.

2) *Sluice*. — Le sluice est une caisse en bois de 3 m. 1/2 de longueur sur 20 à 50 centimètres de

largeur, pouvant s'emboîter sur une autre de mêmes dimensions et rappelant assez les abreuvoirs des montagnes taillés dans le sapin. Les dimensions données sont toutes théoriques et varient avec les besoins. Chaque boîte adaptée l'une dans l'autre peut être posée sur le sol ou sur des tréteaux ; on les trouve quelquefois suspendues par des cordes.

Lorsque l'emplacement du sluice a été déterminé, et cette question a son importance dans les concessions malgaches qui sont très vastes, on doit approvisionner l'appareil d'eau courante. Rien de plus facile quand on la trouve à proximité sous forme de source ou de rivière ; il s'agit seulement de donner au sluice l'inclinaison voulue pour régler le débit et réaliser ainsi les meilleures conditions de séparation de l'or. Mais si aucun cours d'eau ne traverse l'exploitation et qu'il faille la chercher dans les concessions voisines, le travail devient souvent considérable. Il est nécessaire alors de faire un barrage pour s'approvisionner et de creuser un canal qui relie le bassin au sluice, ce qui entraîne des dépenses très coûteuses.

Le sluice une fois construit permet une main-d'œuvre inexpérimentée. Il exige seulement l'emploi de manœuvres qui, à égalité de bras, traitent beaucoup plus de matières premières que les orpailleurs par le procédé de la batée.

Le sable et les graviers sont jetés à la tête du sluice

et entraînés par le courant d'eau ; l'or tombe au fond du box et adhère aux tasseaux longitudinaux et transversaux, qui, entrecroisés, en forment le faux-fond. Plus le courant est fort, plus les matières étrangères sont rapidement désagrégées, mais l'or, malgré sa plus forte densité, est lui-même entraîné et il faut construire des sluices de très grandes longueurs pour en retenir toutes les parcelles. Par contre, si l'eau arrive trop lentement, les poussières d'or ne sont pas entraînées et l'on comprend sans peine quelle difficulté on éprouve à régler exactement l'inclinaison du sluice.

Dans certaines concessions, dépourvues de forêts, on a remplacé le sluice en bois par un canal creusé dans la roche ou même dans la terre, si elle est de nature argileuse.

Malgré les avantages du sluice qui traite dix fois plus de graviers et de sables que la sébille des laveurs, il ne semble pas appelé jusqu'ici à rendre à Madagascar les mêmes services qu'en Australie et au Transvaal, où il est employé depuis longtemps avec succès. Les gisements malgaches sont en général de peu d'étendue et, sur d'immenses terrains appartenant à un même prospecteur, les sièges d'exploitation sont assez éloignés les uns des autres, nécessitant par suite la construction d'un très grand nombre de sluices. Il est vrai qu'on peut faire chaque box de faibles dimensions et les rendre aisément transpor-

tables, mais le temps perdu au démontage et remontage des pièces gêne beaucoup la régularité de la production. D'autre part, les moyens de transport très peu développés à Madagascar occasionnent une nouvelle perte de temps très préjudiciable.

MM. Cotte et Brusque ont pourtant tenté ce procédé dans leur exploitation située au nord-ouest d'Ankavandra. L'abatage se fait dans la masse comme dans une carrière à ciel ouvert; le minerai est culbuté dans des trémies ou tôles perforées de trous de dimensions différentes. L'eau amenée avec force entraîne la roche dans un sluice de 300 mètres de long sur 1 m.20 de large. Grâce à la faible inclinaison de celui-ci, elle ralentit son cours, opère une désagrégation complète avant l'arrivée du minerai au bas de la canalisation, et l'or plus lourd est retenu au fond par des plaques amalgamées, des couvertures ou des peaux (1).

MM. Mortages et Grignon, de leur côté, ayant creusé un puits de 8 mètres de profondeur pour attaquer une couche aurifère de 18 kilomètres sur 5 de large, se servent également du sluice afin d'augmenter le rendement de leur mine. (2).

1. Le prix de revient du kilog. d'or varie de 1.250 à 1.400 francs par ce mode d'exploitation. Il s'élève à 2.000 fr. par l'emploi de la batée. Les ouvriers coûtent environ 0 fr. 75 par jour à MM. Cotte et Brusque.

2. A Andavakoera et Ranomafana, MM. Mortages et Grignon se sont préoccupés de la recherche, en profondeur, des roches

En dépit de cette utilisation, le sluice ne paraît pas devoir se substituer au travail primitif de la batée. S'il convient aux filons aurifères nettement déterminés, il est difficilement applicable aux gisements alluvionnaires, qui sont les plus nombreux à Madagascar; en outre, son installation entraîne de fortes dépenses, principalement pour l'aménagement des canalisations d'eau.

MM. Mortages et Grignon avaient autrefois projeté de construire deux barrages dans la vallée pour élever l'eau à 50 mètres et laver un mamelon tout entier de 10.000.000 de mètres cubes.

Nous rentrons ici dans les procédés californiens d'extraction de métaux précieux. Ces procédés consistent à travailler de grandes étendues de terrains par la force hydraulique. On désagrège ainsi les roches aurifères qu'on entraîne dans d'immenses sluices où se fait le travail de séparation. Les conséquences désastreuses de cette utilisation de l'eau l'ont fait interdire par plusieurs gouvernements; mais on doit reconnaître que ce procédé est excellent dans les terrains déserts qui ne craignent pas

aurifères; à cet effet cinq puits de 25 à 30 mètres de profondeur ont été creusés et comprennent des galeries dont le réseau atteignait au 31 décembre 1910 près de 1.300 mètres. Une usine de broyage et d'amalgamation installée sur les lieux comprend actuellement 25 filons de 450 kilogrammes actionnés par des machines à vapeur et pouvant broyer en un jour une centaine de tonnes de quartz (*Annexes Journal officiel*, 11 octobre 1912).

une transformation complète. Son rendement est en effet très élevé (1).

Prenant exemple sur l'Australie, quelques prospecteurs ont voulu tenter la drague à or, l'élévateur hydraulique ou la pompe aspirante. Tous ces efforts sont restés vains. La cherté du matériel, la difficulté et le coût du transport, le manque d'études préalables des gisements ont fait échouer ces tentatives scientifiques d'exploitation, et il semble qu'avant longtemps, une industrie savante ne pourra faire son apparition dans l'île.

SECTION IV

Surveillance administrative de l'exploitation.

Le développement des mines ne dépend pas seulement des prospecteurs qui, cherchant à s'enrichir rapidement, n'épargnent ni leur temps ni leur argent pour réussir ; il dépend beaucoup du gouvernement qui doit faire exercer, par le Service des mines, un contrôle régulier sur la marche générale de l'extrac-

1. Il a été employé par la Société d'Anasaha, qui avec une machine dite « Monitor » noyait certaines parties de la montagne sous une trombe d'eau énorme pour creuser d'immenses tranchées, et travailler son filon en carrières ouvertes.

tion des métaux. L'absence de surveillance se fait vite sentir; elle crée un nombre considérable de conflits entre les prospecteurs qui poussent parfois leurs recherches sur des terrains déjà concédés, et nuit beaucoup à la régularité de la main-d'œuvre, qui, abandonnée à elle-même, se détache peu à peu des employeurs.

Le Service des mines fut créé en l'année 1895 et rattaché à la direction des travaux publics le 6 mai 1896. Il devint indépendant le 8 mars 1897, lors de la dislocation de cette direction et fit partie, le 21 mai 1898, de la direction du génie et des travaux publics.

Il était d'abord constitué par un unique bureau à Tananarive, puis, par suite de l'importance que prit peu à peu au point de vue minier la région du Betsiléo, on créa à Fianarantsoa un deuxième bureau, qui fut bientôt transféré à Ambositra. On venait en effet de découvrir les richesses minières de l'Ampasary et on voulut rapprocher de cette région le chef-lieu de la circonscription. En raison du développement des exploitations de l'ouest, un nouveau bureau fut organisé à Tsiroanomandidy, et en quelques années, Madagascar se trouva partagée en un certain nombre de provinces minières s'administrant elles-mêmes sous le contrôle du service de Tananarive.

Le Service des mines, tout en veillant à l'obser-

vation des lois minières, doit garantir à ceux qui s'y conforment, les droits qu'ils ont acquis et faciliter la tâche des explorateurs et des exploitants, en leur fournissant toutes les indications utiles pour l'application des décrets miniers.

Le bureau central des mines de Tananarive examine au point de vue du respect des lois, les demandes ou déclarations qui lui parviennent directement ou qui lui sont transmises soit par les bureaux de province, soit par les chefs de divisions administratives.

Les droits acquis par les personnes qui se sont livrées à des opérations minières conformément aux lois leur sont garantis par des titres que leur délivre le service des mines et, dans certains cas, le gouverneur général.

Les actes du Service des mines qui peuvent intéresser le public sont insérés au *Journal officiel de la colonie*, tels les désignations de périmètres ouverts à l'exploitation publique, les délivrances de permis d'exploitation, les avis de demandes et les délivrances de concessions.

Chaque centre administratif peut fournir des renseignements généraux sur la région et les explorateurs ont la faculté d'y consulter la carte constamment tenue à jour au point de vue minier.

En outre, le gouvernement, en mai 1905, a adjoint un laboratoire au service des mines. Le prospecteur

envoie son échantillon et reçoit un ordre de versement correspondant à la nature d'analyse qu'il désire faire effectuer. Sur le vu du récépissé attestant le paiement, l'échantillon est remis au laboratoire et le bulletin d'analyse est adressé à l'intéressé dans les cinq jours.

Là encore, comme pour la réglementation du contrat de travail, nous reconnaissons les efforts faits par l'Administration pour encourager et protéger l'industrie minière ; de leur côté, les prospecteurs ont senti le besoin de cesser leurs discordes et de s'unir pour la défense de leurs intérêts, en créant entre eux une Chambre des mines qui pouvait leur rendre les plus grands services.

Cette Chambre, qui remonte au mois d'avril 1907, a pour objet :

1° D'organiser les missions d'études minières, de créer des exploitations industrielles modèles et des laboratoires d'essais, de partager entre ses membres les bénéfices pécuniaires de ces opérations, d'en publier les résultats pratiques ;

2° De concourir à l'avancement, au développement et à la protection des intérêts miniers à Madagascar par l'étude de toutes les questions qui s'y rattachent, par la réunion et la publication de statistiques et de renseignements relatifs à ces intérêts et en général, par tous les moyens qui seront trouvés bons à un moment donné ;

3° D'éclairer par la discussion et le travail en commun les questions concernant les mines ;

4° D'intervenir auprès des pouvoirs publics au sujet de toutes questions se rattachant à l'industrie minière ;

5° D'assister temporairement dans la limite de ses ressources tout particulier ainsi que toute association, société ou institution ayant trait à l'industrie des mines à Madagascar ou ayant pour but le bien de celle-ci ;

6° De souscrire à toute œuvre de bienfaisance ou de charité, à toute exposition, à toute œuvre ayant un caractère d'utilité publique au point de vue minier ;

7° D'agir en qualité d'arbitre dans tout différend au sujet des mines.

Dès sa création, la Chambre des mines a fait preuve d'une remarquable vitalité et l'activité déployée par elle permet d'espérer qu'elle saura maintenir et certainement même accroître son influence. Elle a reçu l'adhésion d'un grand nombre de prospecteurs ainsi que de commerçants d'or et de métaux précieux ou communs, et a encouragé la formation de sociétés minières régionales sur le modèle du « Syndicat professionnel minier des prospecteurs de la région de Mananjary » qui avait été fondé avant elle au mois de juin 1905. Jusqu'à ce groupement, les prospecteurs, qui travaillaient dans

la région de Mananjary s'étaient joués les uns les autres, soit en détournant la main-d'œuvre indigène, soit en empêchant les voisins de profiter d'une occasion favorable de vente ou d'apport de capitaux. Loin d'attirer par là les ingénieurs étrangers, qui cherchaient à se rendre un compte exact de la valeur du sol de cette province et pouvaient faciliter le développement de ses exploitations aurifères, ils les éloignaient par les difficultés qu'ils leur créaient. Ce n'est qu'au moment de l'exode des capitaux Afrikanders à Madagascar qu'ils comprirent leur intérêt et songèrent à s'unir pour faire face aux demandes étrangères.

Nous ne nous attarderons pas plus longuement sur ces syndicats que nous désirons plus nombreux, et qui par leur cohésion, défendront les intérêts des colons prospecteurs et de la colonie contre les mesures arbitraires, parfois même inqualifiables du gouvernement.

Nous reviendrons, du reste, sur ce sujet à la fin de notre étude des législations successivement en vigueur dans l'île, et nous examinerons particulièrement les projets de réforme mis à l'ordre du jour par la Chambre des mines.

DEUXIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION MINIÈRE

A MADAGASCAR

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES

Pouvoirs du Chef de l'État en matière de mines.
— *Législation de la métropole et Législation applicable à Madagascar.*

Les décrets réglementant la matière des mines sont rendus par le chef de l'État aussi bien dans les colonies qu'en France en vertu de l'article 18 du Sénatusconsulte du 3 mai 1854. Les colons ont beaucoup récriminé contre cet article, qui leur a causé les plus graves préjudices par l'instabilité qu'il donne à leurs lois.

L'annexion de Madagascar prononcée le 6 août 1896 laissait tout autorité au gouvernement français pour établir dans l'île une législation sur les mines

Celui-ci délégua en partie ses pouvoirs au gouverneur général, en lui permettant de prendre tous les arrêtés qu'il jugerait nécessaire pour faire observer strictement les décrets et même pour en suspendre l'application.

Tout arrêté modifiant un décret minier sans que cette modification soit motivée par l'intérêt général est susceptible d'un recours devant le Conseil d'État. Les prospecteurs ne l'ignoraient pas, quand ils cherchèrent à faire rapporter l'arrêté du 3 juin 1905, interdisant toutes recherches minières jusqu'à la promulgation d'un nouveau décret. Nous lisons en effet dans la *Revue Minière de Madagascar* parue en novembre de cette même année l'appel suivant fait aux lecteurs :

« Pour répondre aux demandes qui nous ont été adressées, la direction de la revue a décidé d'ouvrir une souscription afin d'obtenir la somme de 1.000 fr. devant être payée à un avocat au Conseil d'État, à titre d'honaires, pour former un pourvoi contre l'arrêté du 3 juin dernier suspendant les recherches minières à Madagascar. Nos lecteurs comprendront l'intérêt qu'il y a pour ceux qui ont posé des signaux avant le décret du 23 juin à voir rapporter l'arrêté du 3 de ce même mois. »

On pourrait supposer qu'aussitôt l'annexion d'une colonie nouvelle prononcée, le gouvernement lui applique purement et simplement en matière de

mines sa propre législation, qui remonte au 21 mai 1810. Ce serait une grave erreur. Toutes nos colonies ont une réglementation minière différente de la nôtre, sauf la Guyane, pour laquelle le décret du 22 mai 1858 reproduit en entier notre grande loi de 1810. (Il est vrai que les gisements aurifères, presque seuls exploités sont soumis à des règles particulières.) Bien plus, chacune d'elle possède une législation qui lui est propre, établie d'une part suivant sa richesse, de l'autre suivant ses besoins. Il serait anti-économique, quand les conditions de chaque pays varient à l'infini, de vouloir leur appliquer à tous une réglementation uniforme.

*Intérêt d'une législation spéciale dans la métropole
et ses colonies*

Nombreuses sont les causes qui expliquent la séparation profonde qu'a faite le législateur entre le régime minier de la métropole et celui de ses colonies en général, de Madagascar en particulier. Elles ont été indiquées à maintes reprises, (1) et nous nous bornerons à les rappeler en nous abstenant de les commenter :

1^o Différence de régime foncier.

1. Voir Paul de Valroger. — *Étude sur la législation des mines dans les colonies françaises.*

2 Distinction à faire dans les rapports entre propriétaires de la surface et exploitants des mines.

3 Minéralisation différente, nécessitant à Madagascar une législation spéciale aux métaux précieux.

4° Corrélation étroite entre le régime minier et l'autorité chargée de la réglementation des mines. (A Madagascar le pouvoir exécutif délègue au gouverneur la faculté de concéder le droit d'exploiter. En France, il faut un décret rendu par le chef de l'État en Conseil d'État.)

5° Respect par la législation coloniale des usages indigènes, qu'elle ne peut abolir, malgré leur contradiction fréquente avec nos coutumes.

6° Mise à l'écart de l'indigène pour l'exploitation minière.

7° Faiblesse des droits fiscaux à Madagascar dans le but d'encourager l'industrie, qui s'établit au contraire facilement en France et peut supporter un tarif plus élevé.

8° Autorisation d'exploitation accordée sous réserves aux étrangers, qui apportent à la colonie des capitaux très utiles à son développement. Cette faculté, qui s'explique dans un pays neuf, n'aurait aucune raison d'être en France.

9° Enfin, abandon dans certains cas de la propriété du sol à l'inventeur d'une mine afin de coloniser plus rapidement par l'encouragement donné

au colon. Cette faveur est inacceptable dans la métropole.

Définition des mines

La loi du 21 avril 1810 commence par préciser ce qu'il faut entendre par mines et considère comme telles celles connues pour contenir en filons, couches ou amas, les métaux dont elle donne l'énumération. Pour Madagascar, le décret du 20 juillet 1897 pose d'abord, article premier: « Ne sont pas considérés comme mines les gîtes de tourbes, de matériaux de construction et d'amendement ». Ce texte laisse ainsi aux propriétaires du sol tous les gisements minéraux qui peuvent leur être utiles pour mettre leurs biens en valeur. Pourtant, une restriction a été faite à ce principe; elle est due aux difficultés soulevées par les découvertes de phosphates en Algérie, et la législation minière de Madagascar stipule expressément que cette sorte d'amendement sera concessible; article 4: « Les matières dont les gîtes sont considérés comme mines sont concessibles. Elles sont classées en quatre catégories :

- 1° Combustibles minéraux, pétroles, bitumes et asphaltes, la tourbe exceptée;
- 2° Sel gemme et sels associés;
- 3° Phosphates en amas, couches et filons ;

4° Toutes autres substances minérales non comprises dans les catégories sus-énoncées.

Les gites non considérés comme mines, le sont comme carrières. »

Cet article répartit donc certaines substances minérales en catégories comprenant chacune des produits qui se ressemblent minéralogiquement et chimiquement, ou qui peuvent être extraits en même temps. Il donne ainsi à l'exploitant d'une mine tous droits sur les métaux de la même catégorie, et permet à des personnes autres que le concessionnaire d'acquérir le droit d'exploiter, sur le même périmètre, un métal d'une autre catégorie.

Compétence en cas de contestations

En France, le Conseil d'État est compétent pour l'interprétation du décret de concession ; quant à son application, elle ressort des tribunaux judiciaires,

A Madagascar, il n'existe aucune règle spéciale dans les textes miniers de 1896 et 1897 ; on donne compétence au gouverneur assisté du Conseil d'administration, suivant ainsi la réglementation très explicite de la Nouvelle-Calédonie et de l'Annam-Tonkin.

*Différence de législations pour les métaux précieux
et les métaux communs*

Contrairement au projet de l'Administration en 1896, qui prétendait soumettre à une même législation les métaux communs et précieux, le décret du 17 juillet 1896 donne aux seconds une réglementation spéciale. Cette particularité se comprend à Madagascar où l'or était supposé exister un peu partout, surtout dans des terrains alluvionnaires d'exploitation très étendue et difficile.

D'autre part, la législation de 1896 adoptait en principe les régimes transvaalien et australien d'exploitation par claims, mais elle était plus large, et autorisait les groupements des lots exploités isolément pour en former de vastes concessions. Cette manière de voir tenait le milieu entre les deux extrêmes, exploitation par grandes concessions entraînant l'accaparement et l'exploitation par claims produisant le morcellement et la dispersion des efforts et des capitaux. Elle était excellente et devait permettre une juste répartition de la propriété minière dans l'île.

Ces idées générales rapidement exposées nous étaient indispensables pour l'étude des différentes législations successivement en vigueur à Madagascar.

Nous les suivrons aux points de vue suivants :

1° Recherche.

2° Exploitation.

3° Droits et obligations des exploitants envers les tiers et envers l'État.

4° Extinction du droit d'exploiter et pénalités.
Nous distinguerons, pour plus de clarté, la réglementation des métaux précieux et celle des métaux communs, comme le fait le décret de 1896, et nous compléterons notre étude par trois appendices sur le commerce de l'or, la forme actuelle des registres d'extraction et de vente, et les travaux effectués par la Chambre des mines depuis sa création.

CHAPITRE II

DE LA RECHERCHE

Avant de mettre en valeur le sous-sol, le prospecteur doit l'étudier et se réserver la propriété des terrains qui lui paraissent les meilleurs. Dans un pays neuf, comme Madagascar, où la terre, véritable *res nullius*, appartient, après quelques formalités, au premier occupant, l'exploration a un champ des plus vastes, et c'est elle seule qui peut amener le développement minier de la contrée; elle est poussée très activement dans les parties réputées les plus riches en métaux et les moins inaccessibles. Aussi relevons-nous sur les statistiques officielles une augmentation continue, sauf en 1899, des potaux-sigaux, marquant la propriété des terrains métallifères.

La recherche des mines à Madagascar est traitée spécialement par chacun des décrets, qui ont réglementé la question minière aussi bien pour les métaux communs que pour les métaux précieux.

Un point commun à toutes ces législations, c'est qu'on ne fait aucune différence entre les terrains appartenant au domaine public et les terrains privés ; autrement dit, quiconque veut effectuer des recherches, peut obtenir la propriété de la mine qu'il découvrira, à condition d'en être bien le premier inventeur. Il devra en outre payer une juste indemnité aux propriétaires de la surface qui pourront être lésés par les travaux entrepris sur leurs biens.

PREMIÈRE SECTION

Étendue des Recherches

L'article 3 de la loi du 17 juillet 1896 distingue les périmètres miniers déclarés ouverts à l'exploitation publique et ceux qui ne le sont pas ; cette disposition de la loi que nous retrouverons dans chacun des décrets sur les mines, délimite nettement le domaine des recherches et le domaine de l'exploitation.

On pourrait croire à lire cette distinction, que seule, l'exploitation se trouve soumise à la réglementation. La prospection serait libre sur tout le territoire de la colonie non encore soumis aux travaux d'extraction. Cette liberté se comprendrait et pourrait donner un très grand essor à l'activité des colons,

qui n'ayant à dépenser que leurs efforts, se porteraient en masse vers les terres encore inconnues. Celles-ci leur ménageraient un jour ou l'autre la découverte de terrains alluvionnaires, peut-être même d'un filon. Un très faible capital leur suffirait pour rémunérer le travail des quelques indigènes, qui les aideraient dans ces premières recherches, et pour payer au bes^{oin} le prix du permis qui les autoriserait à poursuivre leurs travaux par une exploitation régulière.

Cette manière de comprendre la prospection n'est pas admise par le législateur de 1896. Bien qu'il distingue dans son article 3 la recherche de l'exploitation, il ne fait pas, à notre avis, de démarcation sérieuse entre elles, par le fait même qu'il méconnaît toute liberté à la première.

Il est vrai que, si on va au fond des choses, la prospection est peu gênée, car la perception du droit de fouilles est minime et procure à son titulaire la faculté d'exploiter sur une assez grande étendue, un périmètre qu'il a reconnu métallifère ; mais enfin le principe lui-même de ce droit peut arrêter l'élan du colon, et l'expérience de plusieurs années devait suffire à le faire rejeter.

Tout prospecteur avait, en effet, à se munir d'un permis de recherche avant de commencer ses travaux. Ce permis, sorte d'autorisation générale, était indispensable, si le prospecteur n'était pas propriétaire

du terrain sur lequel il avait décidé de prospecter. L'article 4 est formel : « Toute personne qui veut entreprendre des recherches sur un terrain non déclaré ouvert à l'exploitation publique, doit demander un permis de recherche. »

Ainsi donc, ce permis, qui n'est autre chose qu'une licence de prospecter ne donne pas à proprement parler de droits à l'explorateur. Il l'autorise seulement à faire des travaux de recherches, et encore ne doit-il pas pousser son activité sur des concessions déjà établies ou sur des terrains bornés, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'une déclaration régulière à l'Administration de la part du premier prospecteur qui y a planté un poteau-signal.

Prospecter consiste, suivant l'article 2 de l'arrêté du 9 juin 1902, qui en donne une définition inconnue du décret de 1896 et de celui du 20 février 1902, dans le prélèvement et le traitement d'échantillons effectués au cours de la reconnaissance d'une région. L'arrêté du gouverneur général du 23 octobre 1908 dira : « La prospection a pour objet la reconnaissance de la présence, dans un terrain, de l'or, de tout autre métal précieux ou de pierres précieuses. Elle prend fin vis-à-vis du terrain prospecté, en cas de réussite, par la pose d'un poteau-signal et l'envoi d'une demande de permis de recherche » (art. 1^{er}).

Cette dernière partie de l'article délimite donc deux phases dans la recherche : la prospection et la

recherche proprement dite. Par cette distinction, déjà connue de l'article 1^{er} de l'arrêté de 1902, le législateur comble une des principales lacunes du décret de 1896, en permettant au prospecteur d'effectuer ses premiers travaux en toute liberté.

D'assujettie qu'elle était lors du décret de 1896, au paiement d'un droit de 25 francs, la prospection est devenue libre en 1902 et n'est plus soumise aujourd'hui « ni à autorisation, ni à déclaration, ni à taxation pour toutes les personnes admises par le décret du 23 mai 1907 à faire des opérations minières » (A. G. G., 23 octobre 1908, § 2). Les Européens et assimilés qui, d'après l'article 4 du décret du 17 juillet 1896 devaient, avant toute recherche, obtenir le *miners right*, si commun dans les colonies anglaises, peuvent désormais se livrer à la prospection sans permis. Cette mesure risquait peut-être d'amener à Madagascar une masse d'aventuriers, qui, n'ayant rien à perdre et tout à gagner, entreprendraient sans les moindres capitaux des travaux de recherches et pourraient nuire aux prospecteurs sérieux ; mais cet inconvénient nous paraît très faible, et nous approuvons sans restrictions la liberté laissée à la prospection depuis le décret de 1902. Au point de vue du développement immédiat des richesses minières d'une colonie, et c'est lui qu'il faut toujours envisager en premier lieu, la participation d'aventuriers n'est pas à redouter pour un pays neuf. Ils

n'apportent pas d'argent, c'est exact, mais ils ont l'esprit d'aventure et l'espoir d'un gain facile qui les poussent aux découvertes ; plus tard, celles-ci appellent précisément les capitaux dont la colonie a un besoin si pressant, et des sociétés peuvent se former pour remplacer peu à peu, les premiers inventeurs des mines, qui n'ont pas pu, faute de moyens, en poursuivre l'exploitation. Ils cèdent leurs lots et vont planter plus loin de nouveaux poteaux-signaux, qu'ils vendront encore jusqu'au jour où ils s'établiront eux-mêmes, ou en participation avec une petite société ou un commanditaire.

SECTION II

Restrictions à la liberté des recherches

Les divers décrets réglementant la question minière à Madagascar sont formels pour ne pas autoriser partout la prospection. D'autre part, le législateur a eu soin de refuser à l'indigène la faculté de rechercher pour son propre compte les gisements miniers, sauf au cas d'admission spéciale à le faire.

En ce qui concerne la première restriction, il est interdit de faire des fouilles :

1° Dans l'emplacement des travaux d'utilité publique.

2° Dans les routes, chemins et leurs dépendances.

3° Dans une zone de 50 mètres autour des travaux d'art.

4° Dans les lieux de sépulture et dans une zone de dix mètres à l'entour.

5° Dans les propriétés encloses de murs et dans une zone de 50 mètres autour des maisons et des puits, et de 10 mètres autour des enclos, sauf autorisation du propriétaire.

L'article 6 du décret de 1902, qui rappelle ces prescriptions de l'article correspondant du décret de 1896, défend en outre tous travaux de recherche et d'exploitation dans les régions fermées par arrêté du gouverneur général (1). L'arrêté du 23 octobre 1908

1. Le § 1 de cet article 6 réservant au gouverneur général le droit de soustraire à la recherche certaines régions, aurait eu pour but de maintenir les droits accordés à la Compagnie Coloniale, qui se trouvait lésée par les travaux de recherche et d'exploitation minières effectués sur sa concession. C'était en effet l'époque où cette société faisait les études du chemin de fer de Tananarive à la côte. Au cas où elle exécuterait la construction de la voie, ou lui avait réservé entre autres avantages, la concession de terrains considérables avec droit de recherches minières. Une simple circulaire lui reconnaissait cette faveur, et des protestations se firent entendre contre une telle immobilisation de terrains, qui restreignait pour les particuliers le domaine de prospection. Cette mesure était considérée comme illégale et comme limitant indûment les droits conférés aux colons par le décret du 17 juillet 1896. Le gouvernement local impressionné par cette protestation aurait édicté cette interdiction nouvelle, afin de se prémunir contre le mécontentement des prospecteurs.

Cette disposition du décret de 1902 peut avoir là son origine ou avoir été prise, comme c'est l'avis de plusieurs, pour sauve-

ajoute dans son alinéa 5 : « La prospection est interdite dans une zone de 500 mètres de part et d'autre de l'axe du chemin de fer, ainsi que dans les périmètres déjà réservés à des tiers. »

Il est très raisonnable d'interdire ainsi les fouilles dans les travaux d'utilité publique, sur les routes et chemins et tout autour des ouvrages d'art ; rien de plus naturel également que de défendre aux colons de froisser les sentiments familiaux des Malgaches en profanant leurs tombes. Les prospecteurs doivent en outre respecter la propriété d'autrui, à moins d'obtenir du propriétaire une autorisation spéciale pour entreprendre leurs travaux en propriété close, ou du résident de la province lui-même, s'ils veulent fouiller dans les terrains non enclos pour lesquels le propriétaire refuse l'autorisation.

Toutes ces dispositions sont justes. Il en est de même de celle de l'article 7 du décret de 1896 que nous retrouvons dans l'article 13 de celui de 1897,

garder les droits de la Compagnie Occidentale, qui était alors en pourparlers avec la colonie au sujet des concessions qu'elle devait recevoir comme indemnités de guerre. Quoi qu'il en soit, cette innovation se perpétuera dans les décrets postérieurs. Mais comme elle renfermait un droit exorbitant pour le gouverneur général, le décret de 1905 (23 juin) l'a restreint, en faisant intervenir le Conseil d'Administration pour prendre les arrêtés d'interdiction de fouilles dans certaines régions. La défense pouvait être prise pour une durée déterminée ou *sine die*. Dans ce dernier cas, l'arrêté devait être soumis à la ratification du ministre des Colonies. Nous retrouvons les mêmes dispositions dans le décret de 1907.

ainsi que dans les articles 27 des décrets de 1902 et 1907, où le législateur rend pleinement responsable le prospecteur de tous les dommages temporaires ou permanents subis par les propriétés du fait des travaux (1).

Beaucoup plus discutable se trouve être la clause contenue dans l'article 2 de chacun des décrets miniers promulgués dans l'île : « Avant d'obtenir un permis de recherche, les indigènes et assimilés doivent au préalable être autorisés par le gouverneur général. » Nous entrons ici dans une question très controversée, et qui, à notre avis, touche de très près au principe même de la colonisation, que toute nation a le devoir de respecter. Sans doute, les grands efforts déployés par la métropole pour agrandir son empire colonial ont toujours eu pour but d'accroître sa propre puissance, et l'objet propre de la colonisation chez tous les peuples et dans tous les temps n'a jamais été que l'enrichissement plus ou moins immédiat d'une contrée civilisée plus puissante et

1. Au lieu de poser seulement comme règle générale l'indemnité double du préjudice causé, les décrets de 1902 et 1907 envisagent les cas particuliers suivants :

Si le sol peut être utilisé de nouveau par le propriétaire au bout d'un an, l'indemnité est égale au double du produit net du terrain endommagé.

Si l'occupation dure plus d'un an, ou si les terrains occupés ne peuvent plus être utilisés comme auparavant, le propriétaire a le droit d'exiger l'acquisition du sol. Le terrain est alors estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'acquisition.

plus entreprenante, à qui une nouvelle conquête donne souvent la prépondérance sur les autres nations. Mais, pour s'enrichir et asseoir son autorité, faut-il donc priver les indigènes de certains de leurs droits, sous prétexte de les mieux exercer qu'eux. Il semble qu'avec la conquête, on puisse leur apporter des institutions civilisatrices assez fortes pour maintenir ces droits sans que la colonie ait à en souffrir.

Cet article 2, qui ne subit aucune modification avec les progrès de la civilisation, soustrait purement et simplement la plus grande partie de la population de l'île aux recherches des mines. Nous disons purement et simplement, malgré les formes dans lesquelles il est énoncé, et qui laissent supposer une atténuation dans le principe d'interdiction. En fait, les autorisations ont été si rares qu'on pourrait supprimer complètement pour l'indigène le droit aux recherches, qui pourtant lui semble reconnu.

Nous n'ignorons pas qu'on s'est basé sur une institution anglaise pour établir cette disposition de loi et que le Transvaal nous en a donné l'exemple. Est-ce une raison de montrer une telle inhumanité, parce que le premier peuple colonisateur du monde, soucieux surtout de sauvegarder ses intérêts, a aliéné par sa force brutale la liberté de ses sujets d'outre-mer ? On n'a pas eu à la fin du siècle dernier de mots assez violents pour flétrir l'esclavage et condamner les peuples qui s'y livraient. Nous retombons

ici dans les mêmes chaînes, seulement elles sont moins apparentes et se masquent sous un aspect trompeur. Supposons qu'au point de vue agricole, on vienne à concéder aux colons tout le territoire cultivable sous prétexte que leur production sera très supérieure à celle des indigènes, on qualifierait cet acte de sauvagerie et de barbarie, parce qu'il relèguerait tous les premiers occupants sans distinction, aux travaux de second ordre et les mettrait dans la nécessité de louer leurs services sans espoir d'être maîtres à leur tour. Or, le même fait se produit, quand, dans une contrée où la richesse minière remplace la richesse agricole, on déclare à l'indigène que la terre sur laquelle il a vécu ne peut pas lui appartenir et qu'il n'aura aucun droit sur les produits du sous-sol qui deviennent la propriété de l'heureux inventeur de couleur blanche. N'est-ce pas là une forme de l'esclavage et ne rabaisse-t-on pas par ce moyen la race conquise en lui enlevant toute initiative et en l'éloignant de ceux qui lui apportent des idées nouvelles ?

Au point de vue strictement humanitaire, la disposition de l'article 2, soumettant dans chacune des législations minières de Madagascar les indigènes à l'autorité du résident général, puis du gouverneur, pour toutes les recherches minières qu'ils désirent effectuer, est donc une disposition essentiellement mauvaise ; mais avant de la condamner, il est néces-

saire d'étudier le point de vue économique, qui pourra peut-être expliquer et faire excuser cette mesure.

Lorsqu'il s'est agi de mettre en valeur la terre malgache, on a tout de suite songé à tirer le plus de profit possible de ce qui devait être la richesse principale de l'île, à savoir de l'or, des métaux précieux et communs; on connaissait les procédés simples des travailleurs indigènes; on les savait peu coûteux, bons pour la majorité des terrains alluvionnaires, mais ils étaient lents et donnaient une production très instable; le développement rapide de la colonie qu'on aurait voulu voir se suffire à elle-même pour tous les grands travaux à entreprendre, exigeait des méthodes plus industrielles, plus compliquées par conséquent, mais d'un meilleur rendement. Or, les indigènes manquaient des capitaux nécessaires pour la création d'un outillage nouveau, et du reste, ils n'étaient pas prêts à abandonner leurs anciens procédés, auxquels ils sont toujours restés si attachés; c'est pourquoi, dans un but économique, on crut bon de réserver les travaux de recherches et d'exploitations minières aux Européens, qui ont l'esprit d'initiative, la volonté de réussir et qui promettaient de faire faire un grand pas à la production par l'emploi des méthodes industrielles des grands pays aurifères et métallifères.

En réalité, la louable intention de la part des colons de contribuer au développement rapide de la

colonie par la transformation de l'industrie, ne servait que leurs intérêts communs, et masquait leur véritable désir de voir disparaître des concurrents sérieux dans la personne des indigènes. Ils arrivaient dans l'île, sans la connaître, sachant seulement que certaines régions contenaient de l'or et des métaux. Ils avaient devant eux des années d'exploration avant d'espérer rationnellement voir aboutir leurs efforts. Pendant ce temps, les indigènes, parfaitement au courant des anciens champs d'or exploités par leur gouvernement, avaient toute facilité pour planter les poteaux-signaux et réclamer à l'administration un titre de propriété. Il est inutile de souligner la position très désavantageuse des colons, et il était du devoir du législateur français de leur donner une compensation pour les encourager dans leurs efforts. Nous ne voulons pas dire que pour les délivrer de cette concurrence, il fallait la supprimer dans son germe, c'est-à-dire chasser les indigènes des périmètres miniers ; nous pensons que le texte de l'article 2 réalisait entièrement ce but à la condition d'être justement appliqué. Il aurait fallu, en un mot, déterminer les formes de l'autorisation, les cas dans lesquels elle serait accordée et garantir à l'indigène comme à l'Européen la propriété de sa mine.

Mais ne pas tenir compte de cette idée de concurrence et édifier sur une idée de développement économique un système d'autorisation qu'on ne

devait pas appliquer, c'était faire une loi sans fondement sérieux. Les colons parlaient d'exploitation industrielle, ils n'avaient même pas fait d'études préalables pour connaître la valeur minière de quelques terrains. Le pays passait pour riche en métaux, on ne cherchait pas à obtenir une certitude en un ou plusieurs points avant de procéder aux installations industrielles. On vit ainsi de grandes Compagnies commander en Europe tout un matériel ; il n'y avait pas de routes, on ignorait comment s'en ferait le transport, peu importait, la confiance suffisait. Les machines arrivaient dans un port situé à plusieurs centaines de kilomètres du lieu d'extraction et y séjournaient, sans pouvoir être conduites à destination. D'autre part, quand bien même elles se seraient trouvées sur le terrain à exploiter, le personnel européen et la main-d'œuvre indigène manquaient pour les utiliser. Devant ces résultats, les petits prospecteurs abandonnèrent tous projets d'exploitation industrielle et les Compagnies elles-mêmes arrêtaient les énormes frais engagés.

Deux ans après le premier décret minier, non seulement la production n'avait rien gagné au nouvel état de choses, mais elle était généralement inférieure à celle de l'année 1896, tout au moins pour l'extraction de la poudre d'or. Quant aux exploitations industrielles, si vivement promises et si impatientement attendues, elles n'existaient plus même à

l'état de projet et l'on pouvait constater sur la plupart des chantiers aurifères qu'on continuait à se servir des anciennes méthodes. Encore n'étaient-elles utilisées que dans les terrains riches, car tous ceux qui étaient reconnus d'une teneur faible étaient aussitôt abandonnés.

Tel est bien le grand pas fait par l'article 2 pour le développement minier de la colonie. L'exploitation se réduit donc à l'extraction de l'or dans les terrains riches et l'indigène n'a pas même le droit de recherches dans les provinces pauvres. Pourtant, il peut réussir là où échouent les efforts des Européens, une très faible production journalière lui suffisant pour vivre et lui permettant souvent de réaliser un léger gain.

Au lieu d'augmenter la richesse de l'île, la mesure édictée par l'article 2 paraît au contraire lui avoir nui parce qu'elle a empêché les Malgaches d'accroître leurs besoins comme il aurait fallu, pour stimuler leur production et augmenter leurs échanges. Ils auraient en effet troqué l'or et les métaux découverts contre des marchandises, faisant réaliser aux commerçants un bénéfice appréciable et développant chez eux-mêmes le goût du bien-être.

Au fond, l'article 2 du décret de 1896 ne se justifiait un peu que pour deux raisons. La première, c'est que la liberté entière laissée au indigènes de rechercher l'or et les métaux pour leur compte

détournait la main-d'œuvre déjà si rare, et la deuxième, qu'il était très difficile d'établir des taxes régulièrement payées par les exploitants indigènes. Nous estimons que même sur ces deux points, l'article 2 ne se justifiait pas complètement, car pour la main-d'œuvre, les Européens pouvaient toujours tenter d'acheter le service des meilleurs producteurs malgaches, ou s'ils n'y réussissaient pas et que leur production fût insuffisante, joindre à l'extraction, le commerce de l'or. D'un autre côté, si les exploitations des colons étaient riches et bien dirigées, l'indigène avait, croyons-nous, tout intérêt à ne pas travailler pour son propre compte et à se mettre au service des Européens, qui pouvaient leur assurer une rémunération plus régulière et les soustraire à tous aléas.

Quant aux taxes à percevoir des indigènes, rien n'empêchait d'exiger d'eux une patente. Certes, on était en droit d'en redouter le non-paiement, mais c'était l'affaire de quelques années pour en assurer le recouvrement. Le législateur aurait peut-être pu calculer cette patente de telle façon qu'il puisse s'en servir au besoin pour maintenir la main-d'œuvre chez les prospecteurs européens ; en lui donnant un taux assez élevé, il écartait une partie des indigènes de la recherche et de l'exploitation. Par le fait, il établissait la compensation dont nous parlions tout à l'heure au profit du colon à qui manquait la con-

naissance du pays et qui se trouvait dans une situation très inférieure à celle de l'indigène pour diriger ses recherches.

Le général Galliéni avait senti dès les deux premières années de l'exploitation européenne la faiblesse de l'article 2 des décrets de 1896 et 1897. Après avoir déclaré dans son arrêté du 21 janvier 1897, que les Asiatiques, les Africains et les indigènes étaient incapables d'être admis à la recherche et à l'exploitation des gisements miniers, « et espéré » que les prospections faites par les colons révéleraient des mines fortes en teneur et que les exploitants substitueraient au procédé primitif de la batée des méthodes industrielles perfectionnées... (1), il abandonne sa première manière de voir dans sa circulaire du 12 août 1898. Dès ce moment, il veut relever l'extraction et le commerce des métaux précieux en même temps qu'il cherche à remédier au déplorable état du contrat de travail dans les relations entre prospecteurs et indigènes ; il écrit dans ce but aux Chambres consultatives pour leur exposer la situation et leur demander leur avis. Reconnaisant que, contrairement à la faculté que lui donnait l'article 2 d'accorder l'autorisation de rechercher et d'exploiter les mines aux Malgaches qui présenteraient des garanties suffisantes, il n'a

1. Lire le rapport du général Galliéni de 1897.

pas été fait jusqu'ici usage de ce droit, il paraît revenir à cette autorisation de l'article 2 dont on n'a pas voulu tenir compte et y cherche un appui pour redonner sous une forme déguisée la liberté perdue par les indigènes. Cette liberté gênait trop les prospecteurs ; il y eut des dissensions au cœur même des Chambres, les avis furent partagés dans leurs réponses suivant les intérêts particuliers de chaque contrée. Les commerçants du littoral de l'île, qui avaient tout à gagner à voir le Malgache leur apporter son or, votaient pour l'application intégrale de l'article 2 comprenant par là de la part du gouverneur général la délivrance facile du permis de recherches aux indigènes. Les habitants du centre au contraire objectaient comme deux ans auparavant, le tort que leur causerait cette nouvelle concurrence et réclamaient le *statu quo*.

Le général Galliéri ne put pas donner suite à son projet, qui fut repris par le gouverneur intérimaire, le général Pennequin. Celui-ci se heurta au même mauvais vouloir des colons. M. Augagneur fit également un effort dans ce sens, qui aboutit à quelques autorisations accordées çà et là ; son libéralisme dura peu et il faut dire que les circonstances avaient varié et qu'il lui était beaucoup plus difficile qu'à son prédécesseur de rétablir la liberté générale de recherches. Des filons aurifères venaient d'être découverts au moment de son arrivée dans l'île ; on

les croyait d'une richesse inépuisable ; l'heure semblait venue pour la grande industrie de faire son apparition à Madagascar, et en faisant abstraction du point de vue humanitaire, pour ne s'occuper que du développement économique de l'île, il était plus excusable qu'autrefois de repousser les demandes des indigènes, qui n'étaient pas appelés à obtenir immédiatement de leurs concessions les mêmes rendements que les Européens.

Cette question de liberté reste donc à l'heure actuelle en suspens, et nous doutons qu'elle soit jamais solutionnée en faveur des Malgaches.

Nous ne commentons pas le dernier paragraphe de notre article 2, qui interdit aux fonctionnaires de l'Administration en activité de service, de se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines. Cette mesure est indispensable pour assurer la parfaite intégrité du personnel colonial et éviter les abus qui ne manqueraient pas de se produire si un fonctionnaire ajoutait à sa charge celle de prospecteur ou de commerçant.

SECTION III

Du permis de recherche

Jusqu'au décret du 20 février 1902, le titulaire d'une licence de prospector, qui avait versé par conséquent la somme de 25 francs à l'Administration pour obtenir le droit de recherches pendant un an, avait toute facilité pour renouveler indéfiniment son permis. C'était là une nouvelle cause d'arrêt dans l'exploitation rapide des gisements. Plutôt que de s'exposer à ne rencontrer qu'une faible proportion de métal sur un point donné, le prospecteur préférait réunir le plus grand nombre possible de périmètres miniers ; il renouvelait chaque année son « miners right » pour chacun d'eux et se contentait d'exploiter les meilleurs. La moindre découverte pouvait lui faire réaliser ses concessions avec de gros bénéfices, ce qui ne manqua pas de se produire en 1905 au moment du boom malgache, principalement sur les piquets de M. Lecomte. En un mot, les prospecteurs attendaient trop souvent que la spéculation vint les débarrasser de leurs lots, sans se soucier aucunement d'en tirer parti le plus rapidement possible.

Cette disposition minière présentait donc un grave danger, celui d'immobiliser de vastes gisements entre les mains de personnes qui manquaient de capitaux, et comptaient sur le hasard d'un filon pour déterminer sur leurs piquets l'afflux des demandes d'achat à option. Par contre, en limitant la durée du droit de recherches, le législateur s'exposait à ne pas donner au prospecteur le temps nécessaire pour faire d'utiles travaux. L'article 14 du décret de 1902 modifie l'ancien article 4 de celui de 1896 et dit : « Le permis de recherches est valable pour un an à dater du jour de sa délivrance ; la durée de sa validité peut être prorogée d'un an et deux fois au maximum ». Le régime est le même dans l'Afrique Occidentale française où le droit de recherches à une durée d'un ou de deux ans, mais n'est renouvelable qu'une seule fois. Dans d'autres pays, comme au Tonkin, il est valable pour trois années et peut être repris après deux ans d'abandon de prospection. En nouvelle Calédonie, aucun délai déterminé n'est assigné au droit de recherches.

En même temps qu'il prolonge la durée de validité du permis, l'article 14 prescrit le paiement d'une somme plus élevée pour chacune des deux prorogations, savoir 200 francs la première et 500 francs la seconde, ceci dans le but d'engager le prospecteur à mettre sans retard son champ de recherches en exploitation. Le décret de 1905 ramène ces deux

sommes à 100 et 250 francs ; elles ne sont pas maintenues en 1907 et sont portées à 200 et 500 francs.

Pour les métaux communs, l'article 7 du décret de 1897 est plus large et décide que le permis peut être renouvelé si l'Administration le juge à propos. Le même inconvénient se présente là comme pour la législation des métaux précieux en 1896. Les colons forment sous le nom de recherches de véritables exploitations et le Trésor peut être privé d'une partie du revenu qu'il tire des taxes minières si le gouvernement consent au renouvellement.

Il nous reste à nous demander comment s'obtient le permis de recherches. Le prospecteur muni de son « miners right », suivant les législations de 1896 ou 1897, découvre un terrain intéressant qu'il désire se réserver en vue d'une exploitation possible. Les différents décrets (1) présentent à ce sujet certaines dispositions générales qui leur sont communes. L'explorateur, avant toute demande de permis, doit effectuer une opération indispensable : dresser un poteau-signal bien apparent au centre du cercle qu'il a l'intention de prospecter plus attentivement. Ce poteau-signal, qui peut être un arbre ou un simple piquet, portera un écriteau pour indiquer quel est l'objet de la recherche commencée, le nom de la

1. Voir article 5 du décret de 1896 et les articles 9 et 10 du décret de 1897, ainsi que les articles 10 à 14 du décret de 1902 et les articles correspondants de ceux de 1905 et 1907.

personne ou société qui a fait la demande, et enfin le jour où il a été posé.

Ces indications sont essentielles pour renseigner les prospecteurs qui, dans la suite, chercheraient à découvrir dans cette zone des gisements, sur lesquels ils ne peuvent avoir aucun droit. Comme elles sont susceptibles d'être faussées et que le poteau lui-même peut être enlevé, on pourrait croire que l'explorateur, en cas de contestations, puisse avoir recours au témoignage des indigènes qu'il aurait appelés pour assister à la pose des signaux. Il n'en est rien et la disparition d'un poteau-signal est assimilée en principe à l'absence de poteau. Il n'est pas possible d'admettre le prospecteur à faire la preuve par témoins que son signal a été placé et portait toutes les indications réglementaires ; cette preuve serait souvent impossible à fournir et, d'autre part, les témoins n'offriraient presque jamais de garanties certaines. La seule ressource de l'intéressé est d'exercer des poursuites pour destruction ou déplacement, (art. 35 du décret du 23 mai 1907).

Le nombre des poteaux-signaux, qu'un même prospecteur peut dresser, n'est pas limité ; il doit seulement respecter le cercle de protection d'une exploitation voisine. Aussitôt qu'il a placé son signal, il doit, sous peine d'amende et même d'emprisonnement, faire toutes démarches utiles pour l'obtention d'un permis, sinon il détournerait de la région les pros-

pecteurs à venir, qui, croyant la place prise, porteraient plus loin leurs efforts. Il est également punissable s'il fait une demande pour un poteau-signal fictif ou s'il n'indique pas clairement son emplacement ; dans ce dernier cas, le permis n'est pas délivré ou risque d'être annulé plus tard.

La demande de permis, qui doit être accompagnée de plans et croquis et donner la direction du Nord, est adressée au chef de la circonscription administrative (1) dont dépend le poteau-signal, et doit lui parvenir dans le délai d'un mois à compter du jour de la pose. Si le prospecteur ne connaît pas la circonscription dont il ressort, il se procurera sans doute ce renseignement auprès des indigènes ; s'il est hésitant, le mieux est d'envoyer à l'autorité administrative des deux circonscriptions voisines un exemplaire de la demande du permis, en informant chacune du double adressé à l'autre. Il évite de la sorte la perte de temps que peut entraîner une fausse direction prise par son écrit. La formalité, qui consiste à enregistrer la demande, a, en effet, pour but de créer le droit de priorité, et cet enregistrement ne peut se faire qu'au chef-lieu de la circonscription où se trouve placé le poteau-signal. D'où grave danger

1. Le service des mines aujourd'hui autonome (arrêté du 23 décembre 1910) comprend une direction à Tananarive et 7 commissariats répartis dans toute l'île (Tananarive, Mananjary, Miandrivaso, Ambositra, Tamatave, Diégo, Majunga).

pour l'explorateur, qui a tout intérêt à saisir aussitôt que possible l'Administration de sa demande.

Si celle-ci est faite par un mandataire, comme c'est le cas depuis la loi de 1902 pour les sociétés, une procuration légalisée du mandant est jointe à la demande, à moins qu'elle n'ait été déposée au Service des Mines par la Société ou le particulier qui fait faire les recherches.

Une observation importante, c'est que plus il y aura de précision dans la demande, de netteté dans les plans et d'exactitude dans les renseignements, plus le permis sera rapidement délivré. Malgré les difficultés qu'éprouvent généralement les colons à situer les périmètres qu'ils délimitent, il est nécessaire à l'Administration de connaître leur emplacement pour éviter toutes contestations et dresser une carte rigoureusement exacte des terrains occupés.

Ces prescriptions sont reproduites presque textuellement dans chaque décret minier ; il n'en est pas de même de celles relatives à la somme à verser pour l'obtention du permis, à l'étendue du périmètre et, nous l'avons vu, à la durée de validité du permis.

En ce qui concerne le coût du droit de recherches, les 25 francs que devaient verser chaque année les prospecteurs, suivant les décrets de 1896 et 1897, furent jugés insuffisants, et l'article 13 du décret de 1902 élève ce droit à 100 francs : « Le chef du Service

des Mines adresse au demandeur un ordre de versement de la somme de 100 francs pour droit de permis de recherche. » Il est abaissé de nouveau en 1905 et ramené à 25 francs ; nous en lisons la raison dans le rapport de M. Clémentel, ministre des Colonies, au président de la République : « Il convient, dit-il, d'encourager les prospecteurs dont les recherches intelligentes ont amené des découvertes si heureuses, et qui le plus souvent n'ont pour tout capital que leur audace entreprenante. » Depuis cette époque, ce même droit fut maintenu. Il nous semble très suffisant pour arrêter la main-mise d'aventuriers de toutes sortes sur les terrains miniers et pas trop considérable pour que l'abandon de cette somme gêne les prospecteurs sérieux. Le paiement est effectué dans une caisse de la colonie, dès que le demandeur du permis a reçu du chef du Service des Mines l'ordre de versement ; il en reçoit une quittance qu'il adresse à ce même chef, et ce dernier établit en sa faveur le permis de recherche. Dans le cas où le versement n'est pas fait trois mois après l'envoi de l'ordre, et s'il y a faute du demandeur, la demande est annulée de plein droit (article 13 du décret 1902 *in fine*).

Les mêmes formalités sont à remplir pour le renouvellement. La demande en est adressée au commissaire des mines avant l'expiration du délai d'une année, en même temps que le récépissé du

nouveau versement à effectuer pour droit de prorogation (art. 15).

L'étendue du périmètre de recherche a varié avec la plupart des décrets et a fait l'objet des plus vives discussions entre l'administration et les prospecteurs. Au début, le rayon du cercle de prospection était de 2 kilom. $1/2$ pour les gisements d'or ; le maximum de superficie pour les terrains affectés aux recherches de métaux communs était de 2.500 hectares (art. 9 § 2). Ces étendues paraissent considérables, mais on doit tenir compte que les gisements sont disséminés sur toute la surface de l'île et ne se rencontrent nulle part en couches puissantes. Il était nécessaire de diminuer les aléas des colons qui, pour avoir la priorité sur un terrain, hésitaient à pousser très à fond leurs premières études et s'assuraient avant tout cette sorte de propriété minière qui leur donnait sur un point le monopole des recherches.

Le législateur de 1902 restreignit à 2 kilomètres la longueur du rayon pour les périmètres aurifères (art. 9). Cette mesure était prise contre l'intérêt des colons dans le but d'augmenter les revenus qu'assurait à la Colonie le paiement du droit de recherches ; on tentait en même temps d'enrayer l'accaparement que pouvait produire la découverte d'un gisement intéressant dans un terrain encore inexploré. On voit qu'avec l'augmentation du droit de recherches,

qui passait de 25 à 100 francs, le décret de 1902 se montrait sévère pour la prospection.

Cette sévérité s'accroît en 1905 par la réduction du périmètre de recherches, dont le rayon ne dépasse plus un kilomètre. On diminuait également la redevance minière sans compenser par le fait la perte que faisait subir aux prospecteurs cette brusque réduction. Cette fois, l'accaparement paraissait bien définitivement écarté pour les colons isolés ; il nécessitait désormais la création de syndicats à forts capitaux. Nous aurons l'occasion de revenir sur les causes et les suites de cette mesure, qui bouleversait de fond en comble le régime minier de l'île et ne pouvait être maintenu que par la découverte de nouveaux champs d'or. Aussi, l'article 9 du décret de 1907 revient-il purement et simplement à l'article correspondant de celui de 1902.

La prospecteur, qui a obtenu un permis de recherches, peut ne pas trouver sur son périmètre les richesses qu'il en attendait ou vouloir poursuivre l'étude de son gisement, avant d'échanger son titre contre un permis d'exploitation. Cette situation peut durer trois années, puisqu'il a la faculté de proroger deux fois son droit de prospection. Pendant ce temps, les dépenses, bien que faibles, existent toujours et les piquets sont d'un rapport nul à moins qu'il n'ait été autorisé, comme le prévoit l'article 16 du décret de 1902, à disposer du produit de ses

recherches. Pour cela, le titulaire d'un permis doit, depuis un arrêté du 9 juin de cette même année, adresser, avec sa demande au Commissaire des Mines, un registre destiné à l'inscription ultérieure du produit journalier des fouilles effectuées. Il est visé, retourné au permissionnaire intéressé et indique pour chaque journée le nombre de travailleurs employés et la production. (Art. 2 de l'arrêté du 9 juin 1902 réglementant l'utilisation du produit des travaux faits en vertu de permis de recherche pour les mines d'or, de métaux précieux et de pierres précieuses.)

Le titulaire ainsi autorisé à disposer du produit de ses fouilles devra, pour mettre son or en circulation, demander un laissez-passer modèle R pour la quantité de métal qu'il désire expédier; ce laissez-passer est établi par le Commissaire des Mines et adressé au permissionnaire le plus tôt possible avec un ordre de versement de 10 o/o sur la valeur de la production admise à circuler. Il ne sera valable qu'autant qu'il portera l'attestation par un agent de la Caisse publique, que le paiement en a bien été effectué. Cette pièce accompagne l'or depuis le lieu d'extraction; elle est remise à l'acheteur qui doit être un commerçant d'or patenté, ou à la douane, suivant que le métal est vendu dans la colonie ou exporté au dehors. Le premier de chaque mois, pour le mois précédent, le chef du service des Douanes pour

Tamatave et les agents de ce service dans les autres ports, adressent au chef du Service des Mines à Tananarive les relevés d'expéditions et les laissez-passer en leur possession. (Art. 23 *in fine*.)

La même autorisation est établie par le décret de 1897 au profit des prospecteurs de métaux communs moyennant une redevance porportionnelle de 2 1/2 0/0.

Une dernière question à examiner au sujet des recherches est celle des mutations. L'article 17 du décret de 1902 énonce que les permis de recherches peuvent être cédés à toute personne ou Société se trouvant dans les conditions prévues aux articles 2, 3 et 4. La mutation, entraîne la perception d'un droit fixe de 100 francs, dont le paiement n'est fait que sur le vu d'un ordre de versement établi par le Commissaire des Mines. Pour faire une mutation, il faut en faire la demande au Commissaire des Mines en y joignant copie de l'acte notarié de cession. Celle-ci peut être faite sous-seing privé, mais dans ce cas, les signatures seront légalisées; elle indique par qui sera acquitté le droit de mutation. L'ancien permis est retourné au commissaire avec la quittance attestant le paiement. Le cessionnaire reçoit un nouveau titre.

S'il y a lieu à prorogation pendant la formalité de mutation, elle est poursuivie en temps utile par le titulaire primitif; la mutation n'est jamais valable

avant le jour de son acceptation par le Commissaire des Mines. Dans le cas de mutation pour cause de décès, le droit de 100 francs n'est pas réclamé.

La cessibilité du permis de recherche, qui a toujours été reconnue à Madagascar, ne l'est pas dans la plupart de nos colonies. Elle donne lieu à la spéculation, car, dans les moments de hausse des terrains miniers, le prospecteur peut facilement vendre ses lots, sans qu'ils aient par eux-mêmes la moindre valeur.

D'après ce que nous venons de voir, l'Administration a gardé un contrôle très sérieux relativement à l'octroi du droit de recherches (1). Elle agit directement par l'autorisation qu'elle peut donner ou refuser, et indirectement par la taxe qu'elle impose, la déchéance dont elle frappe celui qui ne paie pas les droits en vigueur et la formalité du renouvellement. Elle dirige ainsi le mouvement des recherches et oblige le prospecteur à se livrer après un certain temps à l'exploitation qui doit être pour lui le but. La recherche n'est que le premier travail, elle ne peut pas être de durée illimitée, comme l'entendaient

1. Le nombre des demandes de permis de recherche reçues en 1910 a été de 1940 contre 2.479 en 1909, celui des permis délivrés s'est élevé en 1910 à 777 contre 935 en 1909. La diminution constatée provient de ce que les prospecteurs s'occupent plus actuellement des terrains aurifères occupés que d'en découvrir de nouveaux.

les décrets de 1896 et 1897, et la législation postérieure l'a comprise comme devant préparer une bonne exploitation des richesses minières de la colonie.

CHAPITRE III

DE L'EXPLOITATION

PREMIÈRE SECTION

Conversion du permis de recherches en permis d'exploitation.

La législation de 1902, en refusant de renouveler pour plus de deux années le droit de recherche dans un périmètre minier, nécessitait ainsi l'obtention d'un permis d'exploitation après un maximum de trois ans pour le prospecteur désireux de conserver ses droits sur sa concession. D'autre part, la taxe de 10 0/0 *ad valorem* sur le produit des recherches, qu'il devait payer suivant les prescriptions de l'article 16, après avoir adressé une demande spéciale au commissaire des mines (1), l'engageait encore à convertir son premier titre de propriété en un second qui lui donnait plus d'avantages et plus de sécurité.

1. Voir l'article premier de l'arrêté du 9 juin 1902 sur l'utilisation des produits de travaux faits en vertu de permis de recherche.

Sous le régime du décret de 1896, une différenciation très nette existait entre le permis de recherche, qui n'était qu'une « licence générale de prospecter » et le permis d'exploitation ; dans la législation de 1902, le permis d'exploitation fournit au prospecteur qui en est muni, un titre de propriété en quelque sorte définitif, tandis que le permis de recherche offre un titre essentiellement précaire à son titulaire. Quelles raisons aurait dès lors le prospecteur de conserver pendant plus de trois années un titre aussi fragile, si son terrain présente quelques ressources ? Durant trois ans, il a le temps d'étudier la valeur de son lot et de se rendre compte des bénéfices probables de son exploitation tout en utilisant la faculté que lui accorde la loi de vendre les produits de son extraction, moyennant le paiement d'une taxe *ad valorem* assez forte, puisqu'elle atteint 10 o/o. Au bout de cette période, si les profits sont insignifiants, il abandonnera son droit de priorité et portera ses recherches ailleurs. Si au contraire, ils sont satisfaisants et que le calcul de la taxe de 5 o/o prélevée dans toute exploitation sur la matière extraite dépasse le minimum trimestriel fixé à 250 francs, il n'aura aucune hésitation et convertira son permis de recherche en permis d'exploitation.

On concevait autrefois qu'un colon gardât indéfiniment un permis de recherches, le montant à payer chaque année étant peu élevé ; il pouvait se créer

un droit de priorité sur de grandes étendues de terrains, qu'il était le plus souvent obligé d'étudier successivement. Dans ces conditions, il pouvait conserver plusieurs années la masse de ses lots, attendant de connaître la valeur de chacun pour diriger vers tel ou tel centre son exploitation. Il n'en est plus de même en 1902 avec les droits de prorogation de 200 et 500 francs. Le prix de revient des périmètres miniers est dès lors trop élevé pour que le prospecteur ne soit pas porté à mettre en valeur dans le plus bref délai les meilleurs d'entre eux et à éliminer tous ceux qui l'ont déçu.

SECTION II

De la concession du droit d'exploiter.

Dans l'une et l'autre législation de 1896 et de 1902, on peut se demander quel est le propriétaire des mines et comment elles sont concédées; le permis d'exploitation renferme, en effet, un droit pour le titulaire, dont nous avons à déterminer la nature.

D'après l'article 28 de la loi du 21 avril 1810, il suffit pour obtenir une concession minière de la

demander au préfet, qui transmet la demande au pouvoir exécutif. Après les formalités de publicité et l'instruction de la demande, celui-ci l'accorde par décret rendu en Conseil d'État.

Cette manière d'attribuer le droit d'exploitation des mines n'est pas la même dans tous les pays. Tandis que le législateur français considère les mines comme *res nullius* et en concède la propriété à qui lui en fait la demande, l'Angleterre joint la propriété des mines à celle de la surface ; l'Allemagne, comme l'Amérique et l'Espagne, l'attribue au premier occupant ; d'autres pays conservent la propriété du sous-sol avec faculté de louer ou de concéder la mine à titre de propriété. Certains procèdent aussi par adjudication publique.

L'un de ces régimes de propriété minière peut être appliqué dans un pays, à l'exclusion de tous les autres : comme en Guyane, pour les mines d'or, dans la Nouvelle-Calédonie et aux Indes, où est seul observé le principe des concessions administratives. On les rencontre parfois simultanément : c'est ainsi qu'à Madagascar, le législateur a paru vouloir doter l'île d'une législation complexe, embrassant à la fois le principe français de la concession, le principe de la prise de possession et le principe de la domanialité, dans lequel l'État dispose à son gré de toutes les substances minérales comme d'un bien domanial. On irait même jusqu'à concevoir l'État propriétaire

des mines et les exploitant ; on a du moins voulu voir une application de cette conception dans l'arrêté du 3 juin 1905, qui n'aurait été pris que pour permettre à l'État de bénéficier des riches découvertes faites peu avant sa promulgation dans l'île.

L'État est, à vrai dire, propriétaire du sous-sol qu'il concède ; son droit de propriété ne passe pas définitivement au concessionnaire, comme au cas de concession de la surface. De plus, loin de suivre l'exemple de l'Angleterre, qui joint la propriété du sous-sol à celle de la surface, le décret de 1896 a bien soin dans son article 25, de même que le décret du 20 juillet 1897 dans son article 20, de faire une démarcation très nette entre ces deux propriétés. Cette démarcation se justifie pleinement, car c'est nuire au développement d'une industrie que d'en laisser le monopole à des personnes qui peuvent ne pas l'utiliser. Un concessionnaire agricole aurait un droit sur la propriété minière du sous-sol, mais l'objet de sa concession est essentiellement la culture, il ne recherchera peut-être pas quelle serait la valeur exacte d'un sol qu'il n'utilise qu'à la surface. Les prospecteurs, s'ils réussissent dans leurs recherches, seront alors écartés de ces terrains par les difficultés d'acquisition qu'ils rencontreront. Même après avoir découvert par hasard la richesse de son sous-sol, il est possible que le colon hésite à sacrifier à l'inconnu le fruit de plusieurs années d'efforts agricoles. S'il le

fait, il est généralement très ignorant en matière de mines et procèdera par tâtonnements.

Rien n'empêche de concentrer entre les mêmes mains des concessions de même nature qui peuvent donner lieu à une exploitation similaire ; mais qu'on ne réunisse pas chez un seul la propriété de la terre et celle de la mine ! Cette réunion a eu du reste les résultats les plus fâcheux dans le Sud-Africain. L'expérience a été également si concluante en Australie que l'Angleterre est revenue depuis 1889 sur les concessions qu'elle a accordées. Elle a fait des terrains miniers, moyennant indemnité pour les propriétaires expropriés, des biens de la couronne. Cette tendance n'a pas amené jusqu'ici la suppression du principe anglais, qui donne au propriétaire de la surface la propriété des minerais découverts sur sa concession ; elle prouve tout au moins que le régime des grandes Compagnies anglaises opérant dans les colonies avec pleins pouvoirs, n'était pas économique et témoigne de la supériorité de notre système régalien en France et de la législation mitigée de Madagascar.

SECTION III

Du permis d'exploitation

Lorsque le prospecteur a obtenu la concession d'une mine, il doit l'exploiter, c'est-à-dire mettre en valeur la découverte qu'il a faite ; l'exploitation est une affaire toute personnelle variant avec la valeur du sol, les connaissances du prospecteur, ses moyens et bien d'autres causes ; ce qui ne varie pas en principe pour chacun, c'est la manière de s'approprier la mine, de fixer sur elle un titre certain de propriété (1). Tout explorateur, dit l'article 8 du décret de 1896, qui a découvert un gisement en dehors d'un périmètre minier déclaré et qui désire l'exploiter, doit adresser à ce sujet une déclaration au Service des Mines à Tananarive ». Le même texte se retrouve dans le décret de 1897 sur les métaux communs (art. 14). La déclaration est inscrite sur un registre spécial, avec indication de la date et de l'heure à laquelle elle a été reçue. Comme pour le permis de recherche, ces indications sont indispensables, mais

1. Le nombre des permis d'exploitation délivrés en 1910 s'est élevé à 215 contre 75 en 1909. La province la plus favorisée a été celle de Mananjary avec 53 demandes. Viennent ensuite celles de Maatanana avec 27, d'Ambevsitra avec 22.

à un autre point de vue. Nous avons vu qu'elles servaient dans le cas de prospection à fixer le droit de priorité du demandeur ; elles sont nécessaires ici pour déterminer exactement le début même de l'exploitation, par conséquent l'époque à laquelle remonteront les diverses taxes à percevoir.

D'après la législation de 1896, la plus longue et la plus indécise sur la matière, le Service des Mines procédait au reçu de la déclaration à une enquête, puis décidait s'il ouvrirait à l'exploitation un ou plusieurs périmètres nouveaux ou s'il réunirait les gisements découverts à des périmètres miniers déjà déclarés (art. 8 *in fine*).

Dans ce dernier cas, le commissaire des mines du périmètre auquel sont rattachés ces gisements se charge de les diviser par lots de catégories diverses suivant leur valeur, tandis que dans le premier cas, un commissaire spécial est désigné pour faire la division du nouveau périmètre.

On distingue, en effet, dit l'article 9, trois catégories de lots :

La première comprend les alluvions riches, susceptibles de fournir immédiatement à l'inventeur de gros bénéfices ; le législateur cherche à les restreindre en réduisant les dimensions des lots qu'il ramène à un carré de 100 mètres de côté et en augmentant le prix de location.

Dans la deuxième catégorie, rentrent les allu-

vions moyennement riches et les diamants en roche ; l'étendue des concessions augmente dans une proportion très sensible, puisque chaque lot est un rectangle de 200 mètres sur 250.

Enfin, les alluvions pauvres font partie de la troisième catégorie et sont divisées en lots mesurant 250 mètres sur 1 kilomètre.

Cette première législation laisse apparaître le souci du gouvernement d'éviter, avec la concession de trop vastes étendues de terrains, l'accaparement et par suite le gaspillage, le prospecteur exploitant les parties les plus aurifères de son périmètre et abandonnant pour un temps plus ou moins long les lots moins privilégiés. C'est tout au moins la façon d'exploiter de la Compagnie Occidentale de Madagascar. Malgré les mauvais rendements obtenus par cette compagnie, nous ne saurions cependant désapprouver entièrement l'importance de la concession qui lui a été faite. La situation est très défavorable à Madagascar au petit exploitant qui n'a en moyenne que peu de bénéfices sur une petite étendue de terrains à cause de la faible teneur des produits extraits et de la cherté des transports. Cette constatation est surtout vraie pour les métaux communs ; elle explique en grande partie la différenciation qui a toujours été faite entre leur réglementation et celle des métaux précieux. Mais, même pour l'or, où il suffit d'une poche aurifère découverte dans un lot

ressortissant de la première catégorie pour faire la fortune de l'heureux inventeur, le fait est trop rare encore dans un pays d'alluvions généralement pauvres, comme Madagascar, pour qu'il soit nécessaire de faire de semblables distinctions. Nous comprenons sans peine qu'on établisse dans une colonie à peu près explorée un régime particulier pour les exploitations de houille par exemple et qu'on les avantage au point de vue des dimensions de concessions et du prix de location ; par contre, il n'est guère rationnel de faire, avant d'avoir une connaissance approfondie de la valeur du sol, de telles spécialisations. Elle peuvent être bonnes en principe, mais sont inutiles dans la pratique. Nous en avons la preuve à Madagascar où aucun lot de la première catégorie n'a jamais été concédé.

Quant au prix de location, il était payable par mois, et le Service des Mines était chargé de réviser son montant tous les deux ans afin de tenir compte du rapport existant entre la teneur en or, métal précieux ou pierres précieuses, qui a servi de base à sa fixation et la teneur réelle constatée dans les six derniers mois (art. 9 *in fine*).

Lorsque le périmètre minier nouvellement formé par les découvertes d'un ou de plusieurs prospecteurs a été déclaré d'exploitation publique, les premiers inventeurs ont le droit de choisir autour de leurs

signaux un nombre de lots qui ne peut excéder 80, chiffre très élevé, mais rarement atteint. Ils n'ont pas toute latitude pour délimiter la superficie totale de leur concession. Afin de ne pas gêner les prospecteurs voisins, ils doivent, en effet, garder une certaine uniformité dans la réunion de leurs lots et éviter que la plus petite dimension de la surface à exploiter soit inférieure au quart de la plus grande. Un avantage que leur confère le décret, c'est de les dispenser de la taxe pour chacun de leurs lots pendant une année, et pour dix ans, de la taxe sur l'un d'eux choisi à leur gré. Cette faveur très appréciable était accordée aux inventeurs seuls. Les autres prospecteurs peuvent obtenir du commissaire des mines des permis pour l'exploitation des lots laissés par les inventeurs et faisant partie de leur périmètre, mais, d'une part, il ne peut leur être accordé plus de 10 permis, et de l'autre, ils doivent verser en même temps qu'ils font la demande de leurs permis, la première mensualité des taxes y afférentes (art. 13). Comme pour le permis de recherche, leur demande est inscrite sur un registre spécial avec indication de la date et de l'heure à laquelle elle est déposée ; le permis est délivré, dans le plus bref délai, au premier inscrit, et porte mention de la date et de l'heure de sa délivrance. L'article 13, dernier alinéa, restreint toutefois le droit du premier inscrit en faveur de l'explorateur

qui aurait établi un signal de recherches dans le périmètre minier avant la date de la déclaration d'ouverture ; il l'assimile jusqu'à un certain point à l'inventeur du périmètre et le favorise parce que le législateur suppose que ses efforts pouvaient aboutir un jour ou l'autre à la découverte d'un gisement qui aurait nécessité la création de ce périmètre.

La redevance mensuelle payée par le titulaire du permis est une taxe de location ; elle montre que celui-ci n'a qu'un droit de jouissance et que le véritable propriétaire du gisement, c'est l'État. Nous aurons l'occasion de voir qu'à ce droit de jouissance, la législation de 1902 oppose un droit plus stable que le prospecteur obtient par l'enregistrement, et même un droit de propriété certain pour les sociétés.

Le décret de 1896 est long et confus en ce qui concerne la réglementation de l'exploitation. Celui de 1897, sur les métaux communs, est beaucoup plus net. Les formalités de demandes de concessions sont les mêmes, sauf que l'article 15 exige un plan au 1/10.000 pour marquer le tracé du périmètre jalonné sur le terrain. Le service des mines, en inscrivant à leur date de dépôt sur un registre spécial les demandes qui lui sont adressées, leur donne un numéro d'ordre (art. 16) ; puis il fait l'enquête que nous connaissons, fait vérifier le plan du terrain dans le but d'informer les opposants possibles de la

demande de concession ; il la fait insérer à trois reprises et à intervalles d'au moins un mois dans le *Journal officiel de Madagascar*. Les oppositions sont faites sur papier timbré de 5 francs et recevables jusqu'au moment de l'institution de la concession (art. 17 et 18).

Quant à l'étendue que les concessions peuvent atteindre, elle ne saurait dépasser 2.500 hectares, chiffre considérable, si nous le comparons aux dimensions des terrains aurifères occupés par un même prospecteur, et qui confirme bien la différence que nous avons établie au point de vue du rendement des diverses catégories de mines (art. 19).

Si aucune opposition ne se produit, la concession est accordée au demandeur, sinon, l'administration apprécie souverainement, dit l'article 19 *in fine*, à qui et dans quelles limites le terrain minier est concédé. Le décret de 1896 prévoit, lui aussi, le cas d'une compétition se produisant entre mineurs pour la démarcation d'un lot, et donne également compétence à l'administration dans la personne du Commissaire des Mines, qui a délivré les permis, et qui connaît facilement la date de leur délivrance grâce à son registre d'inscription. Il statue en tenant compte du seul droit de priorité, obtenu, nous le savons, par l'ancienneté de la demande.

Comme les lots de chaque prospecteur, dans les périmètres miniers déclarés, étaient de faible étendue,

suivant la législation de 1896, par rapport aux importantes concessions de terrains métallifères réglementées par le décret de 1897, les conflits étaient beaucoup plus nombreux sur les piquets aurifères. D'autre part, il restait toujours entre les lots des parcelles inoccupées qui se trouvaient être de dimensions inférieures à celles prévues pour une exploitation. L'article 15 alinéa 2 de la loi de 1896 les attribue à l'un des occupants des terrains limitrophes, en exigeant du bénéficiaire qu'il prenne un titre spécial pour chaque parcelle. Au cas où plusieurs compétiteurs se présenteraient pour l'attribution de l'une d'elles, elle serait mise aux enchères entre les détenteurs de lots contigus (art. 15 *in fine*), et la plus forte somme proposée s'ajouterait au montant de la taxe de location et devrait être immédiatement versée.

Enfin, le décret de 1896 renferme beaucoup de détails sur la démarcation des lots ; il en laisse le soin aux titulaires de permis d'exploitation : « Les lots ou groupes de lots appartenant à une même personne, dit l'article 14, 2^e alinéa, seront délimités par des piquets d'un diamètre de 5 centimètres au moins et dépassant le sol d'au moins un mètre. Leur distance sera de 25 mètres au plus pour les lots de première catégorie et de 50 mètres au plus pour les lots de deuxième et de troisième ». Cette mesure, nécessaire en quelque sorte pour prévenir les conflits

si fréquents dans les périmètres composés seulement de petits groupements, était très gênante sur le terrain quand les bois manquaient. De toute façon, elle était coûteuse.

De plus, les piquets d'angle d'une hauteur de deux mètres devaient porter une affiche indiquant en français le nombre de lots, le nom de l'occupant, la date et l'heure de la délivrance des permis correspondants, la date de la prise de possession et enfin un numéro d'ordre que donnait à chaque lot le Commissaire des Mines.

Le décret de 1902 et les suivants sont loin de s'étendre aussi longuement sur cette matière des démarcations. L'article 18 alinéa 4 du décret de 1902, dit simplement : « Les cotés du périmètre d'exploitation doivent être marqués sur le terrain au moyen de bornes ou de poteaux, dont l'espacement ne pourra être supérieur à un kilomètre. » Pourtant, une délimitation sérieuse, malgré la nouvelle organisation des lots, gardait à cette époque son importance. Aussi, le Service des Mines recommande-t-il les dispositions suivantes :

1° Disposer à chacun des quatre angles du lot un poteau portant inscription ; celle-ci indiquera le nom du titulaire et le numéro du permis d'exploitation ;

2° Faire deux petites amorces de tranchées en partant du pied de chaque poteau d'angle.

3° Mettre de chaque côté du périmètre des poteaux

ou des bornes, de préférence sur les lignes de crête pour que d'un poteau on puisse toujours apercevoir le suivant.

Le permis d'exploitation de 1902 ne s'appliquait plus au genre de lots dont il était question dans la première réglementation minière, ce qui provenait de la suppression du permis de recherches « licence de prospector ». On abandonnait avec le nouveau régime le système des claims transvaaliens. Dorénavant, le permis, qui pouvait s'acquérir à un moment quelconque du cours de la validité du permis de recherches, donnait au prospecteur un droit de jouissance sur un rectangle compris dans le cercle de prospection et placé d'une façon quelconque (art. 18). Tous les terrains qui étaient précédemment compris dans le cercle et qui se trouvaient à l'extérieur du périmètre d'exploitation, faisaient retour aux terrains ouverts à la recherche et pouvaient faire l'objet de nouvelles demandes de la part de l'ancien permissionnaire ou de tout autre prospecteur qui y avait des poteaux-signaux. Le rectangle que l'explorateur désire exploiter doit être délimité sur le terrain de façon absolument conforme au plan qui accompagne la demande d'exploitation. Si cette prescription n'est pas observée, on risque d'avoir des contestations avec l'administration, auquel cas, la solution la plus défavorable à l'exploitant est toujours adoptée.

La demande que fait le prospecteur au Commissaire des Mines, pour convertir son permis de recherches en permis d'exploitation, doit être accompagnée en effet d'un plan complet à l'échelle du 1/10.000 ; la règle est la même que celle de 1897 pour les concessions de mines communes ; ce plan est rapporté au Nord vrai et indique l'emplacement du poteau-signal ; le prospecteur doit, en outre, caractériser le gisement en donnant toutes explications utiles sur sa nature (art. 19). Les alinéas 2 et 3 de cet article indiquent ce que nous savons, à savoir que le permis d'exploitation est délivré dans le plus bref délai possible par le Commissaire des Mines de la circonscription minière et qu'il sera refusé, si, par la faute de l'intéressé, la demande parvient après l'expiration du permis de recherches, ou si elle ne satisfait pas aux conditions requises. L'une de ces conditions est de soumettre au visa du Commissaire des Mines les registres qui seront tenus sur l'exploitation. Un arrêté du 9 juin 1902 en fournit un modèle, mais il n'est pas nécessaire de se conformer scrupuleusement aux formes que leur donne la loi ; celle-ci n'est nullement impérative et exige seulement de l'exploitant qu'il fournisse à l'administration tous les renseignements qui lui sont indispensables, comme le nombre d'ouvriers, de journées de travail, la production et le salaire des travailleurs. Les prospecteurs ont donc toute latitude pour imaginer des

modèles de registres appropriés aux conditions de leur exploitation. Ils envoient celui qu'ils ont choisi au visa du Commissaire des Mines, qui le leur retourne en même temps qu'il leur adresse le permis d'exploitation.

Aux termes de l'article 20, ce permis confère à son titulaire, sous réserve des droits antérieurs et sauf les interdictions que nous avons examinées dans l'article 6, le droit exclusif d'extraire l'or, les métaux précieux et les pierres précieuses dans l'étendue du périmètre et de disposer du produit de ses travaux.

Malgré cette sorte de monopole dans l'extraction, le titulaire du permis n'est pas propriétaire, il tient son droit de l'État qui lui loue l'exploitation. Pourtant, il peut acquérir un droit plus stable par la notification de sa concession au conservateur de la propriété foncière. « Celui-ci, dit l'article 21, le transcrit, sans autres formalités, sur un registre spécial, dont il délivre un extrait à l'intéressé. » Nous avons donc avec ce titre quelque chose de plus : ce n'est plus le droit instable que conférait l'État, moyennant un prix de location, sur une propriété minière qui restait entièrement son domaine ; le prospecteur peut avoir désormais un véritable titre de propriété minière constitué par cet extrait ; il pourra effectuer la mutation de sa propriété, l'hypothéquer, la grever d'autres droits réels immobiliers ; toutefois, son titre garde encore quelque chose de précaire et d'instable

au point de vue de la cession et de la transmission, qui restent subordonnées aux conditions, formalités et taxes prescrites à l'article 17 pour les permis de recherche. Le cessionnaire doit être, soit un Européen ou un assimilé, soit un indigène, qui a obtenu l'autorisation du gouverneur général, soit encore une société constituée suivant la loi française et ayant son siège social en France ou à Madagascar; il doit faire connaître le domicile qu'il a élu dans la colonie (art. 2, 3, 4). La demande de cession est adressée au Commissaire des Mines, et la mutation est soumise à un droit fixe de 100 francs (art. 17). Ce qui prouve encore l'existence d'un droit appartenant à l'État et se superposant au droit des particuliers, c'est que toute inscription, modification et radiation d'hypothèques ou autres droits immobiliers, doivent être signifiés par le conservateur de la propriété foncière au Commissaire des Mines, quand ils s'appliquent à la propriété minière (art. 21 dernier alinéa). L'enregistrement du lot tire son origine de la loi du Transvaal de 1892; il n'a dans ce pays qu'une durée de quelques mois, tandis qu'il est perpétuel à Madagascar.

Seules, les sociétés peuvent obtenir un droit certain de propriété. On comprend qu'elles ont besoin de plus de liberté d'action et qu'elles ne sauraient exister avec chances de succès qu'autant que leur propriété est sûre et que leur existence ne

peut pas être menacée par un droit supérieur au leur.

Il est à remarquer que le permis d'exploitation ne peut être demandé qu'au nom du titulaire du permis de recherche, à moins de donner lieu à une mutation, dès son établissement. Une seule exception est faite à cette règle pour les signaux, qui ont été placés pour des sociétés par d'autres personnes, sous le régime du décret du 17 juillet 1896. Ils peuvent changer de propriétaire, à condition que la mutation ait lieu en faveur de la société, pour qui le signal avait véritablement été posé.

La législation de 1902 est encore actuellement en vigueur en tout ce qui concerne les conditions à réaliser et les formalités à remplir pour l'obtention du permis d'exploitation. Le décret de 1905, préoccupé surtout de la fixation des taxes minières, ne s'y arrête presque pas. Par contre, celui de 1907 revient sur notre matière pour y apporter quelques modifications. L'article 18 § 3, détermine la surface à donner aux périmètres miniers « qui seront constitués, dit-il, par des rectangles dont la surface sera au plus de 1.000 hectares et au moins de 200, dont les côtés seront orientés nord-sud et est-ouest, et dont le petit côté ne sera pas inférieur au quart du grand. Ce rectangle sera compris pour les deux tiers au moins dans les limites du périmètre de recherche ; il ne pourra, sans le consentement des intéressés,

empiéter sur les terrains couverts par des cercles de recherche ou par des périmètres d'exploitation institués antérieurement à la demande du permis d'exploitation ». L'article 18 est très net, et la netteté que le législateur a cherché à lui donner, a pour cause le grand nombre de contestations auxquelles donne lieu journellement la délimitation des périmètres miniers. Les paragraphes 4 et 5 renferment les mêmes prescriptions que les correspondants dans le décret de 1902. Le septième stipule expressément quelle sera la condition des terrains restant disponibles entre les périmètres d'exploitation, quand leur forme et leur étendue ne permettra pas d'y établir des périmètres rectangulaires aux dimensions minima prescrites; il déclare que ces terrains pourront être annexés aux périmètres d'exploitation voisins, par décision du Gouverneur général et d'après la priorité de la demande. Cette solution était laissée dans l'ombre par la loi de 1902, mais pratiquement, elle était déjà appliquée.

Nous savons maintenant comment s'acquiert le permis d'exploitation: le Service des Mines l'accorde sous certaines conditions et après les formalités d'usage. Ce permis confère au prospecteur des droits et lui impose certaines charges, tant au regard de l'État qu'au regard des tiers.

CHAPITRE IV

DROITS ET OBLIGATIONS DES EXPLOITANTS

PREMIÈRE SECTION

Vis-à-vis des tiers

En France, tout concessionnaire de mines a le droit de transmettre librement, suivant l'article 7 de la loi de 1810, les terrains qu'il exploite, et cette faculté qui lui est laissée découle du caractère perpétuel de son titre de propriété. Il ne pouvait en être ainsi à Madagascar sous l'empire des législations de 1896 et 1897. L'article 21 de ce dernier décret spécifie que toute cession de mines doit être autorisée par l'administration et donner lieu au prélèvement d'un droit de 4 o/o sur l'acte qui l'accompagne. Nous devons observer, en outre, qu'à Madagascar, le propriétaire minier ne peut pas céder son droit à n'importe qui ; il faut toujours tenir compte des formalités et conditions prévues par les articles 6 des diverses réglementations. L'État inter-

vient encore au moment d'un partage ou d'une réunion de mines qui ne peuvent s'effectuer sans autorisation. Une telle intervention mérite, semble-t-il, d'être approuvée dans les trois cas, puisqu'elle ne nuit aucunement à la marche régulière de l'exploitation et qu'elle donne à l'État un droit de contrôle actif, qui, à un moment donné, peut être très utile.

Si nous nous écartons sur ce point de la législation métropolitaine des mines, nous retrouvons bientôt une analogie très sensible entre la loi de 1810 et les divers décrets de Madagascar en ce qui concerne les autres droits et obligations de l'exploitant. Le premier paragraphe de l'article 25 du décret de 1896 pose, en effet, le grand principe de notre loi minière : La propriété des mines est distincte de celle de la surface. Cette distinction crée en France de nombreuses contestations entre propriétaires de la surface et concessionnaires du sous-sol ; elle en crée davantage encore dans les colonies, où une liberté plus grande est laissée à l'exploitant, qu'il soit agriculteur ou mineur, et où la détermination des droits de chacun est beaucoup plus difficile à établir. Dans le but de remédier à ce grave inconvénient, le législateur du décret néo-calédonien du 17 octobre 1896 crut devoir accorder au prospecteur, qui avait obtenu un périmètre minier sur les terres du domaine, un droit de priorité pour l'acquisition de tous les terrains situés dans sa con-

cession. L'institution de ce droit ne nous paraît pas être un tempérament bien heureux à l'inconvénient que nous avons relevé de la distinction établie par l'article 21 : De deux choses l'une, ou bien la propriété de la surface a été concédée avant la création de la mine et dans ce cas rien n'est changé dans les rapports que les deux propriétaires ont entre eux jusqu'à l'abandon par le propriétaire de la surface, de son titre ; ou bien celle-ci n'a pas encore été concédée quand prend naissance le droit du prospecteur sur le tréfonds, auquel cas l'exploitant pourra bénéficier de la faculté que lui accorde la loi ; mais nous retombons ici dans l'inconvénient précédemment vu de deux exploitations très différentes entre les mains de la même personne ; et si, comme la chose se produit, le concessionnaire ne veut se livrer qu'à l'extraction des métaux reconnus sur ses terres, il cède alors la propriété de la surface à un tiers, qui ne sera pas mieux protégé que le concessionnaire institué directement par l'État.

Pour les travaux effectués sur les périmètres miniers, la réglementation aurifère de Madagascar en 1896 (1) prescrit que « dans l'intérieur de tout périmètre, les exploitants des mines ont le droit d'établir des chemins d'accès et d'user de ceux qui sont établis, de créer des dérivations et des canali-

1. Article 25, alinéa 3.

sations d'eau, d'abattre les bois, d'occuper des terrains en dedans et en dehors de leurs lots d'exploitation ou de leurs concessions ». Ce décret différencie mal les terrains domaniaux des terrains privés, et cette différenciation ne sera pas mieux faite dans celui de 1897 sur les métaux communs. Les législations de 1902 (1) et 1907 par contre la formulent très nettement, et c'est à juste titre, puisque sur les territoires libres, l'exploitant se trouve avoir liberté à peu près entière pour les travaux qu'il entreprend à la surface, tandis que sur les terres cultivées, des restrictions sont apportées à cette liberté d'action.

Dès qu'il s'agit d'entreprendre des travaux dans une propriété privée ou sur des terrains mis en culture, le prospecteur doit préalablement obtenir l'autorisation du propriétaire. Dans le cas de refus, il peut s'adresser au commissaire des mines : « Si les propriétaires ou les autres exploitants réclament, dit l'article 25, § 3 du décret de 1896, l'exécution des travaux est subordonnée à l'autorisation du commissaire des mines. » Le décret de 1902 donne compétence au chef de la province pour accorder ou refuser l'autorisation : « L'occupation ne peut avoir lieu en propriété privée, à défaut du consentement du propriétaire ou de l'occupant régulier des terrains, que moyennant une autorisation donnée par le chef

1. Article 27, alinéas 2, 3 et 4.

de la province, après que les intéressés auront été entendus » (art. 27). Quant à l'article 28 du décret de 1897 sur les métaux communs, il interdit que tout travail souterrain soit ouvert ou poursuivi dans un rayon de 50 mètres autour des bâtiments de la surface avant qu'un mois se soit écoulé depuis l'avertissement donné au chef du service des mines et aux propriétaires des bâtiments.

Outre ces travaux effectués sur le périmètre minier lui-même, l'exploitant a le droit d'occuper en dehors de sa concession les terrains destinés à l'établissement de chemins d'accès, de dérivations et de canalisations d'eau.

Toutes ces atteintes à la propriété privée sont justement soumises à indemnités : « Tout mineur est responsable des dommages permanents ou temporaires causés par son exploitation aux propriétaires du sol » (décret de 1896, art. 26). Cette compensation s'étend aux mineurs qui, eux aussi, peuvent être lésés par l'exécution de travaux sur leurs propres périmètres pour le compte d'autrui. Le décret de 1897 est tout aussi formel : « L'exploitant d'une mine est tenu de réparer les dommages occasionnés à la surface par les travaux de la mine » (art. 29, § 1). Il donne au prospecteur le droit d'occuper temporairement, avec autorisation du chef du service des mines, et après paiement de l'indemnité annuelle prévue à l'article 33, les terrains situés

dans son périmètre et nécessaires à l'exploitation ou à la préparation mécanique des minerais, au lavage des combustibles, ou encore à l'établissement des voies de communication exclusivement destinées à relier la mine avec ses dépendances ou avec des voies publiques. Il tolère aussi, sous autorisation du résident et toujours après paiement de la même indemnité, l'occupation des terrains situés en dehors de la concession et nécessaires à l'exécution des travaux de secours, comme les puits et galeries d'aérage, d'épuisement et de sortage (art. 31, § 2).

La détermination du montant de l'indemnité appartient en 1896 au juge français toutes les fois que la contestation ne s'est pas élevée uniquement entre indigènes. La loi de 1902 défère de même aux tribunaux civils toutes les contestations relatives aux indemnités que peuvent réclamer les propriétaires ou occupants du sol.

La somme à payer par l'exploitant au propriétaire de la surface est généralement fixée au double du revenu net qu'aurait produit le sol occupé. L'article 33 du décret de 1897 fixe qu'elle sera payable d'avance, au début de chaque année d'exploitation, et donne au propriétaire le droit de requérir du tribunal l'acquisition des parcelles qui auront été occupées pendant plus d'une année ou qui, après les travaux, ne seront plus propres à l'usage auquel

elles étaient destinées. *L'indemnité* d'acquisition est réglée au double de la valeur de la propriété.

La même réglementation est reprise par le décret de 1902, qui détermine le prix du terrain, en cas d'occupation de plus d'une année ou de dommage permanent, au double de la valeur qu'il possédait avant l'occupation. Mais en plus, il parle des taxes à prélever par l'Administration sur les exploitants qui, en terrain domanial, établissent des passages, creusent des canalisations d'eau et abattent les bois.

Le décret de 1896 déclarait que les taxes concernant ces droits feraient l'objet, sur la proposition du commissaire des mines, de tarifs homologués par le résident général, après avis du directeur des domaines. L'article 27 du décret de 1902, § 9, fait fixer ces mêmes taxes par le gouverneur général, sur la proposition des chefs de service des domaines et des eaux et forêts.

Cette législation relative aux indemnités pour dommages temporaires ou permanents rappelle dans ses détails notre loi métropolitaine de 1810 qui fixe, elle aussi, la somme à payer au double du préjudice causé et permet d'exiger du concessionnaire l'acquisition du sol, quand l'occupation enlève au propriétaire sa jouissance pendant plus d'un an, ou qu'elle nuit pour l'avenir à la culture de ses terres.

En France, il existe, en outre, une redevance

tréfoncière en faveur des propriétaires du sol : par le fait seul qu'un concessionnaire de mines a obtenu l'autorisation d'exploiter sur le terrain d'autrui, il est en quelque sorte son locataire pendant toute la durée des travaux. A Madagascar, le prospecteur n'est pas soumis à cette redevance. On explique cette différence parce qu'en France, la propriété foncière a devancé la propriété minière et qu'il était juste de donner à la première une compensation pour l'atteinte dont elle avait à souffrir. A Madagascar, on peut soutenir qu'il n'existait pas de véritable propriété foncière au moment de la conquête, Des Malgaches pouvaient être établis de père en fils sur la même terre, ils ne possédaient pas à proprement parler de propriété, et il n'y avait pas injustice à grever d'une servitude les terres qu'ils cultivaient. Quand, d'autre part, l'État accordait aux concessionnaires des terres agricoles, il était maître absolu et pouvait réserver à la propriété minière, qui déjà avait fait son apparition dans l'île, certains droits dont il grevait par là même les propriétaires fonciers.

SECTION II

Vis-à-vis de l'État.

Si nous avons trouvé une certaine relation entre la législation de la métropole et celle de Madagascar au point de vue des droits et obligations des exploitants envers les tiers, nous ne rencontrerons entre les deux réglementations que des analogies assez restreintes, en ce qui concerne les droits et obligations des exploitants envers l'État. De même que nous avons trouvé une différence fondamentale dans le régime des terres en France et dans les colonies, de même les conditions d'exploitation y varient de telle sorte que le législateur est amené à modifier la taxation avec chaque colonie. La détermination de cette taxe est des plus délicates, car son incidence est très grande, et de plus, elle doit se renouveler fréquemment pour suivre pas à pas les étapes de l'exploitation.

En France, on distingue deux redevances : l'une fixe, l'autre proportionnelle. La première est calculée d'après l'article 34 de la loi de 1810, sur la base de 10 francs par kilomètre carré ; la deuxième varie

avec la production et c'est à la loi de finances à déterminer chaque année son montant (1).

La raison d'être de ces taxes aux colonies est d'écarter des exploitations les prospecteurs fictifs, n'ayant pour but que d'accaparer des terrains pour les faire valoir aux jours de spéculation. On comprend qu'elles risquent également de détourner les colons sérieux et qu'on ait pris, dans certains cas, des mesures spéciales pour en contrebalancer l'effet. Ainsi, à Madagascar, où le prospecteur n'est assujéti à aucune redevance, d'après le décret de 1896, quand il a pris possession d'un périmètre sur lequel son *miner's right* lui donne un droit exclusif de recherche, il reste la taxe initiale de 25 francs versée avant toute prise de possession ; mais, en Guyane, pays d'aventuriers, il a fallu aller plus loin et rendre gratuit le permis de recherche, (loi du 18 mars 1881) sous peine de voir les mines délaissées par ceux qui les prospectaient.

Dès la première réglementation minière de Madagascar, nous trouvons trace des deux redevances fixe et proportionnelle de la législation française de 1810, bien que sous une autre forme. A cette époque, la taxe fixe consiste pour le prospecteur dans le versement de 25 francs pour acquérir le droit de

1. Dans la plupart des colonies, c'est un décret qui le fixe, il n'y a d'exception que pour la Guyane et l'Afrique.

recherches (art. 4 du décret de 1896). La taxe proportionnelle grève l'exploitation suivant l'étendue des périmètres. Le Service des mines détermine cette taxe lors de leur ouverture, sans tenir compte de la production. Ce n'est qu'après deux ans qu'il pourra la réviser et la calculer pour qu'elle soit en rapport avec la quantité de métal extrait. « Les taxes peuvent être révisées (art. 9, § 5) tous les deux ans pour tenir compte du rapport entre la teneur en or, métal précieux ou pierres précieuses, qui a servi de base à la taxation précédente et la teneur réelle constatée dans les six derniers mois. »

Le prix de location des lots d'exploitation différait pour chaque périmètre suivant la catégorie dans laquelle le Service des mines les faisait rentrer. Pour les alluvions moyennement riches et les diamants en roches, qui formaient la seconde catégorie, il s'élevait à 40 francs par mois. Il était de 35 francs seulement pour les terrains d'alluvions « pauvres, recouvertes et en roches » représentant la majorité des lots, qui rentraient ainsi dans la troisième catégorie.

Ce système de taxes ne visait que les périmètres des prospecteurs. Les Sociétés dont la concession, comme nous l'avons vu, ne pouvait être inférieure à une superficie de 50 hectares ni supérieure à 2.000, et à qui il était interdit de réunir dans l'île plus de 10 concessions (art. 22, § 1) payaient un droit fixe

de 5 francs par hectare et par an comme taxe de superficie (art. 23) ; elles étaient en outre assujetties à un droit *ad valorem* de 5 o/o sur les matières extraites. En réalité, elles avaient un droit d'option, « le droit d'opter entre la taxe à la surface établie pour les lots et un système fiscal spécial composé d'une taxe annuelle de surface égale au 1/10 de la taxe mensuelle établie pour les lots, par an et par hectare, et d'un droit *ad valorem* de 5 o/o sur les matières extraites jusqu'à concurrence d'une contribution totale égale à la moitié de la taxe pleine à la surface. Le droit fixe, poursuit l'art. 23, ne pourra toutefois descendre au-dessous de 5 francs par hectare et par an ».

En résumé, le régime fiscal de 1896 ne peut instituer d'impôt frappant la propriété minière, puisque, sauf enregistrement des lots, il n'y a que location. Il institue donc des taxes mensuelles, qui ont ceci de particulier, qu'elles sont *ad valorem*, en ce sens qu'elles sont plus ou moins élevées suivant la valeur présumée du gisement.

La perception se fait tous les mois, tous les six mois ou tous les ans, suivant qu'il s'agit d'un lot ordinaire, enregistré ou d'une concession.

Pour les ordinaires, si le détenteur n'a pas payé d'avance la taxe mensuelle, il a un délai de 5 jours ; passé ce délai, le commissaire des mines annonce la vente aux enchères pour le 25^e jour suivant.

Jusqu'à cette date, le mineur peut empêcher la mise en vente de son lot en payant la taxe due, plus une amende de 2 francs par jour de retard. S'il ne l'a pas fait, l'État est bénéficiaire de l'adjudication. Il peut se produire que celle-ci n'ait donné lieu à aucune offre ; dans ce cas, le lot est démarqué, et le terrain redevient vacant (art. 16).

Pour les lots enregistrés, le prospecteur a six mois pour s'acquitter de ses droits. Après ce délai, le commissaire fait sommation de payer la taxe de location et trois mois après, il met le lot aux enchères. Mais, contrairement à ce qui se passait au cas de lot ordinaire, le bénéficiaire de l'adjudication est ici l'ancien détenteur et non l'État. Ce dernier ne prélève sur le montant de la vente que les taxes dues et une amende de 50 francs (art. 20).

Enfin, pour les concessions, la procédure est la même ; la taxe de surface qui leur est spéciale est payable par année et d'avance ; la taxe *ad valorem* l'est par an, trois mois au plus après l'expiration de l'année sur laquelle porte la production. Si l'une ou l'autre de ces redevances n'est pas réglée, le terrain est vendu aux enchères, la concession est annulée et divisée par lots (art. 24).

La législation de 1896 renfermait donc deux taxes, l'une à la surface, l'autre *ad valorem*. La première n'est pas acceptable, car elle frappe dans son principe toutes les parcelles de terres, quelle que soit

leur valeur. Or, une société ne peut pas n'acheter que des terrains productifs, et elle se trouve grevée d'un droit plus ou moins lourd, suivant les cas, pour des lots qu'elle n'exploite pas. Certains objectent la compensation et disent que, si la taxe frappe des parties inexploitées de la concession, elle est la même pour les endroits riches, qu'elle ne grève que d'un droit *insignifiant*. Cette objection n'a aucune portée, car si les terrains productifs ne supportent qu'une taxe de superficie minime, ils sont soumis par contre à une taxe *ad valorem* plus ou moins forte, suivant précisément le mouvement de leur production.

Cette législation était trop compliquée pour être appliquée dans un pays au lendemain de la conquête. Un arrêté de mai 1897 remplace pour les régions non encore pacifiées ces taxes par un droit de 10 o/o sur la production.

Le décret du 20 juillet 1897 sur les métaux communs aggrave encore singulièrement les inconvénients relevés de la taxe de surface. Il en fait varier le taux suivant l'étendue de la mine : de 1 à 200 hectares, l'exploitant paie 1 franc par hectare ; de 1 à 500, il verse 2 francs ; la taxe s'élève ensuite à 3 francs par hectare en plus jusqu'à 1.000, à 4 francs de 1.000 à 1.500 et à 5 francs jusqu'à 2.500 ; elle n'est payable qu'à partir de la troisième année de la concession. Une telle fiscalité était faite en vue

d'éviter l'accaparement et donnait un grand avantage aux petites exploitations.

Le même décret fixe une redevance proportionnelle de 2 1/2 0/0 de la valeur marchande des produits extraits, calculée sur le carreau de la mine, d'après l'extraction du précédent semestre (art. 23, *in fine*).

Les redevances fixe et proportionnelle sont en effet payables par semestre et d'avance ; la déchéance du concessionnaire est prononcée, si elles n'ont pas été acquittées dans l'année qui suit leur exigibilité : « En cas de retard de six mois dans le paiement de l'une de ces taxes, l'Administration met en demeure le concessionnaire de s'acquitter dans les six mois suivants, faute de quoi, la déchéance est prononcée » (art. 25).

Les articles 26 et 27 déterminent les suites de la déchéance. La mine est mise aux enchères dans un délai de six mois, l'adjudication est annoncée au moins trois mois à l'avance ; si elle ne donne lieu à aucune offre, la concession est annulée, sinon l'Administration prélève sur la somme versée immédiatement par l'adjudicataire le montant des redevances dues et une amende de 10 francs par hectare ; l'excédent est remis au concessionnaire déchu.

Cette réglementation appelle deux observations :

1° L'exploitation n'est soumise à aucune redevance fixe pendant deux années ; une telle suppres-

sion de droits a certainement l'avantage de permettre le développement de la production avant qu'elle soit entravée par des frais généraux trop considérables, mais sitôt les deux années écoulées, l'exploitation se trouve très embarrassée pour le paiement de la taxe, et si la mine n'a pas donné les résultats attendus et que la direction des travaux ait mal établi ses prévisions de charges, le concessionnaire peut à ce moment se trouver dans l'impossibilité de faire face à ces frais et être obligé d'abandonner ses lots. En pratique, le cas ne se présenterait guère que pour les concessions de 2.000 hectares et plus, et pour celles-ci, des exonérations de taxe interviennent le plus souvent, qui les mettent à l'abri de ce danger. Quoi qu'il en soit, il nous semble préférable de frapper l'extraction dès les débuts de l'exploitation, comme en Annam-Tonkin, d'un droit faible, qui ne risque au moins pas d'amener un brusque changement dans la situation d'une concession parfois peu prospère ;

2° La redevance proportionnelle frappe tous les produits extraits qu'ils soient utilisés ou non dans la colonie. Nous remarquons, là aussi, une différence entre la réglementation de Madagascar et celle du Tonkin, où seuls sont frappés les produits exportés.

La taxe de surface reconnue mauvaise devait disparaître pour les mines d'or en 1902. Comme précédemment, nous retrouvons dans la législation du

20 février les taxes de recherche et celles d'exploitation. Les premières comprennent d'abord le coût du permis de recherche, soit 100 francs la première année, 200 la seconde et 500 la troisième, puis un droit de 10 o/o *ad valorem*, sur les produits de la recherche. Quant à l'exploitation, elle est dorénavant soumise à une taxe de 5 o/o de la valeur des matières extraites au lieu d'extraction (art. 23, § 1). Pour permettre au commissaire des mines dont relève l'exploitation de calculer la taxe due, chaque exploitant doit adresser pour chacune de ses exploitations, dans le délai d'un mois après l'expiration de chaque trimestre, l'indication du montant total de sa production pendant le trimestre écoulé. Les bases de l'évaluation sont fixées chaque année par arrêté du gouverneur général. La somme minima à payer pour chaque trimestre échu est de 250 francs pour chaque exploitation ; toutefois ce minimum est exigible d'avance et demeure dans la caisse de la colonie jusqu'à la liquidation du compte du dernier trimestre d'exploitation sur lequel le montant réglé d'avance est défalqué de la taxe due.

Si le commissaire des mines met en vente l'exploitation, comme sanction de la non observation des prescriptions du décret, les 250 francs sont acquis à la colonie, à titre d'amende (art. 24, dernier alinéa).

Autant ce règlement était simple, autant le suivant fut compliqué et d'une application difficile. On sait

de quelle façon et sur quels motifs fut promulgué le décret du 23 juin 1905. Croyant avoir à faire à Madagascar à un champ d'or uniforme et de teneur égale aux meilleures terres du Transvaal, le ministre des Colonies voulut relever toutes les taxes. Pourtant, dans le but de développer la prospection, il en réduisit une, celle des permis de recherche qui fut abaissée à 25 francs. Le droit de prorogation fut diminué de moitié, soit 100 francs la première année et 250 francs la seconde.

Cette légère concession était bien faible par rapport à l'aggravation considérable des droits que l'exploitation devait subir. On renouvait d'abord l'ancienne taxe de superficie connue du décret de 1896 ; mais pour détruire son arbitraire, on imaginait entre gisements filoniens et gisements alluvionnaires une distinction, qui devait assurer l'équité dans la répartition de la taxe. En fait, on délaissait l'inégalité de 1896 pour retomber dans une autre beaucoup plus criante en ne donnant pas à ce droit une base d'évaluation raisonnable. L'article 23, § 1, est ainsi conçu : « Toute exploitation est soumise à une taxe superficielle annuelle par hectare, toute fraction d'hectare comptant pour 1 hectare, fixée à 2 francs pour les gisements alluvionnaires et à 100 francs pour les gisements filoniens. » On se reporte naturellement à la définition du gisement filonien, qui doit établir une caractéristique très précise et nous

tombons sur le paragraphe 2 de l'article 19 qui déclare, « qu'un arrêté du gouverneur général fixe le caractère du gisement ». Ainsi donc, l'évaluation de la taxe à payer par une exploitation est en définitive laissée au bon plaisir de l'Administration, et par suite donne lieu à des contestations sans nombre entre les prospecteurs et le service des mines.

Le décret déclare en outre que la taxe de 100 francs s'applique uniquement à la surface des gisements filoniens proprement dits et que le reste de la superficie du périmètre d'exploitation est taxé au même taux que les gisements alluvionnaires.

Une seconde taxe atteint les produits. C'est un droit *ad valorem* de 5 o/o sur les matières extraites au lieu d'extraction, dont la base d'évaluation est déterminée chaque année par arrêté du gouverneur général, et qui ne peut être inférieure à 65 francs par trimestre pour chaque exploitation.

Enfin, une troisième taxe, qui découle des idées fausses qu'on avait en 1905 sur la véritable richesse minière de l'île, vient détourner les grandes sociétés d'entreprendre des travaux à Madagascar. Les bénéfices dépassant 250.000 francs sont, en effet, grevés d'un droit supplémentaire de 5 o/o. Le rapport du ministre, pour justifier ce véritable impôt sur le revenu, déclare que les autres taxes ne peuvent suffire pour les exploitations donnant des bénéfices exceptionnels ; aussi veut-il frapper d'une participation

fixée à 5 o/o l'excédent des bénéfices nets au delà du chiffre annuel de 250.000 francs. C'est là une nouvelle inégalité dans la perception des taxes pour chaque exploitation. Une société se constitue au capital de 5.000.000 ; les 250.000 francs non grevés par la taxe supplémentaire représentent un intérêt de 5 o/o très faible, si on considère les risques encourus par les capitalistes ; au-dessus de ce taux, leurs bénéfices seront grevés d'un droit supplémentaire de 5 o/o alors qu'un prospecteur ou qu'une petite société aux moyens bien moindres pourront percevoir un intérêt de 20 à 25 o/o et quelquefois plus, sans que le total des bénéfices atteigne cette somme de 250.000 francs, au-dessus de laquelle fonctionne la taxe supplémentaire. On ne peut comprendre cette mesure que comme un moyen de prévenir l'accaparement, et là encore, elle ne s'explique pas, car rien n'est plus facile que de tourner le décret. Au lieu d'une société, disposant de capitaux importants, on en créera deux et plus, indépendantes aux yeux de la loi, et qui se trouveront au fond entre les mains des mêmes lanceurs d'affaires ; c'est du reste ce qui s'est produit au moment du boom malgache. Cette taxe supplémentaire ne s'explique donc pas, elle n'aurait sa raison d'être que dans un pays extrêmement riche où les capitaux pourraient rapporter un très fort intérêt, de telle sorte que de petites sociétés puissent atteindre ce chiffre minimum de

250.000 francs comme bénéfices nets. Nous sommes bien loin de ces résultats. Enfin, quand bien même cette mesure se soutiendrait en fait, comment déterminer les bénéfices des sociétés et des prospecteurs ? Le ministre ne veut pas de procédés vexatoires et compte les apprécier par le système de la déclaration contrôlée. Est-ce bien raisonnable d'appliquer dans un pays qui n'est pas encore complètement civilisé un procédé si délicat qu'on n'ose même pas employer dans la métropole à l'heure actuelle ?

D'autre part, il paraît équitable au ministre de prévoir la réduction ou la suppression de la taxe de 5 o/o sur les matières extraites pour les exploitations de gisements filoniens quand, pendant la période de début, les dépenses de premier établissement faites en vue d'installations de machines et d'outillage viendraient à absorber tout le produit net. Cette prévision du ministre fait l'objet de l'article 24, § 3, et crée une nouvelle cause d'inégalité dans la colonie. Sans doute, l'industrie aurifère ne peut que profiter de ces exonérations, mais il appartient au gouverneur général de statuer sur les demandes formulées par les exploitants et nous sommes encore une fois devant l'arbitraire administratif si néfaste dans des matières délicates comme celle des mines.

La fin de l'article 24 et les articles 25 et 26 sont une répétition des articles correspondants de la réglementation de 1902 ; un paragraphe spécial fixe pour-

tant qu'après chaque année d'exploitation, dans un délai maximum de dix mois, tout permissionnaire devra adresser au gouverneur général les renseignements nécessaires à l'établissement, s'il y a lieu, de la taxe sur les produits nets dépassant les 250.000 fr. prévus.

Le ministre terminait son rapport en déclarant que son projet paraissait répondre assez exactement aux préoccupations de l'heure présente et aux prévisions de l'avenir, et que ses dispositions avaient un caractère définitif. L'avenir prouva qu'il y avait eu erreur et que cette législation n'était, au contraire, pas faite pour le pays auquel elle était destinée. Il fallut revenir à l'ancienne réglementation de 1902, comme le fit le décret de 1907 (23 mai). On augmenta seulement la taxe *ad valorem* qui de 5 o/o passa à 7 o/o. Le minimum à payer pour chaque exploitation sera désormais de 150 francs, s'il s'agit de terrains alluvionnaires, et de 1.000 francs, si ce sont des gisements filoniens. Il n'est plus question de taxe de superficie, pas même d'un droit de statistique de 0,20 que présentait le projet de M. Augagneur pour la remplacer.

Avec l'importance qu'entraîne pour les colons une fiscalité plus ou moins lourde, on conçoit les réclamations qui ne pouvaient manquer de se produire avec le décret de 1905 si préjudiciable à leurs intérêts. La taxe est redevenue normale, elle a été en

quelque sorte voulue des prospecteurs, puisque ceux-ci ont été admis à faire connaître leur opinion au moment de la préparation du décret ; on peut donc espérer qu'il sera définitif puisqu'il sauvegarde les intérêts de la colonie et qu'il n'impose pas aux exploitants des charges hors de proportion avec leurs gains. Du reste, la période qui s'est écoulée depuis sa promulgation accuse un développement sensible de l'industrie minière dans l'île, auquel n'est pas étrangère la nouvelle réglementation.

CHAPITRE V

FIN DU DROIT D'EXPLOITER ET PÉNALITÉS

La loi de 1810, modifiée par celle du 27 avril 1838, prévoit comme causes de déchéance du droit d'exploiter :

1° Le fait de restreindre ou de suspendre l'exploitation, quand il en résulte des inconvénients pour la sûreté publique ou les besoins des consommateurs (art. 49 de la loi de 1810) ;

2° Le non paiement dans les deux mois de la sommation, des dépenses occasionnées par l'assèchement des mines après inondation (art. 6 de la loi du 27 avril 1838) ;

3° Le non paiement des frais engagés par l'Administration dans les cas où elle a le droit d'exécuter des travaux dans les mines à la charge des concessionnaires (art. 9 de la loi de 1838).

Le décret de 1852 (23 octobre) prévoit une nouvelle cause de déchéance, si plusieurs concessions

sont réunies par un exploitant, sans autorisation du gouvernement.

Enfin, l'exploitation prend fin par l'abandon de la mine, c'est-à-dire par la renonciation aux droits acquis ; mais celle-ci ne peut avoir d'effet qu'autant qu'elle est acceptée.

Contrairement à ce que nous voyons pour la législation métropolitaine, les décrets coloniaux relatifs aux mines ne connaissent guère comme entraînant la déchéance que le non paiement des taxes. Il ne faut pas croire qu'un exploitant soit déchu de ses droits parce qu'il aura cessé d'extraire à Madagascar les minerais ou métaux pour lesquels il a obtenu son permis. Les conditions ne sont pas les mêmes en France et aux colonies. On comprend qu'on ne tolère pas chez nous qu'un propriétaire de mines abandonne pour un temps sa production, et conserve néanmoins ses droits pour reprendre l'extraction à un moment donné. Il y a là en jeu un intérêt général qu'on ne peut pas méconnaître. La terre a trop de valeur en France, et la production de chacun est trop nécessaire à la collectivité pour qu'on laisse toute liberté aux exploitants. Du reste, ces derniers n'ont pas pu s'engager dans une affaire aussi importante que des travaux de mines, sans en connaître tous les aléas ; les fonds d'amortissement créés dans les moments favorables de l'exploitation doivent diminuer pour eux les effets de la crise, quand elle se

produit. Mais à Madagascar, les mêmes raisons n'ont plus aucune force : les terrains, dans la plus grande partie du pays, n'ont de valeur que par les produits qu'on en extrait ; l'exploitation est encore trop à l'état de tâtonnements pour que les hauts et bas dans la production se fassent beaucoup sentir en dehors de l'île ; enfin, les prospecteurs sont souvent ignorants, insoucians, et la moindre crise les atteint tout particulièrement. S'ils peuvent conserver leurs droits pendant les moments de production difficile, tout en arrêtant leur exploitation, ils ont chance de se relever, quand les conditions économiques défavorables dont ils souffraient auront cessé.

Le vice du système transvaalien, qui laissait n'importe quel mineur muni d'un *miner's right* s'emparer d'un claim abandonné momentanément par son propriétaire, est apparu si clairement, que la loi du 1^{er} septembre 1891 a supprimé cette déchéance si rapide. On ne pouvait guère en effet lui reconnaître d'autres avantages que celui de maintenir toujours l'extraction dans les périmètres miniers ; cet avantage était plus apparent que réel, car si un premier exploitant avait abandonné la mine, il était bien vraisemblable qu'elle n'était pas d'une teneur suffisante, et peut-être aurait-on mieux fait de laisser les prospecteurs nouveaux rechercher d'autres champs d'or plutôt que de les engager à se mettre à l'affût des concessions délaissées.

A Madagascar, l'exploitation minière prend fin pour deux causes principales :

1° L'abandon ou la renonciation ;

2° La déchéance,

auxquelles nous pouvons ajouter une troisième : l'extinction du permis de recherches accordé avec droit de vente des produits extraits.

Nous avons eu l'occasion d'étudier déjà cette dernière cause, ainsi que la première ; il ne nous reste donc que la déchéance, et celle-ci nous amène à parler des pénalités encourues pour les infractions aux prescriptions contenues dans les différents décrets miniers de l'île, puisque toute une partie de ces pénalités vise la perte des droits acquis par le prospecteur sur son périmètre minier.

En France, malgré le texte de la loi de 1810, article 13, qui qualifie les infractions aux lois sur les mines, de contraventions, il faut reconnaître qu'elles constituent de véritables délits, puisqu'elles sont punies d'amendes dépassant 16 francs, et qu'elles sont du ressort des tribunaux correctionnels.

D'une façon générale, la législation coloniale est plus explicite et plus développée que la législation métropolitaine. Le décret de 1896, dans son article 28, après avoir déclaré que les contraventions aux prescriptions établies par lui sont dénoncées et constatées comme des contraventions en matière de police, attribue aux commissaires des mines la qua-

lité d'officiers de police judiciaire dans l'étendue des périmètres miniers. Il leur appartiendra de dresser les procès-verbaux contre les contrevenants, et c'est en leurs mains que les agents de la force publique devront les affirmer dans le délai d'un mois (art. 29).

L'article 30 règle la question de procédure : « Les procès-verbaux seront, suivant la situation des lieux, adressés en original au procureur de la République près le tribunal de première instance, ou à l'officier du ministère public près la justice de paix à compétence étendue, qui sera tenu de poursuivre d'office les contrevenants à l'audience correctionnelle du siège, sans préjudice des dommages-intérêts des parties.

Pour les pénalités, le décret de 1896 pose d'abord une règle générale et inflige des amendes de 5 à 100 francs et des emprisonnements de un à cinq jours aux contrevenants de la présente loi. Mais aussitôt, il passe du général au particulier et examine quelques cas intéressants dans son article 32.

C'est ainsi qu'il punit d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours ceux qui se livrent sans permis aux recherches, les concessionnaires et marchands de métaux précieux, qui ne tiennent pas leurs livres régulièrement ou refusent de les montrer à l'Administration.

L'amende est la même, mais l'emprisonnement va de quinze jours à deux ans pour ceux qui établissent, détruisent ou déplacent de façon illicite des signaux

de recherche, marquent ou démarquent des lots, falsifient les dates inscrites sur leurs permis (art. 33).

Enfin, l'amende peut atteindre de 1.000 à 25.000 francs et l'emprisonnement de trois mois à trois ans, lorsque les prospecteurs se livrent sans permis à l'exploitation des matières précieuses, ou que les commerçants d'or le vendent sans patente. La même peine est applicable aux acheteurs habituels d'or et de pierres précieuses, quand ils traitent avec des personnes non munies de permis d'exploitation ou de licence de vente (art. 34).

Les articles 32 et 34 *in fine* ordonnent, en outre, la confiscation des matières saisies.

Des dispositions analogues se rencontrent dans le décret de 1897 sur les métaux communs. L'amende est la même, mais l'emprisonnement varie de un à huit jours pour toutes infractions aux prescriptions de la loi ; c'est le principe général posé par l'article 31 du décret de 1896.

Nous passons ensuite aux cas envisagés spécialement :

L'article 38 fixe une amende de 100 à 1.000 francs et un emprisonnement de huit jours à trois mois pour ceux qui déplacent ou falsifient les bornes délimitant les terrains de recherche, qui fouillent dans les terrains réservés, qui extraient illicitement des matières concessibles, qui ne tiennent pas leur livre d'extraction de façon régulière ou refusent de le

communiquer aux agents de l'Administration (art. 38).

On voit que dans ce seul article sont contenus les différents cas des articles 32, 33 et 34 du décret réglementant les matières précieuses. Il est naturel que les pénalités aient été considérablement réduites, puisque les produits de l'extraction ont une valeur bien moindre. On comprend mal, du reste, la sévérité excessive du décret de 1896 ; il est vrai qu'elle existe en principe seulement, car en fait, les tribunaux ont toute latitude pour prononcer la peine. L'article 36 leur accorde, en effet, le droit de réduire l'emprisonnement au-dessous de six jours et l'amende au-dessous de seize francs et de prononcer l'une ou l'autre de ces peines, à condition qu'elle soit plus élevée que celles de simple police. Ceci est possible même en cas de récidive ; rien de spécial, par conséquent, pour la répétition des mêmes délits. La loi française de 1810 traitait, au contraire, à part cette question de récidive.

Quant au mode de perception de l'amende, elle pouvait être payée comme les taxes et les droits en numéraire français ou en or brut au titre minimum de 90 0/0 qu'on évaluait à 2 fr. 70 le gramme.

La réglementation de 1902, très longue et très complète en ce qui concerne les sanctions et pénalités établies contre les contraventions aux prescriptions fixées, est toujours en vigueur, le décret de

1905 n'ayant pas traité cette matière et celui de 1907 copiant le titre VI du décret de 1902.

Les articles 29 et 30 énumèrent les cas d'annulation des permis de recherche et d'exploitation.

Les périmètres pour lesquels la déchéance a été prononcée sont mis en adjudication suivant une procédure que nous connaissons et qu'établit l'article 31 (voir également les articles 32 et 33).

Les pénalités prévues par le décret de 1902 sont les mêmes que celles du décret de 1896, les amendes pouvant aller de 5 à 25.000 francs et l'emprisonnement de un jour à trois ans. La division des cas spéciaux est analogue à celle des articles 34, 35 et 36. Rentrent seulement dans l'article 34 et sont, par conséquent, punis d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours les exploitants qui font une déclaration de production inférieure à l'extraction réelle.

L'article 37 a fait l'objet de nombreux commentaires à cause de sa sévérité. Il refuse tout titre pendant une année aux titulaires de permis de recherche ou d'exploitation et commerçants en matières précieuses, condamnés par application de l'article 34. Il est plus sévère encore pour les condamnés des articles 35 et 36 pour lesquels ce refus s'étend à deux années.

La législation de 1902 s'inspire de celle de 1896 dans ses articles 38 et 39 qui fixent les personnes

compétentes pour dresser les contraventions, les conditions dans lesquelles elles le sont, ainsi que les tribunaux auxquels les délits et contraventions sont déférés. Ceux-ci ont toujours le droit de réduire les peines (art. 42), et les amendes sont payables comme en 1896, sauf que l'or brut servant au paiement est évalué sur la base fixée par arrêté du gouverneur général pour le calcul des taxes, au lieu d'être estimé uniformément à 2,70 pourvu qu'il soit au titre de 90 o/o (1).

Enfin, les matières précieuses confisquées sont déposées contre reçu dans une caisse publique de la colonie par l'agent qui les a saisies, en attendant que les tribunaux aient statué. Dans tous les cas, le gouverneur général peut transiger avant le jugement définitif, mais les poursuites continueront, si le montant de la transaction consentie n'a pas été acquitté dans le courant du mois qui suivra la notification (art. 40 et 41).

1. Maintenue en 1902 et en 1907, cette prescription a été supprimée par décret au 7 novembre 1908.

TROISIÈME PARTIE

L'ARRÊTÉ DU 3 JUIN 1905

SES CAUSES. — SES EFFETS

Cet arrêté du 3 juin 1905, qui ne devait pas être longtemps en vigueur, est très intéressant à étudier, d'abord parce qu'il fut promulgué dans une période mouvementée de l'industrie minière à Madagascar, puis, parce qu'il renfermait une législation malheureuse, bien différente de celle établie jusque-là, et qui, par sa sévérité excessive, était amenée à disparaître fatalement, à moins que l'extraction de l'or ne vint prendre dans la grande île un prodigieux développement. Il fut élaboré peu après l'affolement qui se produisit sur le marché de Lyon relativement aux valeurs du Syndicat Lyonnais et s'explique un peu par le grand espoir qu'avaient conçu à ce moment de puissants financiers dans l'avenir aurifère prochain de notre colonie.

La Bourse de Lyon revoyait en avril 1905 des jours presque aussi spéculatifs que ceux qui précédèrent

le krac de l'Union Générale ; ils étaient dûs à la découverte d'un filon d'or dans la région de Beforona, à proximité de la voie ferrée et à quelques kilomètres de Fanaovana. Ce filon était situé sur les gisements du Syndicat Lyonnais de Madagascar, qui comprenait 42 concessions. Les prospections faites laissaient évaluer à 72 millions sa valeur, et comme on se trouvait en présence de quartzites mélangées de sulfures d'or, minerais fréquents dans l'île, on en concluait avec un emballement exagéré que la plupart des quartzites étaient aurifères. Les actions du Syndicat émises à 200 francs au nombre de 2.200 montèrent par sauts brusques de 1.000 francs jusqu'à 11.900 et la Société d'Anasaha, filiale du Syndicat, dont les actions avaient été émises à 25 fr. atteignit le cours de 1.450 francs.

Dans les milieux d'affaires sérieux, on voyait avec appréhension la spéculation se porter sur ces valeurs, car la hausse des titres ne reposait guère que sur des données très vagues : les agents malgaches de M. Boussand, directeur du syndicat, peu compétents en matière de mines d'or, avaient écrit qu'ils venaient de découvrir un filon extrêmement riche dans les terres d'Anasaha ; on télégraphia aussitôt de le faire reconnaître, et M. Lacroix, contrôleur des mines, délégué par le général Galliéni pour en faire l'étude, en évalua l'or à 28 millions. On ne possédait pas de renseignements plus précis.

Le mouvement s'accroissait dans les premiers jours de mai et l'agence Fournier annonçait que plusieurs financiers anglais étaient à Lyon pour s'entendre avec le syndicat dans le but d'introduire sur le marché de Londres les actions des mines de Madagascar. Dans l'île également, l'affolement avait eu sa répercussion : une telle découverte avait allumé la convoitise de tous ; les grands commerçants décidaient de joindre à leurs opérations commerciales une branche d'affaires qui leur laissait entrevoir de brillants bénéfices ; des agents de change de Lyon et Paris offraient même des capitaux à de petits groupes, comme celui de MM. Pochard, Bell et Villedieu, pour mettre leur entreprise en société.

Les belles espérances fondées sur les concessions du Syndicat Lyonnais ne devaient pas tarder à être déçues. La cote de la Bourse et de la Banque annonçait le 29 janvier 1906 que le dernier rapport de l'ingénieur, M. Chabert, ne constatait aucune amélioration dans la teneur du filon et que l'allure des travaux faisait même craindre sa disparition : le 14 mars 1906, la *Cote Européenne* nous informait que le Conseil de l'Anasaha et du syndicat avait décidé la suspension des travaux de recherches, dont les résultats étaient insignifiants, pour ne s'occuper que des alluvions, dont l'exploitation était en progression.

Il était trop tard et le gouvernement de la métropole, qui jugeait la législation minière trop élémentaire pour la recherche et l'exploitation des métaux précieux, profita des récentes découvertes pour abroger brusquement le décret de 1902. La décision prise par le ministre des Colonies le 28 mai et câblée immédiatement à M. Lepreux, gouverneur intérimaire de l'île, avait un double objet : empêcher l'afflux des prospecteurs d'or, qui déjà s'étaient abattus sur Madagascar, vers des régions où la tranquillité n'était pas encore rétablie et où l'on signalait précisément l'existence de gisements aurifères ; sauvegarder d'autre part vis-à-vis de ces mêmes prospecteurs les droits de l'État et de la colonie, que ne réservait pas suffisamment le décret de 1902 sur le régime minier. On interdisait ainsi jusqu'à nouvel ordre aux particuliers toute prospection des mines d'or. Seules pouvaient exploiter, les sociétés déjà pourvues d'une concession régulière, à la condition qu'elles limitassent leurs recherches aux terrains concédés. On crut même que le gouvernement transformerait en service de l'État l'exploitation des mines, le régime de la propriété du sol dans les colonies, lui permettant de revendiquer les richesses minières qui y sont découvertes.

Un tel arrêté violant d'une façon aussi manifeste les intérêts du plus grand nombre des colons devait soulever les plus vives protestations. *L'Écho de*

Madagascar publia un appel aux colons (1) et dans son numéro du 6 juin commentait avec la dernière violence une mesure aussi arbitraire : « Le ministre disait-il, informe la colonie qu'il prépare ou fait préparer un décret modifiant la loi minière en ce qui touche principalement l'étendue des périmètres de recherches et les droits soit à la sortie, soit pour la pose des signaux ; prenant ainsi tout à coup Madagascar pour le Pérou, le ministre désire que l'on ramène, comme en ce pays, les périmètres à la grandeur d'un mouchoir de poche et qu'on fasse payer le

1. Cet appel est ainsi conçu :

« Tout le monde sait que de récentes découvertes de gisements aurifères ont fait naître les plus belles espérances d'avenir pour Madagascar. Le plus grand nombre de colons s'improvisant prospecteurs ont, par leurs sacrifices personnels, par leur énergie et en risquant souvent leur vie, acquis des terrains miniers sous la foi d'une législation libérale sur laquelle ils devaient et ont encore le droit de compter.

« Le fruit de tous ces efforts, de toutes ces fatigues, les droits acquis si respectables sont méconnus.

« L'industrie aurifère, à la veille de son développement, dans laquelle le commerce local mettait légitimement son espoir, est menacée d'une entrave, d'un trouble profond, qui doit en arrêter l'essor, sinon le compromettre au profit peut-être d'ambitions occultes et de spéculations cachées, dont la puissance a pu influencer sans doute les pouvoirs publics de la métropole.

« Nous pouvons compter sur le concours des colons, membres du Conseil d'administration de la colonie, sur tous les chefs d'administration qui ont la connaissance de ce pays, qui en comprennent les difficultés économiques, qui connaissant nos luttes et nos efforts, ont appuyé nos revendications de toute leur autorité, sur nous-mêmes, qui nous réunirons tous dimanche pour discuter nos droits. »

plus cher possible chaque déclaration de poses de signaux. »

Une réunion de prospecteurs se tint le 4 juin. M. Joly, rédacteur de l'*Écho*, s'éleva « contre l'interdiction lancée dans un pays où l'on n'en était encore qu'à la période des recherches, à l'analyse et aux études ». M. de Villeneuve soutint « qu'il était injuste de causer de la sorte la ruine des prospecteurs malgaches au profit des financiers, dont les espérances et les appétits étaient éveillés par les récentes découvertes et le succès des propriétaires de riches placers dans l'Est ». M. Baudin ne comprenait pas « qu'on s'abaissât à torturer un texte pour lui faire exprimer ce qu'il ne dit pas : L'article 6 du décret de 1902 dispose que les travaux de recherches et les exploitations pourront être fermées dans certaines régions par arrêté du gouverneur général ; cela ne veut pas dire que celui-ci puisse suspendre complètement l'application de la loi dans l'île tout entière. D'autre part, il est inique, parce que la loi paraît défectueuse, de la supprimer d'abord, quitte à chercher ensuite par quoi on la remplacera. Enfin, pourquoi cacher les causes de cet acte », et M. Baudin s'écrie : « On n'a pas songé aux prospecteurs qui, après bien des luttes et des fatigues, découvrent tout à coup un gisement ; ils viennent apporter à l'Administration leur déclaration de pose de signaux, leur fortune. On les repousse pour laisser la place

aux financiers. » A l'issue de ce meeting, des télégrammes furent adressés au Président de la République, au Président de la Chambre, au ministre des Colonies, au général Galliéni, à la presse métropolitaine, tous à peu près conçus dans ces termes : « Assemblée colons proteste contre suppression illégale recherches minières ordonnée par colonie, supplie faire rapporter mesure. Compte sur sollicitude pour faire annuler mesure prise. »

Cette attitude violente des colons se manifesta, encore sous la forme d'une brochure intitulée *Mémoire sur l'arrêté du 3 juin*, qui, à l'analyse, nous fournira les causes et les conséquences de la suppression de la législation antérieure. Les raisons invoquées par le ministère pour faire admettre sa mesure sont du reste réfutées sans peine dans cet écrit :

On a dit d'abord que, dans le but de surélever les droits et taxes qui frappent l'industrie minière, on voulait reviser le décret de 1902, qui assurait insuffisamment les droits de l'État et de la colonie. Nous avons eu l'occasion de voir que bien peu nombreuses étaient, à cette époque, les exploitations industrielles en marche, et si quelques-unes existaient, il était encore bien difficile, pour ne pas dire impossible, d'établir un rapport entre la production et le prix de revient si variables l'un et l'autre. On considère Madagascar comme un pays d'or, où les

gisements ont été étudiés, où des usines ont été installées. On oublie qu'aux lieux réputés aurifères, la richesse du sol n'a pas été approfondie, qu'en admettant même qu'elle l'ait été, l'établissement d'une usine reviendrait fort cher dans un pays tourmenté, où à cette époque n'existait qu'une seule route carrossable pouvant être utilisée pour les énormes transports de matériel et de machines, où enfin le ravitaillement était si difficile et la main-d'œuvre insuffisante. C'est encore une industrie naissante que l'on attaque, alors qu'elle devrait être encouragée, et dont on retarde l'essor, quand le but du gouvernement de la colonie devrait être de l'amener par tous les moyens à un rapide développement.

Cette première raison met en avant les intérêts de la métropole et de la colonie, qui entrevoient dans les nouvelles taxes imposées aux prospecteurs la richesse convoitée.

Ces taxes se justifieraient, en outre, depuis l'incident financier de la ville de Lyon, qui témoignerait hautement de la valeur des mines malgaches. Les colons répondent aisément « qu'on ne peut trouver à la Bourse les éléments de l'assiette rationnelle des impositions sur l'industrie minière », et ils citent des chiffres cherchant à établir que sur les exploitations d'alluvions à la batée, l'exploitant paie 32 o/o, tandis que pour les exploitations indivi-

duelles, où les frais généraux sont moins élevés, les frais de taxes atteignent encore 18,75 o/o. Même dans ce dernier cas, un tel impôt gêne le développement d'une industrie neuve, à moins qu'on ne soit dans des conditions particulièrement avantageuses ; il est surtout lourd dans les débuts. Le *Bulletin économique de Madagascar*, dans son dernier fascicule de 1903, étudie la marche d'une petite exploitation industrielle faite au moyen de sluices dans un terrain relativement pauvre. Pendant le premier mois, le prix de revient du kilogramme d'or a été de 2.090 francs, soit un millier de francs de bénéfices, dont il faut défalquer la taxe de 150 francs, qui enlève au colon 15 o/o de son revenu net. Le deuxième mois, le bénéfice monte à 1.037 fr., le paiement de la taxe prend 14,20 o/o du résultat et dans les mois suivants, où le bénéfice moyen est de 1.124 francs, elle s'élève à 14,16 o/o.

Ces petites industries sont l'immense majorité et si la nouvelle législation était faite pour restreindre les bénéfices des grandes exploitations, elle manquerait son but et se faisait principalement sentir dans le monde des prospecteurs sans fortune.

En troisième lieu, le ministre prétendait que le décret de 1902 ne tenait pas suffisamment compte des intérêts des colons français, et que la nouvelle législation les protégerait contre les étrangers. Or, la colonie possédait, en 1905, 10.180 habitants euro-

péens dont 8.420 colons français et 1.760 étrangers. Parmi ceux-ci, on comprend les Mauriciens qui par moitié sont d'origine française et avec lesquels l'entente est parfaite, et les Afrikanders qui apportent avec leur expérience en matière de mines, les capitaux si rares dans la colonie. Si le résultat cherché était leur éloignement, la promulgation du décret du 3 juin les amena, au contraire, en foule, comme nous le verrons tout à l'heure, entraînant un mouvement effréné de spéculation sur les placers. On redoutait l'accaparement et la concurrence, mais l'accaparement est impossible à Madagascar ; quant à la concurrence, elle est nécessaire aux progrès de toute industrie. Du reste, si l'accaparement est mauvais en tant qu'il centralise entre quelques mains seulement toute une production, il est excellent en lui-même, quand il groupe par régions certains lots, et c'est pourquoi toutes les législations antérieures ont admis à côté de la petite propriété minière les grandes concessions faites aux sociétés. On arrive par ces groupements à l'étude approfondie et méthodique des terrains, à l'emploi économique et industriel des forces de la nature, à l'utilisation raisonnée d'une main-d'œuvre fuyante. Les faibles capitaux de chaque inventeur de mines peuvent se réunir à ceux de financiers puissants, sans que le prospecteur soit aucunement lésé.

Enfin, il était prématuré de parler d'accapare-

ment en mai 1905. Le 1^{er} juin, le nombre des permis délivrés atteignait 1.168 pour une surface de 15.000 kilomètres carrés à peine sur les 580.000 kilomètres carrés de superficie de l'île. D'autre part, 318 titulaires possédaient ces permis, ce qui ramène à une moyenne de 3 par tête les titres de propriété minière.

Le décret annoncé devait réduire la dimension des piquets aurifères ; il allait faciliter ainsi cet accaparement que l'on cherchait précisément à éviter. L'expérience du Transvaal est là pour le prouver. Le gouvernement boer avait fixé une dimension très faible au claim minier (125 m. 60 sur 47,10). Il était à ce point impossible pour les mineurs isolés de se cantonner réellement sur ce claim qu'on dût les réunir depuis 1895 en groupes de douze. On comprend, en effet, le défaut d'une organisation minière ayant à sa base une unité si faible de propriété : les frais généraux sont multipliés dans une proportion démesurée, et toute disposition d'ensemble est entravée par le mauvais vouloir d'un voisin. Il devient impossible au propriétaire de claim d'exploiter, et comme son lot a peu de valeur, il est englobé dans la concession d'un grand financier, qui ne lui laisse pas même une participation dans les bénéfices. C'est là véritablement que l'accaparement devient néfaste.

Les conséquences de la suspension brusque d'une

législation bien établie étaient désastreuses. Les prospecteurs qui, préalablement, avaient obtenu des permis de recherche, devaient se contenter d'exploiter les périmètres concédés. La mesure n'était encore qu'un demi-mal pour eux ; mais que devenaient les colons dont les premiers travaux touchaient à leur fin et qui étaient sur le point d'acquérir la propriété minière des terrains qu'ils venaient d'étudier ? Que devenaient enfin les prospecteurs nouveaux qui se lançaient dans les recherches aurifères, et qui représentaient l'espoir des découvertes futures ? Autant de personnes sacrifiées dans l'intérêt de la colonie !...

Bien plus, même les prospecteurs dont les poteaux-sigaux étaient placés avant la promulgation du décret, n'avaient plus aucun droit sur les gisements que la législation de 1902 leur réservait pourtant en jouissance, pourvu qu'ils eussent la priorité d'occupation. On peut voir là une véritable dépossession, puisque la pose du poteau-signal est le point de départ de la propriété, que confirme seulement la déclaration faite à l'Administration. Cette déclaration pouvait ne pas être faite au moment du décret, il n'en subsistait pas moins pour le prospecteur qui avait délimité tel ou tel terrain, une sorte de droit, dont la violation parut du reste si clairement, que le 23 juin, un nouveau décret autorisait l'enregistrement des demandes de permis, afin de fixer leur priorité et de sauvegarder les droits des colons

après la promulgation dans l'île de la réglementation nouvelle.

Une autre conséquence prévue de l'arrêté du 3 juin était de chasser les Afrikanders, précieux auxiliaires cependant par les nombreuses connaissances minières qu'ils apportaient dans un pays aussi neuf. On refusait dorénavant toute concession ; fatalement, les étrangers devaient quitter l'île ; c'est ainsi que raisonnait le législateur. Or, l'expérience fut loin de justifier ses vues. On croyait donner l'alarme aux capitaux étrangers disposés à venir à Madagascar, porter atteinte à la considération que les capitalistes avaient de la loi française, en leur enlevant toute confiance dans des règlements qu'un caprice peut rapporter sans cause apparente ni légitime. Le résultat fut tout autre, et si les étrangers ne vinrent pas dans l'île avec l'intention d'y faire des recherches approfondies dans des régions inexplo- rées, ce que leur interdisait le décret du 3 juin, ils y affluèrent dans le but d'accaparer les périmètres bien délimités appartenant aux premiers colons, et donnèrent ainsi aux terrains miniers une valeur de spéculation considérable.

Les premiers efforts en ce sens furent tentés par un lanceur d'affaires très audacieux : M. Jones, qui chercha à intéresser les capitalistes transvaaliens dans les régions nouvellement exploitées par M. Lecomte aux environs de Fianarantsoa. Le but

de la première société qu'il créa et qui comprenait l'achat de 14 piquets aurifères appartenant à ce prospecteur, était d'envoyer sur place un ingénieur spécialiste, de désintéresser le propriétaire, d'opérer le transfert des titres de propriété et de mettre en valeur l'affaire. Avec l'appui de MM. Julius Weill, Sam Weill, Karl Hanau, Wool Sampson et J.-B. Fergusson, hautes personnalités financières du Transvaal, il entra en pourparlers avec M. Lecomte pour 18 nouveaux piquets qu'il s'engageait à payer 15.000 livres sterling comptant, et 20.000 livres sterling en actions d'une livre. M. Jones formait ensuite deux sociétés : l'une au capital de 500.000 livres sterling pour l'exploitation des 14 premiers piquets, la seconde de 750.000 livres sterling pour les 18 autres, ou une seule de 1.250.000 livres sterling. Ces projets eurent un retentissement considérable dans le Sud-Africain, où l'on offrait déjà 3 livres sterling des actions des sociétés Jones, avant même que celles-ci fussent sur pied. L'avenir semblait si brillant qu'une exploitation électrique devait donner des profits mensuels dépassant 100.000 livres sterling, et récupérer le capital social en moins d'une année. Jones pensait même former une troisième société en achetant à M. Hanning une vingtaine de piquets argentifères.

Cet essai d'accaparement a pu déterminer le

ministre à rapporter la législation de 1902. En tous cas, l'arrêté du 3 juin ne fit qu'accélérer le mouvement. Un grand nombre de capitalistes afrikanders et un groupe important d'ingénieurs représentant de fortes maisons du Transvaal se rendirent sur place, c'est-à-dire dans la région de Mananjary, Fianarantsoa, pour essayer de lancer des affaires. Le colonel Sampson venu au nom d'un groupe de Johannesburg affirmait son intention d'acheter tout ce qu'il trouverait d'intéressant en terrains aurifères et assurait que les recherches de son ingénieur, M. Beyerlé, confirmaient entièrement les dires de M. Jones.

Deux syndicats furent formés :

Le premier comprenant 14 piquets sous la dénomination de W. B. Syndicate (Weil Beyerlé) au capital de 75.000 livres sterling.

Le deuxième de 18 piquets fondé sous les auspices de MM. Aubrey Wool Sampson (et dénommé A. W. S. Syndicate, pour un capital de même montant.

Ces concessions d'une superficie d'environ 13 kilomètres chacune et toutes d'un seul tenant présentaient une surface énorme à l'extraction et permettaient la grande exploitation.

Une société française essayait en même temps de se former sous la raison sociale : « La Compagnie française des Mines d'or de Madagascar ». Elle

était patronnée par M. Colson, industriel influent de la Réunion, qui venait d'effectuer un long voyage d'études au centre de l'île. Nous enregistrons là un des rares efforts faits par les capitalistes français pour s'intéresser aux affaires minières de la colonie, qui s'annonçaient si brillantes.

L'affaire Jones avait en effet sa répercussion partout. A Tamatave, ses actions se vendaient à forte prime et les renseignements venus de Johannesburg annonçaient la hausse continuelle des actions de la « Lecomte Madagascar gold Concession Cy », qui en juillet étaient cotées 14 et 15 livres sterling.

Ce mouvement était même favorable aux mines de nature différente, et parmi les nombreuses personnalités anglaises qui faisaient l'étude des terrains, M. Sohr avait en vue l'exploitation d'une mine d'asphalte et de gisements de pierres précieuses.

Entre temps, les nouvelles de la métropole très pessimistes au sujet de la prochaine législation minière attendue, n'arrêtaient nullement les spéculateurs dans leurs contrats à option. Pourtant, la *Vie Financière* annonçait au milieu de juillet, que dans un interview, le ministre des Colonies, M. Clémentel, aurait déclaré qu'il élevait de 5 0/0 à 25 0/0 le droit de sortie sur l'or.

Dans l'île entière, régnait la plus grande confiance. Les prospecteurs s'efforçaient de monter industriellement leurs entreprises et cherchaient à perfec-

tionner les anciennes méthodes et les appareils d'autrefois, en particulier par l'emploi du procédé sec pour la séparation de l'or des matières étrangères (1).

La spéculation atteint son plus haut degré en juillet et en août. Le 20 juillet, le *Moniteur des Tirages Financiers* annonce la formation de la Société Coloniale Minière, au capital de 200.000 fr., dont le président était M. Henri Bousquet. La *Cote Bourse et Banque* du 10 septembre donne cette information qu'un groupe anglais aurait proposé à la Compagnie Lyonnaise de lui acheter à option fin février ses alluvions de Betsiriry moyennant 3.000.000 en espèces et un tiers des actions de la société exploitante.

Les ingénieurs et prospecteurs anglais qu'a attirés l'affaire Jones prennent de tous côtés des options de six mois à tous les colons désireux de vendre leurs piquets. Ces options sont prises moyennant des paiements *cash* très modiques, par exemple 100 livres sterling, mais le chiffre d'achat définitif varie à l'infini. Pendant les délais d'option, les ingénieurs pousseront à fond leurs études, et si une

1. Dans certaines parties arides du Mexique, où le métal précieux se trouve mélangé avec du sable, les Indiens utilisent ce traitement. Les appareils construits à cet effet tirent avantage du poids spécifique relativement élevé de l'or, en se servant de courants d'air et certaines combinaisons de cribles. Les résultats furent négatifs à Madagascar.

seule affaire est bonne, les nouveaux concessionnaires ne tarderont pas à rentrer dans leurs débours.

Fin juillet, quatre groupes importants se trouvent en présence, représentant :

La maison Eckstein et C^o de Johannesburg.

La Consolidated Goldfields of South Africa Limited.

Les deux Syndicats anglais.

La Société Coloniale Minière, société anglo-française ayant son siège à Paris.

Le mouvement était tel que l'Union Castle Line, qui avait fait deux escales spéciales à Madagascar au début de juillet, songeait à établir un service régulier, que nécessitait l'affluence des nouveaux arrivants.

La publication du premier rapport de l'ingénieur, M. Pope, sur les périmètres des syndicats de M. Jones accrut encore la confiance générale. Il y disait : « I think your property one of immense value and when working on a large scale as one of the premier gold producers of the age. » Cependant, ses constatations manquent d'intérêt, surtout de précision. Ne pouvant se prononcer sur la teneur des gisements, il fait varier son estimation de quelques grains à quelques onces la tonne. Il ne connaît « que très imparfaitement le volume de terrain exploitable et craint que les chutes d'eau rencontrées sur les placers soient inutilisables à cause des difficultés et du coût des transports pour l'installation de puissantes

machines. » Néanmoins, sa publication eut pour résultat de faire remonter à 16 livres sterling les actions de la « Lecomte Madagascargold Concession Company » dont les cours commençaient à baisser.

Pourtant, dès septembre, l'effervescence se calme à Johannesburg, l'optimisme initial se dissipe. M. Pope vient en effet de faire un nouveau rapport sur les 18 piquets du deuxième groupe anglais et confesse qu'il s'est trompé. Malgré sa grande défiance des indigènes, et bien qu'il n'en gardât aucun autour de lui, il crut s'apercevoir que ses échantillons étaient truqués. Il remarqua alors qu'un Anglais probablement payé, laissait tomber une petite boule d'argile contenant de l'or dans le sac où il plaçait ses échantillons. Cette boule était ensuite broyée avec le reste et donnait des résultats surprenants (1). De semblables déclarations déprécièrent l'affaire Jones et engagèrent beaucoup d'ingénieurs à quitter le pays.

Après l'effondrement des syndicats Jones-Lecomte, le service projeté entre Madagascar et l'Afrique du Sud par « l'Union Castle Line » fut abandonné. Le dernier navire de cette Compagnie qui fit escale

1. En ce qui concerne le truquage que M. Pope avouait avoir subi, il est fréquent de la part des indigènes, qui se mettent de l'or dans la bouche ou dans les cheveux et le font tomber dans la batée à l'insu du prospecteur. Ou bien, ils « salent le terrain ». Cette opération consiste à décharger un fusil chargé de poudre d'or sur certaines roches réparées d'avance.

dans l'île au début de novembre emportait la plupart des chefs de groupe et en particulier MM. Wool-Sampson Beyerlé. Tous portaient désenchantés et manifestaient leur déception : ils étaient venus croyant trouver à Madagascar des affaires toutes prêtes et n'avaient rencontré que de faibles essais d'exploitation dans des terrains, qui le plus souvent n'avaient même pas été étudiés.

Quelques personnes aussi entreprenantes, mais moins désireuses d'établir de grosses affaires dans l'île, ne jugeaient pas l'avenir minier de Madagascar compromis par les désillusions qu'avaient causées les derniers renseignements connus de l'affaire Jones. Des contrats se passaient encore et un prospecteur, M. Presto, vendit à cette date 20 piquets au « Middleburg prospecting Syndicate », pour une somme de 200.000 francs.

Le commandant Freystatter, représentant d'un puissant Syndicat « la Compagnie Française des Mines d'or et de l'Afrique du Sud », arrivé en septembre, quitte Madagascar en novembre, sans avoir rien entrepris. Toutes les petites Sociétés qui se fondent à cette époque n'inspirent pas confiance. Seules, la Compagnie coloniale et l'Anasaha sont considérées comme durables.

Il est évident que certains faits prouvaient hautement le peu de fondement de plusieurs de ces Sociétés. Dans une vente aux enchères d'or saisi

par le service des mines, un M. Bresse, par exemple, achetait en octobre, pour le compte de la Société mixte de Madagascar, 1.400 grammes de métal à 3.250 francs. Il faisait ainsi une perte de plus de 150 francs, l'or étant à un titre de 920/1.000. Il déclarait à ceux qui s'étonnaient de cette façon de faire, avoir reçu de sa maison des instructions d'acheter aux enchères à n'importe quel prix et d'envoyer tout l'or qu'il se procurerait de la sorte.

Les cessions de piquets aurifères étaient si fréquentes qu'un bureau de renseignements se forma sous la raison sociale « Omnium Minier » ayant pour but de servir d'intermédiaire dans les constitutions de sociétés d'exploitation minière.

Le 22 novembre, un câblogramme du ministère exposait dans ses grandes lignes le décret paru à *l'Officiel* de France pour la réglementation de l'exploitation des Mines d'or de Madagascar. Le texte très peu clair ne permettait pas de se former une opinion sur les avantages et inconvénients de la nouvelle législation. On pouvait pourtant se rendre compte de l'aggravation sensible des charges fiscales, principalement pour les fortes exploitations. Or, à ce moment, bien que les ingénieurs fussent tombés dans une autre exagération, celle de dire que Madagascar ne renfermait nulle part de l'or, et bien que l'affaire Lecomte et le boom du Syndicat Lyonnais aient beaucoup nui à l'établissement de sociétés

solides reposant sur des capitaux suffisants et sûrs, il était probable que des capitalistes reviendraient les années suivantes et feraient une étude plus approfondie des gisements découverts. Par l'augmentation des taxes qu'instituait le décret du 21 novembre, il était à craindre qu'on écartât définitivement les capitaux de notre colonie.

Une des principales dispositions de ce décret maintenait l'article 3 de celui de 1902 prescrivant une taxe de 5 o/o *ad valorem* sur les produits de mines d'or et de métaux précieux avec minimum de 250 francs par trimestre pour chaque exploitation. Cette taxe acceptable autrefois ne l'était plus après la réduction au quart de la surface maxima des périmètres d'exploitation. Dans le but de favoriser les prospecteurs et les petits exploitants, le ministre des Colonies, sur la proposition du gouverneur général de Madagascar, réduisit ce minimum de taxe dans la même proportion que les périmètres, et la ramena au quart environ, soit 65 francs.

Malgré la promesse faite à plusieurs reprises par le gouverneur général d'apporter, après étude de la situation, tout le tempérament possible dans ce que la nouvelle législation minière pouvait contenir de trop sévère, le décret élaboré au ministère fut promulgué dans toute sa rigueur, sauf la légère modification que nous venons de signaler.

La seule comparaison entre le Transvaal et Mada-

gascon que fait M. Clémentel dans son rapport au Président de la République, afin de justifier la taxe de 100 francs par hectare pour les gisements filoniens, montre suffisamment dans quel esprit la loi fut élaborée et quelle confiance on avait au ministère dans la richesse minière de l'île. Ce décret ouvrait la porte aux fraudes de toutes sortes en stipulant que le gouverneur général pourrait réduire la taxe *ad valorem*, s'il lui était prouvé que l'entreprise imposée n'avait rien produit pendant l'année.

Tout en reconnaissant combien cette législation venait mal à propos, M. Augagneur déclarait qu'on marcherait avec ce décret, quitte à le modifier encore si, à la pratique, on en reconnaissait l'application impossible.

Rien de plus irrationnel encore que de frapper d'un droit d'entrée de 80 francs par tonne les machines introduites à Madagascar pour l'extraction de l'or (arrêté du 13 février 1906). Les moyens de transport sont à eux seuls suffisamment coûteux dans un pays qui manque de voies de communication pour entraver considérablement toute installation industrielle.

Dans un projet que le gouverneur général adressait au ministre en septembre 1906, il faisait bénéficier les prospecteurs du retour au périmètre de 2 kilomètres de rayon ; il rétablissait les anciennes taxes de délivrance et de prorogation : 100 francs

pour la première année ; 200 francs pour la deuxième et 500 francs pour la troisième. Il instituait une taxe *ad valorem* uniforme de 7 0/0, qu'il s'agit de permis de recherche ou d'exploitation, et une taxe superficielle de 0 fr. 20 par hectare pour les périmètres d'exploitation, comme simple droit de statistique. Ce projet devait servir de base à la législation de 1907.

Une secousse aussi violente subie par l'industrie aurifère et provoquée d'une part par la spéculation, d'autre part, par une législation trop sévère, devait entraîner un ralentissement de l'expansion prise par les mines dans le courant de l'année 1905. Après de grands espoirs, le pays a repris le même aspect que nous lui connaissions avant cette date ; la petite industrie travaille toujours à bénéfices restreints, avec une production peu importante, mais des frais généraux presque nuls. Seule, la concession de MM. Mortages et Grignon, nous l'avons vu, et les gisements de l'Anasaha ont donné depuis, une moyenne véritablement intéressante. Nous ne doutons pas cependant qu'avec le temps, la confiance renaisse chez les capitalistes français et étrangers, et qu'avec le développement de la colonie, nous assistions un jour à un nouvel élan plus durable cette fois, de la branche d'affaires, qui jusqu'ici n'a pas donné tout ce dont on était en droit d'attendre d'elle.

APPENDICE I

REGISTRES D'EXTRACTION, DE VENTE ET D'EXPÉDITION

Dans la législation primitive, aucun décret ni arrêté n'imposait de règles en ce qui concerne la forme des registres sur lesquels les prospecteurs inscrivent soit la quantité de métal précieux extrait, soit le montant des ventes qu'ils effectuent.

Les permissionnaires de recherche et d'exploitation devaient seulement tenir leurs livres d'une façon régulière et les laisser examiner par les agents de l'Administration sous peine d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours, avec confiscation obligatoire des matières précieuses saisies (art. 32 du décret du 17 juillet 1896).

Cette liberté présentait des inconvénients, car les prospecteurs mentionnaient seulement ce qui leur était nécessaire, et les agents de l'Administration ne trouvaient pas sur les registres toutes les indications dont ils avaient besoin, notamment pour la surveillance de la main-d'œuvre. C'est pourquoi le décret de 1902 spécifie dans son article 22 que tout permissionnaire doit tenir à jour pour chaque périmètre d'exploitation ou de recherche un registre d'extraction et un

registre d'expédition dressés dans les formes indiquées par un arrêté du gouverneur général ; tous deux devront être cotés et paraphés par le commissaire des mines.

L'arrêté annoncé dans cet article parut le 9 juin. Il portait simplement que les registres de vente ou d'expédition ne seraient autres que le registre de laissez-passer modèle E, prévu par l'arrêté du même jour, établissant les conditions de circulation de l'or provenant d'exploitations régulières (art. 2).

Quant au registre d'extraction, il devait renfermer au moins les renseignements contenus dans un modèle joint à l'arrêté (art. 1).

Chaque feuillet avait la forme d'un tableau indiquant dans la première colonne la nature du travail au sluice ou à la batée, dans les seconde et troisième, le nom et le village de l'employé. Puis venait pour chaque jour de la semaine une série de colonnes divisées elles-mêmes en trois autres mentionnant la présence ou l'absence de l'ouvrier, sa production et les prix payés.

Dans le décret de 1905, comme dans celui de 1907, on retrouve *in extenso* l'article 22 du décret de 1902. Un arrêté du 22 février 1906 reproduit les dispositions de celui du 9 juin 1902, mais en insistant sur ce fait qu'il faut un registre de chaque nature pour chaque périmètre. Chacun de ces registres sera tenu sur le périmètre travaillé, (art. 3 § 1) après avoir été au préalable coté et paraphé par le Commissaire des mines.

De plus, dans tous les cas de cessation définitive de travail, soit par abandon, soit par péremption ou annulation du

permis de recherche ou d'exploitation, ou simplement quand les feuillets de laissez-passer sont épuisés, le registre doit être envoyé immédiatement au Commissaire des mines. Il en est de même du registre d'extraction.

Le 30 octobre 1908, un nouvel arrêté a donné aux deux catégories de permissionnaires une réglementation plus détaillée pour les livres à tenir : le registre d'extraction est le même en cas de recherche et d'exploitation. Il est transformé en registre à souche. Chaque semaine, le jour de la pesée, le titulaire du permis détachera de leur souche un nombre de feuilles permettant d'inscrire tous les ouvriers du périmètre ; il distribuera ces feuilles aux chefs de groupe, qui les rempliront et les lui rendront ensuite, de sorte qu'il n'aura plus qu'à les rapprocher du talon et à faire figurer les totaux de la production.

La disposition des feuillets se trouve considérablement modifiée : en tête de chacun, sont indiqués le périmètre et son numéro, le mois et la semaine. Dans le corps, on distingue 10 divisions principales :

- 1° Un numéro d'ordre ;
- 2° Le nom des travailleurs ;
- 3° Leur domicile ;
- 4° Le nom du dernier engagé ;
- 5° Sept colonnes pour indiquer les journées de présence ;
- 6° Le total des journées de travail de l'ouvrier ;
- 7° La nature du travail ;
- 8° La production de la semaine ;
- 9° Le prix payé ;
- 10° Une colonne réservée aux observations.

Chaque feuillet doit être signé du chef de groupe qui l'a rempli.

Le talon porte la récapitulation de toutes les indications du feuillet.

L'or provenant d'un périmètre de recherche ou d'exploitation doit être accompagné, suivant le cas, d'un laissez-passer Modèle R ou E.

Ces deux modèles n'ont qu'une différence notable : le premier stipule que l'or extrait sur un périmètre de recherche est soumis à un droit de 7 o/o *ad valorem*, et doit contenir l'attestation du paiement de ce droit. Le second renferme une formule indiquant que l'or est exempt de tout droit, quand il est obtenu dans un périmètre d'exploitation. Dès que le droit de 7 o/o a été payé, le laissez-passer Modèle R est complètement assimilable à l'autre (art. 15, A. G. G., 30 octobre 1908).

Ces laissez-passer sont extraits de registres à souche qui constituent les registres de vente ou d'expédition.

Le Commissaire des mines de la circonscription n'est plus le seul autorisé à coter et paragrapher les registres ; l'arrêté de 1908 lui adjoint tout président de tribunal, juge de paix à compétence étendue, administrateur faisant fonction de juge de paix ou tout autre Commissaire des mines. L'auteur du visa doit seulement avertir le commissaire dont dépend le périmètre.

Pour éviter aux prospecteurs des frais inutiles d'achat de registres d'extraction ou de laissez-passer, la circulaire du chef du Service des mines, en date du 4 septembre 1908,

établit la prescription suivante : si la demande leur en est faite par les intéressés, les Commissaires des mines auront à valider pour des permis nouveaux les registres ayant déjà servi, mais non encore épuisés.

La réglementation des registres d'extraction et de vente, telle que l'a fixée l'arrêté du 30 octobre 1908, paraît définitive et semble avoir été provoquée par les travaux de la Chambre des mines, dont les membres se sont efforcés d'obtenir du gouvernement la simplification de la tenue des anciens livres.

APPENDICE II

DU COMMERCE DE L'OR

Le commerce de l'or n'a pas été réglé dès le début avec autant de détail que la recherche et l'exploitation. L'article 27 du décret de 1896 qui s'en occupe, se borne à indiquer dans son premier alinéa qu'il ne peut se faire que moyennant paiement d'un droit de patente de 1.800 francs par an. Pour éviter que les agents de l'Administration imposent le paiement de cette patente aux prospecteurs vendant le produit de leur exploitation, le paragraphe 2 précise que ces derniers ne sont pas considérés comme commerçants.

Le décret de 1902 a répété ces dispositions en ajoutant que la circulation de l'or, des métaux précieux et des pierres précieuses serait réglée par les arrêtés du Gouverneur Général.

Un arrêté du 9 juin maintint le droit de patente à 1.800 francs, mais stipula, en outre, que tout commerçant ou commissionnaire en or, opérant pour son compte, devait payer en sus une demi-patente, soit 900 francs par an pour l'ensemble de ses agences, et devait remettre à l'autorité un état indiquant les noms de ces agents et les localités où ils sont établis. Chaque agent devra recevoir du commerçant

une procuration spéciale et notariée, dont des copies certifiées seront adressées au Service des Mines et au Service des Douanes.

Le paiement du droit de patente entraînait pour un établissement la faculté de se livrer à toutes sortes de commerces, sans avoir à payer aucune autre taxe.

L'arrêté du 30 octobre 1908 a spécifié dans ses articles 2 et 3 d'une part, quels sont ceux qui peuvent mettre de l'or en circulation; d'autre part, quels sont ceux qui peuvent en acheter ou en recevoir.

La première catégorie comprend (art. 2) :

1° Les titulaires de permis de recherches autorisés à disposer des produits de leurs travaux ;

2° Les titulaires de permis d'exploitation ;

3° Les commerçants et commissionnaires en or, métaux précieux et pierres précieuses, dûment patentés à cet effet ;

4° Les fonctionnaires, officiers et officiers ministériels préposés aux ventes publiques.

Rentrent dans la deuxième catégorie, c'est-à-dire peuvent acheter ou recevoir l'or à l'état brut :

1° Les commerçants et commissionnaires en or, métaux précieux et pierres précieuses dûment patentés à cet effet ;

2° Les bijoutiers de quelque nationalité qu'ils soient, pour les besoins de leur consommation industrielle, et par assimilation, les écoles professionnelles comportant un atelier de bijouterie ;

3° Les particuliers pour leurs besoins personnels.

Ces derniers (art. 41 et 42) pourront faire remise de cet or

à un bijoutier dans le but de se faire confectionner des bijoux. Ils devront, dans ce cas, faire mention de cette remise au verso du laissez-passer, et cette remise devra figurer à l'entrée dans les écritures du bijoutier.

L'arrêté ne se borne pas à prévoir quels sont ceux qui peuvent avoir de l'or brut entre les mains sans payer la patente, à laquelle sont seuls soumis les commerçants, qui achètent et revendent. Il définit même le commerçant : « Sont réputés commerçants ou commissionnaires en or, métaux précieux ou pierres précieuses, les particuliers ou les sociétés, qui achètent ou reçoivent d'une manière répétée et habituelle d'un ou de divers producteurs ou d'autres commerçants ou commissionnaires, de l'or, des métaux précieux ou de pierres précieuses à l'état brut, provenant du sol de la colonie, et qui en font ensuite directement ou indirectement la vente pour leur propre compte ou celui de leur client, soit dans la colonie, soit à l'extérieur » (art. 23).

Pour pouvoir contrôler et empêcher toute fraude, il a fallu décider que l'or ne pourrait circuler sans laissez-passer, et imposer la tenue de certains registres.

Nous avons vu ceux que doivent tenir les permissionnaires de recherche ou d'exploitation : registre d'exploitation et registre de vente. A noter toutefois que l'or extrait peut circuler librement du lieu d'extraction jusqu'au point du périmètre où le prospecteur tient ses livres.

Les registres du commerçant d'or doivent être cotés et paraphés, soit par le président du tribunal ou le juge de

paix à compétence étendue, soit par l'administrateur ou officier faisant fonctions de juge de paix. Ils sont au nombre de trois :

- 1° Registre des entrées (achats ou dépôts) ;
- 2° Registre des sorties (ventes ou expéditions) ;
- 3° Registre à souche de laissez-passer Modèle C.

Sur le premier doivent figurer la date de l'achat, le nom et le domicile du vendeur, la nature et le poids de la matière, le modèle, le numéro et le lieu de délivrance du laissez-passer accompagnant la matière.

Dans la deuxième, doivent être notés le numéro du laissez-passer Modèle C qui accompagne l'or vendu, la date de la vente ou de l'expédition, les nom et domicile de l'acheteur ou destinataire, la nature et le poids de la matière.

Enfin, le laissez-passer consiste dans une déclaration du commerçant, signée et datée, que le poids de matière qu'il a vendue ou expédiée par poste ou courrier spécial est inscrit sur ses livres. Sur la souche on note la nature de la matière, son poids, le nom de l'acheteur ou destinataire, et le mode d'envoi.

Si l'envoi comprend diverses sortes de pierres, la loi exige un laissez-passer spécial à chacune des espèces.

Le premier de chaque mois, les commerçants adressent au chef du Service des mines à Tananarive un relevé faisant connaître les entrées et sorties pendant le mois écoulé ainsi que le stock à la fin du mois. Ils y joignent tous les laissez-passer ayant accompagné l'or entré.

Il peut se faire que certains permissionnaires de recherche

vendent leur or sans avoir acquitté le droit de circulation de 7 o/o, laissant ce soin au commerçant acheteur. Celui-ci, quand il remet son relevé mensuel et les laissez-passer reçus, mettra à part ceux du Modèle R qui n'auraient pas été libérés. Dès leur réception, le chef du Service des mines adresse au commerçant un ordre de versement, qu'il devra régler dans le plus bref délai. La quittance sera retournée immédiatement après au chef du Service des mines à Tananarive, sous peine de poursuites, si elle n'est pas parvenue trois mois après l'envoi de l'ordre.

Les fonctionnaires, officiers et officiers ministériels forment la dernière catégorie des personnes autorisées à vendre l'or. Ils ne peuvent le faire qu'en cas de vente aux enchères publiques d'or brut provenant du sol de la colonie, et doivent remettre à l'acquéreur un laissez-passer Modèle « V ». Cette pièce a pour but d'affirmer que la quantité d'or qu'elle accompagne a été régulièrement vendue. Elle donne, en outre, le nom de l'acquéreur. Ils adressent ensuite au chef du Service des mines, en lui faisant connaître le résultat de la vente, les laissez-passer qu'ils ont reçus en même temps que l'or.

L'article 34 stipule que tout le monde peut se porter acquéreur à ces ventes ; mais seuls les commerçants d'or patentés ont le droit de revendre dans la colonie.

Dans la catégorie des acheteurs d'or, métaux précieux et pierres précieuses, rentrent les bijoutiers et les écoles professionnelles comportant un atelier de bijouterie. Ils ont le droit d'acheter l'or brut nécessaire à leur consommation

industrielle, mais ne peuvent jamais le vendre. Ils tiennent deux registres cotés et paraphés, dont un d'entrée, qui est de modèle tout à fait semblable à celui des commerçants pour leurs achats. L'autre dit « de consommation ou de fabrication », contient la date de fabrication, la nature et le poids du bijou fabriqué, le poids de l'or brut entrant dans le bijou et la date de vente.

L'or qu'ils utilisent et qui ne provient pas du sol de la colonie doit néanmoins figurer sur les registres. Le premier de chaque mois, ils ont à remettre au chef du Service des mines un relevé indiquant les entrées, la consommation du mois précédent et le stock restant à cette date.

La circulation de l'or, des métaux précieux et pierres précieuses est ainsi entourée de prescriptions minutieuses, qui sont établies beaucoup plus pour empêcher la fraude que pour assurer, par une comptabilité régulièrement tenue, le développement normal d'une branche de commerce fort intéressante à Madagascar.

APPENDICE III

LA CHAMBRE DES MINES. — SES TRAVAUX

Le 14 avril 1907, un groupement de prospecteurs décidait, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés, de déléguer son Comité directeur auprès du chef de la colonie, pour lui annoncer officiellement la formation, à Tananarive, de la Chambre des mines, dont le but était de réunir tous les intérêts miniers de l'île, particulièrement les syndicats de prospecteurs et les compagnies. Le Comité devait offrir la présidence à M. Augagneur et lui exposer les desiderata des colons au sujet des modifications à apporter dans la législation minière de l'époque. Ce dernier point était le plus important, et la formation de la Chambre des mines, dûe à un sentiment nouveau survenu peu à peu chez les colons, celui de se grouper pour la sauvegarde de leurs intérêts, avait surtout pour raison d'être la création d'une force nouvelle qui puisse un jour obliger le législateur à consentir les réformes proposées au lendemain du décret de 1905. Jusqu'à là, les prospecteurs agissaient chacun pour leur compte, et les nombreuses contestations auxquelles donnait lieu la réglementation des mines, empêchaient toute entente, et les

laissaient sans défense contre les atteintes faites à leurs droits par la législation. Il fallut le décret de 1905 pour éveiller en eux l'idée d'union, le sentiment de la puissance qu'ils pouvaient acquérir par un effort commun. La création d'un organe prenant en main les intérêts de la collectivité assurait la bonne entente des prospecteurs, tout au moins pour les questions d'ensemble, et amoindrissait l'action du gouvernement.

Les premiers travaux de la Chambre des mines tendirent donc à la modification du décret minier, dont l'application, même tempérée, entravait l'essor de l'industrie minière. La Chambre demandait la suppression complète de la taxe de surface pour les gîtes filoniens, comme pour les terrains d'alluvion, le retour aux périmètres de 2 kilomètres de rayon, la réduction à 600 francs de la taxe minière mensuelle pour les périmètres d'exploitation inscrits dans des cercles de 2 kilomètres de rayon, et à 150 francs pour ceux inscrits dans des cercles de 1 kilomètre de rayon, enfin l'unification de la taxe *ad valorem* que l'on porterait à 7 0/0, aussi bien pour les recherches que pour les exploitations.

Le 16 avril, le Comité directeur se rendait au gouvernement général, où il recevait le meilleur accueil du chef de la colonie, qui acceptait la présidence d'honneur de la Chambre des mines et approuvait les modifications proposées pour le décret de 1905, en promettant d'en référer au ministère des Colonies.

On lui exposait en même temps les difficultés multiples auxquelles donnait lieu la tenue des livres, telle que l'exi-

geaient les décrets miniers en vigueur, et le gouverneur général invitait les intéressés à lui présenter à cet effet un projet de réglementation accompagné des modèles de registres les plus appropriés.

Comprenant parfaitement le rôle auquel elle était appelée, la Chambre des mines, dans sa réunion du 17 mai 1907, décidait de soumettre à tous ses membres une série de questions qu'ils seraient chargés d'étudier chacun dans leur sphère, et qu'ils discuteraient en commun avec des données très nettes. Elle distinguait les questions législatives ou administratives qui visaient une action directe de la Chambre auprès des pouvoirs publics, des questions locales, qui, réglées par les Syndicats Régionaux et les Chambres consultatives, lui assureraient la direction du mouvement de propulsion économique et offriraient aux desiderata des prospecteurs l'appui le plus précieux. La Chambre prévoyant même la mésintelligence inévitable entre prospecteurs, s'engageait à servir en quelque sorte d'arbitre dans les différends et à sanctionner les arrangements pris par ses membres. Nous sommes persuadés que par l'influence que saura acquérir cette institution, elle arrivera à mettre au point beaucoup de côtés très obscurs de notre législation minière de Madagascar et qu'elle fera agréer du gouvernement des dispositions nouvelles, pleines de bons sens et d'équité, qui contribueront tout particulièrement à augmenter les rendements et à encourager la production.

A titre d'indication, nous relevons dans la circulaire de la Chambre du 25 mai (n° 5) certains sujets d'étude, qui nous

montreront la méthode tout à fait normale de travail qu'affirmait ce groupement dès son origine. Il met d'abord en avant l'abolition du cercle de recherches, qu'il remplacerait par un rectangle ou un polygone. On éviterait ainsi une première difficulté pour le prospecteur consistant à inscrire son périmètre d'exploitation dans le cercle ; il peut être en effet très embarrassé pour situer de telle ou telle façon son rectangle. D'un autre côté, si la législation prescrivait un périmètre de recherche rectangulaire ou polygonal, il n'y aurait aucune place perdue au moment de la conversion du permis de recherches en permis d'exploitation. L'exploitant, il est vrai, possède un droit de priorité sur les terrains compris dans le cercle de prospection, terrains qu'il laisse à l'écart en inscrivant son rectangle d'exploitation, c'était du moins ainsi dans la législation primitive ; mais, malgré cette faveur, il se trouve dans la nécessité de planter de nouveaux poteaux-signaux à droite et à gauche de son périmètre et il arrivera toujours un moment où les droits des voisins chevaucheront sur les siens. D'autre part, son lot offrira de plus grandes difficultés d'exploitation, parce que les côtés des rectangles ne s'appliqueront pas les uns contre les autres. Plus tard, on ne parle même plus d'un droit de priorité pour le propriétaire du périmètre : Tout terrain précédemment compris dans le cercle de recherche et qui se trouve à l'extérieur du périmètre d'exploitation, fait retour aux terrains ouverts à la recherche et des poteaux-signaux peuvent y être placés, soit par l'ancien permissionnaire, soit par tout autre prospecteur.

La seconde proposition visait spécialement la différence

établie entre les exploitations alluvionnaires, où, dit le rapport du ministre, « les rendements sont minimes et obtenus au prix de gros efforts », et les exploitations filoniennes, « qui peuvent, au contraire, donner des bénéfices considérables ». On concevait qu'on différencie deux exploitations aussi distinctes et à rendements si peu proportionnels au travail dépensé, mais comment définir les caractéristiques des deux espèces de gisements ? Le décret, en fixant par arrêtés du gouverneur général pour chaque cas particulier leur classement dans l'une ou l'autre catégorie, laissait libre cours à l'arbitraire, et les prospecteurs s'élevaient avec raison contre les injustices qui ne pouvaient manquer de se produire, qu'elles fussent voulues ou non. Quant aux taxes à payer, le ministre, nous le savons, maintenait celle de 5 o/o sur la valeur du métal, et grevait, sous prétexte d'empêcher l'accaparement, la propriété minière d'une taxe de superficie de 2 francs pour les gisements alluvionnaires et de 100 francs pour les exploitations filoniennes. Cette mesure copiée sur le Transvaal, où la taxe monte même à 300 francs, s'explique dans une contrée riche de petite étendue ; elle ne convenait nullement dans un pays, où l'or se rencontre partout comme à Madagascar, mais presque nulle part en quantités suffisantes reconnues pour justifier une exploitation industrielle.

Dans le même ordre d'idées, la Chambre des mines traitait la question du dégrèvement des taxes à la surface, tel que l'imposait le décret du 21 novembre 1905. La loi retombait sur ce point dans l'arbitraire en réduisant ou supprimant la taxe sur les matières extraites dans les exploitations filo-

niennes, où pendant la période de début, les dépenses de premier établissement d'une installation moderne avaient absorbé tout le produit net. Le gouverneur général, comme précédemment, était juge des justifications présentées par les exploitants à l'appui de leur demande d'exonération. Il est difficile de trouver deux clauses plus contraires à la fixité pourtant si nécessaire des prescriptions minières, puisqu'elles livraient les prospecteurs au bon ou au mauvais vouloir d'une même personne qui pouvait changer du tout au tout les conditions de l'exploitation.

La législation ne définissait pas ce qu'il fallait entendre par métaux précieux ; la Chambre aurait voulu que le nouveau décret déterminât ce qui les différenciait des métaux communs. La réglementation bien différente quand il s'agit des uns ou des autres devait donner une classification très nette, qui manque à l'heure actuelle et fera encore beaucoup plus défaut au fur et à mesure des découvertes qui suivront l'étude rationnelle du sous-sol malgache.

Les colons reprochaient aussi la sévérité des clauses pénales, en particulier de l'article 37, qui privait de nouveaux permis les prospecteurs condamnés pour contraventions. Nous reconnaissons la rigueur de la mesure, mais ne saurions-nous associer à ces doléances dans un pays où la fraude se rencontre partout, et nous ne croyons pas possible d'atténuer les peines prescrites tant que la loi par elle-même ne sera pas plus régulièrement observée.

Nous ne nous expliquons pas par contre le droit d'entrée de 8 o/o frappant les machines de provenance étrangère,

cette taxe n'ayant pas été instituée dans un but de protection pour l'industrie métropolitaine trop peu développée dans cette branche, et causant de forts préjudices à l'exploitation industrielle des gisements.

La Chambre des mines cherche également un remède à apporter à l'insuffisance de la monnaie dans beaucoup de régions, au mauvais état des routes, au recouvrement défectueux de l'impôt. Les travaux sont dirigés spécialement vers une étude sérieuse des engagements d'ouvriers d'or, mais ils ne peuvent aboutir qu'à des vœux, car les difficultés que créent ces engagements peuvent être solutionnées seulement par une réglementation générale de la main-d'œuvre.

En ce qui concerne l'unification du prix d'achat de l'or aux indigènes, la question est très délicate, et les efforts faits dans ce but ont été vains. Nombreuses sont, en effet, les raisons qui empêchent cette unification. Les placers sont de valeur inégale, et le prix payé par le prospecteur est subordonné à la richesse plus ou moins grande du sol ; quand bien même un accord interviendrait pour unifier les prix, la pénurie de main-d'œuvre ferait naître presque nécessairement la mauvaise foi des exploitants, qui, par des conventions secrètes, s'engageraient à dépasser le tarif fixé pour s'assurer les ouvriers. Au point de vue pratique, un tel accord exigerait une sanction pour ceux qui ne l'observeraient pas, par conséquent un organe supérieur, sorte de tribunal, qui déterminerait le montant de l'amende à payer et ferait exécuter son jugement. On en arrive ainsi à une intervention, que ne veulent pas accepter les prospecteurs, celle de l'État,

qui ne se soucie pas, du reste, de se créer des difficultés nouvelles avec les indigènes, que léseraient ces accords.

Un dernier vœu, dont nous tenons à parler, car il a son importance, concerne les contraventions dressées contre les prospecteurs pour usage de poids non admis par l'arrêté du 4 mars 1897, qui rend obligatoire à Madagascar l'emploi du système métrique. De longues années sont nécessaires pour habituer les Malgaches à se servir de nos poids et mesures ; leur vérification est difficile, et, dans certaines contrées, elle n'est même pas réglementée.

L'indigène, très méfiant par nature, qu'aura peut-être trompé un prospecteur peu consciencieux, préférera se débarrasser de son or auprès des Indiens, qui se serviront des mesures du pays, et l'achèteront souvent à un prix plus élevé que l'Européen, parce qu'ils n'en paieront pas la taxe, en le passant en fraude. Enfin, certaines fractions de poids, telles que l'akotry qui vaut 0 gr. 03125, n'ont pas d'équivalents dans les poids métriques usagés, et pourtant elles peuvent être fort utiles dans la brousse, où les achats se font par petites quantités. S'inspirant des arrêtés du 4 mars 1897 et du 22 mai 1907, qui recommandaient des ménagements dans leur application, la Chambre émettait les vœux suivants :

1° Qu'on observe leurs prescriptions ;

2° Que le commerce de l'or soit autorisé partout ;

3° Que le gouvernement reconnaisse la double pesée en poids malgaches et français pour permettre aux indigènes de s'assimiler peu à peu la valeur de nos mesures, et qu'elle accepte les poids malgaches pour les quantités infimes ;

4^o Qu'on initie enfin les Malgaches au fonctionnement et à la valeur des poids métriques.

La promulgation du décret de 1907 a aplani certaines difficultés mises à l'ordre du jour par la Chambre. Depuis, les efforts de l'Administration ont tendu sans cesse à l'amélioration de la condition des chercheurs d'or et métaux, et si la législation, telle qu'elle est comprise aujourd'hui, ne peut pas contenter chacun, c'est qu'elle est particulièrement pénible à établir et que le moindre changement, survenu dans la valeur d'une concession, en rompt l'équilibre et détruit souvent un travail effectué avec peine.

Un prospecteur influent de la région de Mananjary a tenté de combler les lacunes de la législation actuelle et de remédier à ses points faibles. Il propose à la Chambre des mines, pour le faire agréer du gouvernement, l'addition au décret de 1907, de 6 articles, dont le premier ainsi conçu :

« Tout titulaire de permis de recherches [ou d'exploitation s'engageant à travailler industriellement et démontrant sa capacité à le faire, peut, à quelque moment que ce soit de la validité de ses titres, demander leur [transformation en une concession minière définitive. »

D'autre part, dans le but d'augmenter la valeur des exploitations, il veut qu'on puisse réunir en une seule concession de 2 000 hectares au maximum plusieurs permis, quand même ils sont de nature différente. Cette concession pourrait ne pas englober tous les terrains des permis transformés et s'annexer, après avis du Service des mines, les terrains libres qui lui seraient nécessaires.

Il supprime toutes redevances pendant la période d'études et de recherches, pourvu qu'on travaille à l'extraction au moins six mois par an, et fixait la taxe *ad valorem* à 5 o/o, pendant la période d'exploitation, sur les bénéfices nets de l'entreprise.

Une dernière clause annule la concession après une interruption d'études ou de travail de deux années, sans cause légitime.

Ce projet ne vise rien moins que l'abandon par l'Administration de toutes ses prérogatives et témoigne d'un libéralisme sans égal à l'égard des exploitants. Il se fonde sur les trois vices suivants de la législation, qu'il s'attache à faire disparaître :

1° L'insécurité du titre de propriété : ce titre découle du permis de recherche établi sur les données du demandeur et sans contrôle de l'Administration ; il est révocable à quelque moment que ce soit de sa durée, si l'on constate un oubli ou une irrégularité dans son obtention, et le permis d'exploitation qui est délivré ensuite est soumis à la même révocabilité ;

2° La mauvaise disposition topographique des terrains concédés ;

3° La fausse répartition des charges fiscales, qui écrasent les études industrielles en exigeant le paiement de taxes pour des terrains, où sont dépensés des capitaux et de l'activité en vue de leur mise en valeur.

CONCLUSION

A la fin de cette étude sur la question minière, qui nous a fait voir le développement de l'industrie de l'or et des métaux précieux dans notre plus grande colonie, et nous a permis de mettre en évidence les fautes commises et les progrès à réaliser, il est intéressant de se reporter spécialement aux statistiques de production de l'or dans le monde, pour se rendre compte de la place que tient Madagascar au point de vue minier, et de l'intérêt que nous avons à encourager l'extension d'une industrie déjà prospère.

Nous avons assisté depuis 1887 à une augmentation extrêmement rapide de la production aurifère mondiale. Celle-ci, qui atteignait à peine 800 millions de francs au milieu du XIX^e siècle, a passé ces dernières années à 2.350.000.000, chiffre où elle se maintient depuis 1906, avec des variations moins importantes que celles enregistrées depuis la guerre sud-africaine.

Voici exactement les chiffres des dix dernières années :

1902.....	Frs. 1.545.712.000
1903.....	1.689.198.000
1904.....	1.792.280.000
1905.....	1.958.040.000
1906.....	2.074.072.000
1907.....	2.136.332.000
1908.....	2.302.510.000
1909.....	2.361.562.000
1910.....	2.394.196.000
1911.....	2.421.650.000

Les différents pays producteurs se partagent
comme suit la production de 1910 et 1911 :

	1910	1911
Transvaal.....Frs	806.526.000	Frs. 893.190.000
Rhodésie.....	65.268.000	67.300.000
Afrique Occidentale....	19.166.000	27.454.000
Madagascar.....	10.878.000	9.842.000
Etats-Unis.....	498.834.000	495.616.000
Australie.....	339.808.000	316.498.000
Empire Russe.....	223.776.000	210.308.000
Mexique.....	124.838.000	101.010.000
Inde Anglaise.....	62.678.000	54.390.000
Canada.....	52.836.000	54.900.000
Chine.....	52.318.000	51.800.000
Japon.....	54.390.000	54.908.000
France.....	5.698.000	6.734.000
Amérique Centrale et Mériidionale.....	77.182.000	77.700.000
	2.394.196.000	2.421.650.000

C'est donc le Transvaal qui contribue pour la plus
large part à la production mondiale, et il semble

qu'aucun pays puisse espérer rivaliser avec lui dans un avenir prochain. Mais les gisements transvaaliens exploités d'une manière intense s'épuisent rapidement, et il est probable que, sauf découvertes importantes nouvelles, les plus hauts chiffres ont été atteints. Il en est de même aux Etats-Unis, qui occupent le second rang et en Australie, où la brillante période du milieu du siècle passé a fait place à une décadence certaine. Restent comme grands pays producteurs, l'Empire russe, le Mexique et le Canada. Là, les chances de développement de l'industrie de l'or sont plus nombreuses, et il est possible que de nouveaux champs découverts fassent réaliser à ces pays de nouveaux progrès.

Nous plaçons sur le même rang comme pays d'avenir cette île de Madagascar, dont la prospection n'est pas achevée, et qui a déjà donné lieu à de si légitimes espérances. Les riches alluvions découvertes jusqu'ici doivent rationnellement faire croire à l'existence de filons puissants, et nous sommes de ceux que ne découragent pas les premiers déboires subis, et qui conservent à notre belle colonie au point de vue minier toute leur première confiance. Si les recherches étaient méthodiquement entreprises, soutenues par des capitaux suffisants, ne demandant pas une rémunération immédiate, nous ne doutons pas qu'on puisse réaliser avec le temps de très grands progrès. Ceux-ci auraient leur répercussion sur

l'exploitation des métaux communs, de nos jours encore trop ignorés, qui apporteraient un précieux appoint au commerce d'exportation de la colonie.

Qu'on n'ignore donc pas Madagascar comme pays producteur, parce qu'elle occupe un rang très secondaire vis-à-vis des grands champs d'or. Ceux-ci ont contre eux le passé. Madagascar est encore un pays neuf qui n'a pas dit son dernier mot, et dont le sous-sol saura reconnaître un jour les sacrifices que la France s'est imposés pour sa conquête et sa mise en valeur.

Vu : le Président de la thèse,

LESEUR

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

CHAPITRE PREMIER. — Main-d'œuvre.....	15
<i>Première section.</i> — Son recrutement.....	15
<i>Section II.</i> — Réglementation du travail.....	25
<i>Section III.</i> — Immigration.....	31
CHAPITRE II. — Exploitation.....	37
<i>Première section.</i> — Conditions générales.....	37
<i>Section II.</i> — Etude des gisements.....	39
<i>Section III.</i> — Procédés d'extraction.....	55
<i>Section IV.</i> — Surveillance administrative de l'exploitation.....	64

DEUXIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION MINIÈRE A MADAGASCAR

CHAPITRE PREMIER. — Notions générales.....	71
CHAPITRE II. — De la recherche.....	79

<i>Première section.</i> — Étendue des recherches....	80
<i>Section II.</i> — Restrictions à la liberté des recherches.....	84
<i>Section III.</i> — Du permis de recherches.....	98
CHAPITRE III. — De l'exploitation.....	111
<i>Première section.</i> — Conversion du permis de recherches en permis d'exploitation.....	111
<i>Section II.</i> — De la concession du droit d'exploiter	113
<i>Section III.</i> — Du permis d'exploitation.....	117
CHAPITRE IV. — Droits et obligations des exploitants.	132
<i>Première section.</i> — Vis-à-vis des tiers.....	132
<i>Section II.</i> — Vis-à-vis de l'État.....	140
CHAPITRE V. — Fin du droit d'exploiter et pénalités...	155

TROISIÈME PARTIE

L'ARRÊTÉ DU 3 JUIN 1905. SES CAUSES. SES EFFETS

APPENDICE I. — Registres d'extraction, de vente et d'expédition.....	189
APPENDICE II. — Du commerce de l'or.....	194
APPENDICE III. — La Chambre des mines. Ses travaux.	200
CONCLUSION	211

